

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

11 juin
1988
No 24

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
11 juin 1988
No 24

Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Code de procédure civile
Compagnies, Loi sur les
Compagnies étrangères, Loi sur les
Curatelle publique, Loi sur la
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Ministères, Avis concernant les
Proclamation(s)
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un
Régie de l'assurance-maladie du Québec
Vente(s) à la folle enchère
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLES DES MATIÈRES

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

VILLE DE SAINT-ÉMILE (Nouveau délai pour l'adoption d'un schéma d'aménagement)	2279
---	------

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE TARDIVEL (Rachas d'obligations)	2279
MUNICIPALITÉ DE POINTE-À-LA-CROIX (Mutations immobilières, abrogation)	2279
SUCCESSION ARTHUR LEBLANC (Bénéfice d'inventaire)	2279
SUCCESSION DENIS BRISSON (Bénéfice d'inventaire)	2280
VILLE DE GATINEAU (Rachas d'obligations)	2280
VILLE DE SHAWINIGAN-SUD (Rachas d'obligations)	2280
VILLE DE TROIS-PISTOLES (Rachas d'obligations)	2281

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Andrew Ian Swanson	2281
Barbara Anne Sally Fogarty	2281
Clara Seemany	2281
Cynthia Minouche Yazdi	2281
Danielle Lusignan	2281
Dominique Boulianne	2281
Estelle Ritchie	2282
Fouad Alexandre	2282
Hank Cherng Hann Lee	2282
Jason Alexander Shanski	2282
Jeffrey Nelson Arthur Shanski	2282
Joseph Cyrille Réal Benoit Bolduc	2282
Joseph Denis Arsenault	2282
Joseph Denis Emery Aimé Poisson	2282
Joseph Dieudonné Jean-Marie D'Aragon	2282
Joseph Émile Edmond Laurent Bélanger	2283
Joseph Jean Marc Jocelyn Gilbert	2283
Joseph Jean Maurice Noël Desjardins	2283
Joseph Louis Jocelyn Gourgues	2283
Joseph Pierre Albert Caron	2283
Joseph Raymond Yvon Gaucher	2283
Joseph René LeBel	2283
Joseph Robert Raymond Berger	2283
Joseph Robert Réal Morin	2284
Léopold René Pierre Larose	2284
Marie Aimée Andrée Dufour	2284
Marie Alice Joan Bergeron	2284
Marie Carla Thermidor	2284
Marie Carole Linda D'Aragon	2284
Marie Corinne Brigitte Desautels-Veilleux	2284
Marie Edes Joanne D'Aragon	2284
Marie Edith Armande Moisan	2284
Marie Isabelle Nathalie France Carole Gleeton	2285
Marie Jeanne d'Arc Jeannine Doyon	2285
Marie Jeannine Deschâtelets	2285
Marie Josée Verreault	2285
Marie Kathy Charlotte Boxer	2285
Marie Lina Christiane Cloutier-Couillard	2285
Marie Linda Danielle Pouliot	2285
Marie Lise France Viau	2285
Marie Lucille Mychelle Shoofey	2285
Marie Margaret Rose Tremblay	2286

Marie Marguerite Éliette Tremblay	2286
Marie Nicole Chantal Beaulieu	2286
Marie Paule Anne Jeannine Roussy	2286
Pascale Monique Suzanne Marie Thérèse Maby	2286
Phillip Babalis	2286
Richard Alexander Shanski	2286
Roland St-Georges	2286
Rose Oi Ling Mar	2286
Simon Ong	2287
Yolanda Margaret Swanson	2287

DEMANDES

André Fortin	2287
Anthony Yvon Edmond Paradis	2287
Camilla Mailland	2287
Carole Langlois	2287
Céline Milon	2287
Christopher Novash	2287
Coline Dupont	2288
Constance Gertrude Florence	2288
Daniel Robert Hogue	2288
Danielle Martel	2288
Danny Larouche	2288
Diane Chandonnet	2288
Françoise Lausseau	2288
Giuseppina Mangiameli	2289
Iskandar Iskandarian	2289
Jean Bellefeuille	2289
Jeanne-Mance Longchamps	2289
Jocelyne Provencal	2289
Johanne Bédard	2289
Joseph Aurèle Harrison	2289
Joseph Hilario Lemieux	2290
Joseph Jean-Paul Longchamps	2290
Joseph Omer Polydore Lessard	2290
Marguerite Caroline Desjardins	2290
Marie Lise Roussin	2290
Marie Louise Annie Fortin	2290
Marie Primeau	2290
Marie Thérèse Manon Pichette	2290
Marie-Christine Jutras	2290
Michel Lavoie	2291
Myriam Ouaknine	2291
Nancy Pitre	2291
Nathalie Vachon	2291
Thi Thuy Tran	2291

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)

PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ABNER DUPÉRYL (Assignment)	2291
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ADIGUN OLUSEGUN AJALA (Assignment)	2291
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALEX ROY (Assignment)	2292
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALFREDO DIAZ (Assignment)	2292
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALI SOILHI (Assignment)	2292
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALINE THOREL (Assignment)	2292
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ANDRÉ FILLION (Assignment)	2293
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ANDRÉE LEA WALSH (Assignment)	2293
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. BARBARA BOISVERT (Assignment)	2293

PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. BRENDIA L. MORIARY (Assignment)	2293	CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)	2350
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DENIS LAROCHE (Assignment)	2293	DISSOLUTION (Article 28)	2351
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ERIK BECK (Assignment)	2294	DISSOLUTION — DEMANDES DE	
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. GEOFFREY MAHADY (Assignment)	2294	139054 CANADA INC.	2353
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. GILLES GAGNON (Assignment)	2294	1840-1851 QUÉBEC INC.	2353
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. GUY BOISVERT (Assignment)	2294	1854-2829 QUÉBEC INC.	2353
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JANICE BIRON (Assignment)	2295	2150-8312 QUÉBEC INC.	2353
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN CACQUE (Assignment)	2295	2165-5709 QUÉBEC INC.	2353
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN CLAUDE VIENS (Assignment)	2295	2532-0300 QUÉBEC INC.	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JOSEPH BATAILLE (Assignment)	2295	ANNÉE DU CINÉMA CANADIEN 89	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. KATHERINE A. CASTILLO (Assignment)	2296	ASSOCIATION POUR LA PLANIFICATION DES	
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MARC BAILLARGEON (Assignment)	2296	NAISSANCES DE LA RÉGION DE QUÉBEC INC.	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MICHEL ROBIDAS (Assignment)	2296	AUTO-BUFFET DECCA INC.	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MOHAMMAD ALI MIRBOD (Assignment)	2296	BELLERIVE AUTO PARTS INC.	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MONIQUE TARDIEU (Assignment)	2297	BIRON & POIRIER INC.	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PATRICK L. DUSSAULT (Assignment)	2297	BLONDEAU & DANIS INC.	2354
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ROBERT KERR (Assignment)	2297	BOILY TERRAZZO INC.	2355
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. STANLEY WITTENBERG (Assignment)	2297	BOS COFFEE INC.	2355
COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES		CAFÉ BOS INC.	2355
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	2298	CANADA FILM YEAR 89	2354
COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES		CENTRE MANUFACTURIER CIE INC.	2355
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	2298	CHAUSSURES CLÉOPÂTRE INC.	2355
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	2323	CLERMONT & COURCHESNE INC.	2355
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	2326	CLÔTURES UNIVERSELLES INC.	2355
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	2327	CLUB SOCIAL LES P'TITS LAPINS INC.	2355
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/COMPLÈTE	2339	CONSTRUCTION CA-NA-DA INC.	2356
COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES		DALROY INVESTMENTS LTD.	2356
LETTRES PATENTES	2340	DENIS ROSS INC.	2356
CENTRE DE DÉPANNAGE DU LANAUDIÈRE INC. (Erratum)	2383	ENTREPRISES V.S.A.G. INC.	2356
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	2346	ÉPICERIE-BOUCHERIE CHEZ YVON INC.	2356
CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)	2348	GESTION UGMA INC.	2356
CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL — ÉTABLISSEMENT OU (Article 32)	2349	GROUPE D'INTERVENTION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION JEUNESSE (G.I.R.I.J.)	2356
		IMMEUBLE WESTMORE INC.	2357
		INTER-QUILLES INC.	2357
		J.G. LANOUETTE INC.	2357
		KVS TROPICAL IMPORT-EXPORT LTÉE	2357
		LA COMPAGNIE BREAKMIN INC.	2357
		LE RÉVEIL DES ASSISTÉS SOCIAUX DE LONGUEUIL INC.	2357
		LES BAINS TOUBILLONS RIVE-SUD INC.	2357
		LES ENTREPRISES ANDRÉE MARTIN INC.	2357
		LES ENTREPRISES LUMAJE INC.	2358
		LES SERVICES DE GESTION SAGRAP LTÉE	2358
		LES TUILES DE ST-ÉMILE INC.	2358
		MARKETING DEAUVILLE LTÉE	2358
		PAYSAGISTE BENJI INC.	2358
		PIÈCES D'AUTO BELLERIVE INC.	2354
		PINKERTON DU QUÉBEC LIMITÉE	2358
		PRODUITS DURAL LIMITÉE	2358
		REGROUPEMENT DES SECRÉTAIRES DE GRANBY ET LA RÉGION INC.	2358
		RÉSIDENTE NOTRE-DAME DU CHEMIN INC.	2359
		ROBERT BOURDEAU INC.	2359
		S. KANTOR INC.	2359
		SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DALROY LTÉE	2356
		TENNIS ST-CATHERINE LTÉE	2359
		TRANSPORT NALACO LTÉE	2359
		WILLIAM SUMARAH AND SONS COMPANY LIMITED	2359
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES		COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES	
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	2360		
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	2360		

CURATELLE PUBLIQUE — LOI SUR LA

AVIS DE QUALITÉ

Georges Picard
Jean-Yves Brulotte

2360
2361

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE L'ÉPOQUE OÙ LA SOCIÉTÉ DOIT SE TERMINER

PLACE ROYALE (T.R.), SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.

2361

DISSOLUTION

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 25-35 COOKE ENR.

2361

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 85 COOKE

2361

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RECHERCHE

PORCINE JOSEPH PELLERIN ENR.

2362

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RECHERCHE

PORCINE TROIS-RIVIÈRES ENR.

2362

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 1136 DU LAC ENR.

2361

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 1140 DU LAC ENR.

2362

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 375-385 PATRY ENR.

2361

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 465-475 ENR.

2361

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 640-650 CÔTE

RICHELIEU ENR.

2361

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE GENTILLY ENR.

2362

FORMATION

GESTION ERIKA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

2362

LES FORGES ROYALES, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

2362

PLACE DU FLEUVE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

2362

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RÉSIDENCE ALBERT

GUIMOND ENR.

2363

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UNIPOR II

2362

COMMANDITAIRES

PLACE ROYALE (T.R.), SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.

2363

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ASSURANCES — LOI SUR LES

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE MUTUELLE DES

EMPLOYEURS DE WAUSAU DE WAUSAU (*Demande de remboursement de cautionnement*)

2363

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES CULTURELLES

CLASSEMENT DES BIENS CULTURELS

CATHÉDRALE CHRIST CHURCH MONTRÉAL

(*Classement des biens culturels*)

2363

MAISON WOODBURY-MATTE ANCIENNE-LORETTE

(*Classement des biens culturels*)

2364

PROCLAMATIONS

Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville

de *Berthierville* sur le territoire de la ville de Saint-Gabriel

2364

Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville

de *Saint-Georges* sur le territoire de la paroisse de

Noire-Dame-des-Pins

2365

Titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q.,

c. T-11) Application au cadastre d'une partie du canton de

l'Archipel-de-Washicoutai, district électoral de Duplessis

2365

Titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q.,

c. T-11) Application au cadastre d'une partie du canton de

Boisbérbert, district électoral de Duplessis

2366

Titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q.,

c. T-11) Application au cadastre d'une partie du canton de

La Gorgendière, district électoral de Duplessis

2367

Titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q.,

c. T-11) Application au cadastre d'une partie du canton de

Musquaro, district électoral de Duplessis

2368

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN

RAGEOT LTÉE.

2369

VILLE DE HULL

2369

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

PROFESSIONNEL NON PARTICIPANT

2369

VENTES À LA FOLLE ENCHÈRE

VILLE DE MONTRÉAL c. BEAUDOIN

2370

VENTES PAR SHÉRIF

BEAUCE

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. MONTMINY

2370

BONAVENTURE

CAVANAGH c. LEBLANC

2372

GASPÉ

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT c. LEBREUX

2372

IBERVILLE

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE c. BEAULIEU ET AL.

2373

JOLIETTE

MUNICIPALITÉ DE SAINT-DONAT c. MARCIL

2374

MONTRÉAL

CONSTRUCTION BAILLARGE LTÉE. c. BÉLAIR

2376

LE SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC c.

MANOIR MERCIER INC.

2376

WILDSTEIN c. DAVIS ET AL.

2377

QUÉBEC

VILLE DE LAUZON c. L'ATELIER 132 INC.

2377

ROBÉRVÁL

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. FERME
SAVARD & GUAY INC.

2378

SAINT-AURICE

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU *ET AL.* c.

LAFORME

2380

VILLE DE GRAND-MÈRE c. BOUCHER

2382

VILLE DE GRAND-MÈRE c. LAVOIE

2382

**VENTES POUR TAXES, AVIS DE
PUBLICATION**

M.R.C. DES MASKOUTAINS

2383

AVIS JURIDIQUES

Aménagement et l'urbanisme —
Loi sur l'

Ville de Saint-Émile

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde un nouveau délai, soit jusqu'au 19 août 1988, à la ville de Saint-Émile afin de lui permettre d'adopter un plan et des règlements d'urbanisme conformes au schéma d'aménagement de la Communauté urbaine de Québec adopté le 2 octobre 1985.

Québec, le 30 mai 1988

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

459

Avis divers

Commission scolaire régionale Tardivel
Rachat d'obligations

Avis est, par la présente, donné que la commission scolaire régionale Tardivel rachètera, le 1^{er} août 1988, 33 000,00 \$ d'obligations choisies par tirage au sort, à même les 68 000,00 \$ d'obligations datées du 1^{er} août 1969, échéant le 1^{er} août 1989 de l'émission d'obligations au montant total de 375 000,00 \$ et ce, conformément aux dispositions mentionnées dans le libellé des obligations.

Les obligations dont les numéros suivent sont rappelées pour paiement, sur présentation:

M 170, M 183, M 191, M 196, M 202, M 205,
M 207, M 212, M 220, M 225, M 230, M 237,
M 240, M 242, M 249, M 253, M 259, M 270,
M 275, M 279, M 280, M 282, M 294, M 299,
M 305, M 318, M 329, M 339, M 344, M 345,
M 346, M 347, M 353.

Les obligations portant les numéros ci-haut énumérés cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} août 1988 et devront être présentées avec les coupons qui y sont attachés, à toute succursale de la Banque Nouvelle-Écosse dans la province de Québec et à son bureau principal à Toronto, Ontario, au choix du porteur.

Donnacona, le 11 juin 1988

Le secrétaire général,
JEAN-YVES CHEVALIER

Bureau administratif
310, rue de l'Église
Donnacona (Portneuf), QC
G0A 1T0
Téléphone: (418) 285-2600

56392

Municipalité de Pointe-à-la-Croix

Le Conseil municipal de Pointe-à-la-Croix a adopté, le 2 mai 1988, le Règlement 88-165, abrogeant le Règlement 76-103, adopté le 23 décembre 1976, et intitulé « Règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières ». Ledit règlement entrera en vigueur le quinzième jour de la publication du présent avis.

Pointe-à-la-Croix, le 6 mai 1988

Le secrétaire-trésorier,
GABY GUIDRY

56415

Succession Arthur Leblanc

Avis est, par les présentes, donné que dame Rose-Albina St-Germain-Leblanc, domiciliée au 100, Chanoine-Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse, seule légataire universelle de Arthur Leblanc, décédé le 19 décembre 1987 en laissant un testament, a accepté la succession dudit Arthur Leblanc, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté par Denyse Dubé, notaire, 159, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, en date du 6 mai 1988, enregistré à Terrebonne sous le numéro 826917.

Un inventaire des biens a été fait devant le notaire Denyse Dubé et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Saint-Eustache, le 26 mai 1988

Le procureur,
DENYSE DUBÉ, notaire

56453

Succession Denis Brisson

Avis est, par les présentes, donné que Lise Dubé, secrétaire, domiciliée au 33, rue Joel, ville de Drummondville, J2A 1K4, en sa qualité de tutrice de ses deux enfants, Isabelle Bisson et Dominic Bisson, nommée à cette charge aux termes d'un jugement rendu par le protonotaire adjoint de la Cour supérieure pour le district de Drummond, le neuf mars mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), sous le numéro 405-14-000018-889 des dossiers de ladite Cour, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de monsieur Denis Bisson, commerçant, en son vivant domicilié en la ville de Montréal, au 1632, rue Létourneux, qui est décédé à Montréal, le quatorze octobre mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987). L'acte d'acceptation, sous bénéfice d'inventaire, a été reçu devant Jean-Claude Larocque, notaire, le vingt-cinq-avril mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), sous le numéro 4430 de ses minutes et a été enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 4011345.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Jean-Claude Larocque, notaire, et peut être consulté à son bureau au 4416, boulevard Pie-IX, Montréal, H1X 2B3.

Après deux (2) mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Montréal, le 5 mai 1988

56473 *Le procureur,*
JEAN-CLAUDE LAROCQUE, notaire

Ville de Gatineau
Rachat d'obligations

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission « Obligations 8½ % à fonds d'amortissement, échéant le 1^{er} août 1989 » (ci-après appelées « obligations ») de l'ex-ville de Pointe-Gatineau, province de Québec, Canada.

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Gatineau a l'intention de racheter et rachètera pour fins d'amortissement le 1^{er} août 1988, conformément aux dispositions de l'émission des obligations, les obligations suivantes (ou partie des obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéro des obligations à coupons entièrement immatriculés portant les numéros suivants:

D 007	500,00 \$
M 080	1 000,00 \$
M 084	1 000,00 \$
M 085	1 000,00 \$
M 095	1 000,00 \$
Total	4 500,00 \$

Les obligations suivantes ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, dans toute succursale dans la province de Québec, et au bureau principal à Toronto et à Ottawa, de la Banque Nationale du Canada.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations (ou partie de ces obligations) présentement rappelées pour paiement, cessera de s'accroître le et après le 1^{er} août 1988.

Gatineau, le 9 mai 1988

Le directeur adjoint aux opérations,
PIERRE LAUXIÈRE

Ville de Shawinigan-Sud
Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la ville de Shawinigan-Sud rachètera, le 1^{er} juillet 1988, 2 500 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} mai 1990 de son émission d'obligations originale de 86 000 \$, datée du 1^{er} juillet 1970 et portant un taux d'intérêt de 9½ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Les numéros de titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénomination de 500 \$:	D-005
Dénomination de 1 000 \$:	M-032
	M-061

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} juillet 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Shawinigan-Sud, le 26 mai 1988

56393 *Le greffier,*
ME YVES VINCENT

Ville de Trois-Pistoles**Rachat d'obligations**

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la ville de Trois-Pistoles rachètera, le 1^{er} août 1988, un montant de 7 500 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} août 1988 de son émission d'obligations originale de 225 500 \$ datée du 1^{er} août 1970 et portant un taux d'intérêt de 9¼ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$: numéros M151-M170-M174-M182-M186-M192-M194.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} août 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Trois-Pistoles, le 4 mai 1988

56455

Le secrétaire-trésorier,
GABRIEL DESJARDINS, O.M.A.

**Changement de nom et d'autres
qualités de l'état civil — Loi sur le**

Accordés**Andrew Ian Swanson**

Par le certificat numéro 88-196 du 28 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Andrzej Szuba, né le 7 avril 1956, en celui de Andrew Ian Swanson.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Barbara Anne Sally Fogarty

Par le certificat numéro 88-206 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Barbara Anne Fogarty, née le 29 septembre 1944, en celui de Barbara Anne Sally Fogarty.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Clara Scemany

Par le certificat numéro 88-222 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Clara Samama, née le 13 juillet 1969, en celui de Clara Scemany.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Cynthia Minouche Yazdi

Par le certificat numéro 88-189 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Minouche Yazdi, née le 11 octobre 1964, en celui de Cynthia Minouche Yazdi.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Danielle Lusignan

Par le certificat numéro 88-192 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Danielle Jobin, née le 10 mars 1967, en celui de Danielle Lusignan.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Dominique Boulianne

Par le certificat numéro 88-202 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénom de Marie Gisèle Linda Boulianne, née le 13 mai 1960, en celui de Dominique Boulianne.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Estelle Ritchie

Par le certificat numéro 88-194 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Esther Ritchie, née le 18 septembre 1941, en celui de Estelle Ritchie.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Fouad Alexandre

Par le certificat numéro 88-204 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Fouad Abdallah, né le 15 septembre 1946, en celui de Fouad Alexandre.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Hank Cherng Hann Lee

Par le certificat numéro 88-176 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Cherng-Hann Lee, né le 28 mai 1955, en celui de Hank Cherng Hann Lee.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Jason Alexander Shanski

Par le certificat numéro 88-218 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jason Alexander Wolosianski, né le 14 juin 1969, en celui de Jason Alexander Shanski.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Jeffrey Nelson Arthur Shanski

Par le certificat numéro 88-217 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Jeffrey Nelson Arthur Wolosianski, né le 3 août 1966, en celui de Jeffrey Nelson Arthur Shanski.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Cyrille Réal Benoît Bolduc

Par le certificat numéro 88-211 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Cyrille Réal Bolduc, né le 3 octobre 1925, en celui de Joseph Cyrille Réal Benoît Bolduc.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Denis Arsenaault

Par le certificat numéro 88-219 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Denis Del Santo, né le 10 août 1963, en celui de Joseph Denis Arsenaault.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Denis Emery Aimé Poisson

Par le certificat numéro 88-220 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Denis Emery Poisson, né le 7 mars 1935, en celui de Joseph Denis Emery Aimé Poisson.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Dieudonné Jean-Marie D'Aragon

Par le certificat numéro 88-180 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Dieudonné Jean-Marie Dérageon, né le 9 juin 1928, en celui de Joseph Dieudonné Jean-Marie D'Aragon.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Émile Edmond Laurent Bélanger

Par le certificat numéro 88-224 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Émile Edmond Lorenzo Bélanger, né le 19 août 1911, en celui de Joseph Émile Edmond Laurent Bélanger.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Jean Marc Jocelyn Gilbert

Par le certificat numéro 88-203 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Marc Jocelyn Desmeules, né le 18 octobre 1947, en celui de Joseph Jean Marc Jocelyn Gilbert.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Jean Maurice Noël Desjardins

Par le certificat numéro 88-214 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Maurice Noël, né le 17 septembre 1934, en celui de Joseph Jean Maurice Noël Desjardins.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Louis Jocelyn Gourgues

Par le certificat numéro 88-209 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Louis Jocelyn Gourdes, né le 1^{er} janvier 1947, en celui de Joseph Louis Jocelyn Gourgues.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Pierre Albert Caron

Par le certificat numéro 88-199 du 28 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Pierre Albert Caron, né le 11 août 1923, en celui de Joseph Pierre Albert Caron.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Raymond Yvon Gaucher

Par le certificat numéro 88-185 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Raymond Yvon Gamelin, né le 13 décembre 1951, en celui de Joseph Raymond Yvon Gaucher.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph René LeBel

Par le certificat numéro 88-173 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph René LeBelle, né le 28 avril 1952, en celui de Joseph René LeBel.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Robert Raymond Berger

Par le certificat numéro 88-207 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Robert Raymond, né le 4 avril 1956, en celui de Joseph Robert Raymond Berger.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Joseph Robert Réal Morin

Par le certificat numéro 88-186 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Robert Morin, né le 9 mars 1947, en celui de Joseph Robert Réal Morin.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Léopold René Pierre Larose

Par le certificat numéro 88-201 du 28 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Léopold René Pierre Larose-Mongeau, né le 10 décembre 1965, en celui de Léopold René Pierre Larose.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Aimée Andrée Dufour

Par le certificat numéro 88-221 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Aimée Dufour, née le 27 décembre 1938, en celui de Marie Aimée Andrée Dufour.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Alice Joan Bergeron

Par le certificat numéro 88-193 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Alice Johanne Bergeron, née le 29 août 1955, en celui de Marie Alice Joan Bergeron.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Carla Thermidor

Par le certificat numéro 88-215 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Carlar Thermidor, née le 23 avril 1968, en celui de Marie Carla Thermidor.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Carole Linda D'Aragon

Par le certificat numéro 88-183 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Carole Linda Dérageon, née le 25 février 1960, en celui de Marie Carole Linda D'Aragon.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Corinne Brigitte Desautels-Veilleux

Par le certificat numéro 88-223 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Corinne Brigitte Veilleux, née le 22 juillet 1960, en celui de Marie Corinne Brigitte Desautels-Veilleux.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Edes Joanne D'Aragon

Par le certificat numéro 88-182 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Edes Johanne Dérageon, née le 15 août 1956, en celui de Marie Edes Joanne D'Aragon.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Édith Armande Moisan

Par le certificat numéro 88-213 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Édith Armandine Moisan, née le 29 juillet 1946, en celui de Marie Édith Armande Moisan.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Isabelle Nathalie France Carole Gleeton

Par le certificat numéro 88-175 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Marie Isabelle Nathalie France Carole Blouin, née le 28 juin 1968, en celui de Marie Isabelle Nathalie France Carole Gleeton.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Jeanne d'Arc Jeannine Doyon

Par le certificat numéro 88-190 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Jeanne d'Arc, née le 29 juillet 1931, en celui de Marie Jeanne d'Arc Jeannine Doyon.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Jeannine Deschâtelets

Par le certificat numéro 88-210 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Jeannine Legault, née le 8 février 1932, en celui de Marie Jeannine Deschâtelets.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Josée Verreault

Par le certificat numéro 88-181 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Joséphine Verreault, née le 23 octobre 1924, en celui de Marie Josée Verreault.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Kathy Charlotte Boxer

Par le certificat numéro 88-191 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Kathy Charlotte Boxerman, née le 10 février 1968, en celui de Marie Kathy Charlotte Boxer.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Lina Christiane Cloutier-Couillard

Par le certificat numéro 88-174 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lina Christiane Couillard, née le 3 juillet 1951, en celui de Marie Lina Christiane Cloutier-Couillard.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Linda Danielle Pouliot

Par le certificat numéro 88-212 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Linda Danielle Custeau, née le 10 mars 1961, en celui de Marie Linda Danielle Pouliot.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Lise France Viau

Par le certificat numéro 88-179 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lise France Ladouceur, née le 21 novembre 1963, en celui de Marie Lise France Viau.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Lucille Mychelle Shookey

Par le certificat numéro 88-205 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lucille Mychelle Laramée, née le 19 mai 1967, en celui de Marie Lucille Mychelle Shookey.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Margaret Rose Tremblay

Par le certificat numéro 88-195 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Marguerette Rose Tremblay, née le 16 juillet 1937, en celui de Marie Margaret Rose Tremblay.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Marguerite Éliette Tremblay

Par le certificat numéro 88-208 du 5 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Marguerite Aliette Tremblay, née le 27 août 1927, en celui de Marie Marguerite Éliette Tremblay.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Nicole Chantal Beaulieu

Par le certificat numéro 88-200 du 28 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Nicole Chantal Foucault, née le 2 juillet 1963, en celui de Marie Nicole Chantal Beaulieu.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Paule Anne Jeannine Roussy

Par le certificat numéro 88-178 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Paule Anne, née le 19 août 1931, en celui de Marie Paule Anne Jeannine Roussy.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Pascale Monique Suzanne Marie Thérèse Maby

Par le certificat numéro 88-177 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Monique Suzanne Marie-Thérèse Mabit, née le 16 février 1941, en celui de Pascale Monique Suzanne Marie Thérèse Maby.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Phillip Babalis

Par le certificat numéro 88-184 du 7 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Spilios (Spili) Mpampalis, né le 5 juillet 1965, en celui de Phillip Babalis.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Richard Alexander Shanski

Par le certificat numéro 88-216 du 12 mai 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Richard Alexander Wolosianski, né le 20 juin 1944, en celui de Richard Alexander Shanski.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Roland St-Georges

Par le certificat numéro 88-188 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jerzy Roland Krawczykowski, né le 31 août 1951, en celui de Roland St-Georges.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

457

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Rose Oi Ling Mar

Par le certificat numéro 88-198 du 28 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Oi Ling Mar, née le 27 avril 1969, en celui de Rose Oi Ling Mar.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Simon Ong

Par le certificat numéro 88-187 du 14 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Loc Tume Ong, né le 15 octobre 1938, en celui de Simon Ong.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Yolanda Margaret Swanson

Par le certificat numéro 88-197 du 28 avril 1988, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jolanta Malgorzata Szuba, née le 10 août 1958, en celui de Yolanda Margaret Swanson.

Sainte-Foy, le 19 mai 1988

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

457

Demandes

André Fortin

Prenez avis que André Fortin, domicilié au 7980, Delorimier, appartement 6, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marc-André Fortin.

Montréal, le 17 mai 1988

Le requérant,
ANDRÉ FORTIN

56374-23-2

Anthony Yvon Edmond Paradis

Prenez avis que Anthony Yvon Edmond Paradis, domicilié au 443, Red-Cross, LaSalle, s'adressera au mi-

nistre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anthony Edmond Mugford DeFrancesco.

Lachine, le 11 mai 1988

Les procureurs du requérant,
BARRIÈRE, NEUER & ASS.

56294-23-2

Camilla Maillard

Prenez avis que Camilla Maillard, domiciliée à route rurale no 1, Amqui, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Camilla Lambert.

Rimouski, le 24 mai 1988

Le procureur de la requérante,
MARC ROSS, notaire

56424-24-2

Carole Langlois

Prenez avis que Carole Langlois, domiciliée au 7250, boulevard Gouin Est, appartement 10, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Carole Langlois.

Montréal, le 16 mai 1988

La requérante,
CAROLE LANGLOIS

56295-23-2

Céline Milon

Prenez avis que Céline Milon, domiciliée au 7250, boulevard Gouin Est, appartement 10, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Seiline Milon.

Montréal, le 16 mai 1988

La requérante,
CÉLINE MILON

56296-23-2

Christopher Novash

Prenez avis que Christopher Novash, domicilié au 1970, rue Radisson, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui

permettant de changer son nom en celui de Christopher Langevin.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Chicoutimi, le 18 mai 1988

Le procureur du requérant,
JEAN TREMBLAY, notaire

56297-23-2

Coline Dupont

Prenez avis que Coline Dupont, domiciliée au 5440, Beaubien Est, appartement 12, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Colleen Dupont.

Montréal, le 2 mai 1988

Les procureurs de la requérante,
TOULET, BUSHEY, TURGEON, BLACKBURN,
56425-24-2 *avocats*

Constance Gertrude Florence

Prenez avis que Constance Gertrude Florence, domiciliée au 265, 65^e Avenue, Chomedey, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Constance Gertrude Florence Mallette.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Laval, le 18 mai 1988

La requérante,
CONSTANCE GERTRUDE FLORENCE

56298-23-2

Daniel Robert Hogue

Prenez avis que Daniel Robert Hogue, domicilié au 1465, Elizabeth, appartement 4, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Daniel Robert Bray.

Montréal, le 4 mai 1988

Le procureur du requérant,
LISE RANGER AUBUCHON, *avocate*

56426-24-2

Danielle Martel

Prenez avis que Danielle Martel, domiciliée à Mont-Saint-Hilaire, Saint-Hyacinthe, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anne-Marie Champagne.

Beloeil, le 20 mai 1988

Les procureurs de la requérante,
56375-23-2 FAVREAU, BEAUCHESNE & DORÉ

Danny Larouche

Prenez avis que Danny Larouche, domiciliée au 29, Jean-Yves, appartement 2, Île Bizard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Danièle Larouche.

Île Bizard, le 25 mai 1988

La requérante,
56394-24-2 DANNY LAROUCHE

Diane Chandonnet

Prenez avis que Diane Chandonnet, domiciliée au 117, rue Turgeon, Sainte-Thérèse, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Diane Brown.

Sainte-Thérèse, le 19 avril 1988

Les procureurs de la requérante,
56299-23-2 MORRISSETTE & DESJARDINS

Françoise Lauseure

Prenez avis que Françoise Lauseure, domiciliée au 771, Rockland, Outremont, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Zoune Françoise Nadine Lauseure.

Montréal, le 11 mai 1988

Les procureurs de la requérante,
56434-24-2 MASSE, BOUCHARD, *avocats*

Giuseppina Mangiameli

Prenez avis que Giuseppina Mangiameli, domiciliée au 6377, Hurteau, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Pina Silluzio.

Montréal, le 7 mars 1988

56427-24-2

La requérante,
GIUSEPPINA MANGIAMELI

Iskandar Iskandarian

Prenez avis que Iskandar Iskandarian, domicilié au 1625, boulevard de Maisonneuve Ouest, appartement 700, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Alex Hapet Iskandarian.

Montréal, le 18 mai 1988

56428-24-2

Le procureur du requérant,
MARTIN BOYANER, *avocat*

Jean Bellefeuille

Prenez avis que Jean Bellefeuille, domicilié au 200, montée Saint-François, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean De Bellefeuille.

Saint-Laurent, le 29 avril 1988

56435-24-2

Les procureurs du requérant,
MARQUETTE & LAPOINTE, *avocats*

Jeanne-Mance Longchamps

Prenez avis que Jeanne-Mance Longchamps, domiciliée au 3173, rue Galt Ouest, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jeanne-Mance Deslongchamps.

Sherbrooke, le 19 mai 1988

56376-23-2

Les procureurs de la requérante,
DAIGLE, DELORME, LEBEL & BUREAU

Jocelyne Provençal

Prenez avis que Jocelyne Provençal, domiciliée au 1575, 90^e Rue, Saint-Georges, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jacqueline Provençal.

Saint-Georges, le 25 mai 1988

56429-24-2

Le procureur de la requérante,
MARTIN GILBERT, *notaire*

Johanne Bédard

Prenez avis que Johanne Bédard, domiciliée au 155, boulevard Montclair, Hull, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Johanne Frapet.

Hull, le 13 mai 1988

56300-23-2

Le procureur de la requérante,
ME GÉRARD BROUILLETTE

Joseph Aurèle Harrison

Prenez avis que Joseph Aurèle Harrison, domicilié à New Richmond, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Earl Harrison.

New Richmond, le 19 avril 1988

56377-23-2

Les procureurs du requérant,
MILL & DUGAS

Joseph Hilarion Lemieux

Prenez avis que Joseph Hilarion Lemieux, domicilié au 60, rue de l'Église, Mont-Louis, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Hilaire Lemieux.

Gaspé, le 10 mai 1988

56378-23-2

Pour le requérant,
LOUISE DESBOIS

Joseph Jean-Paul Longchamps

Prenez avis que Joseph Jean-Paul Longchamps, domicilié au 184, rue Morkill, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Jean-Paul Deslongchamps.

Sherbrooke, le 13 mai 1988

Les procureurs du requérant,
56301-23-2 DAIGLE, DELORME, LEBEL & BUREAU

Joseph Omer Polydore Lessard

Prenez avis que Joseph Omer Polydore Lessard, domicilié au 808, boulevard Iberville, Repentigny, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Polydore Paul Lessard.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Repentigny, le 17 mai 1988

Le requérant,
56380-23-2 JOSEPH OMER POLYDORE LESSARD

Marguerite Caroline Desjardins

Prenez avis que Marguerite Caroline Desjardins, domiciliée au 376, 4^e Avenue, Limoilou, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maryse Desjardins.

Québec, le 19 mai 1988

Les procureurs de la requérante,
56379-23-2 VILLENEUVE & ROY

Marie Lise Roussin

Prenez avis que Marie Lise Roussin, domiciliée au 6270, D'Aragon, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Lise Provost.

Montréal, le 26 avril 1988

Les procureurs de la requérante,
56431-24-2 GOULET, ST-PIERRE & THERRIEN, *avocats*

Marie Louise Annie Fortin

Prenez avis que Marie Louise Annie Fortin, domiciliée au 2597, de la Ronde, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Louise Annie Petersen.

Ce changement affectera aussi l'enfant mineur de la requérante Sean Derek Byrne.

Québec, le 18 mai 1988

Les procureurs de la requérante,
56302-23-2 PICARD, MARINEAU & ASSELIN

Marie Primeau

Prenez avis que Marie Primeau, domiciliée au 2287, Old Orchard, appartement 36, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Mathers.

Saint-Eustache, le 28 mars 1988

La requérante,
56303-23-2 MARIE PRIMEAU

Marie Thérèse Manon Pichette

Prenez avis que Marie Thérèse Manon Pichette, domiciliée au 1921, Woodland, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Thérèse Manon Robert.

Montréal, le 19 avril 1988

Les procureurs de la requérante,
56432-24-2 GOULET, ST-PIERRE & THERRIEN, *avocats*

Marie-Christine Jutras

Prenez avis que Marie-Christine Jutras, domiciliée au 425, Notre-Dame, Boucherville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Christine Kirouack.

Boucherville, le 23 mai 1988

La requérante,
56430-24-2 MARIE-CHRISTINE JUTRAS

Michel Lavoie

Prenez avis que Michel Lavoie, domicilié au 97, Pointe-aux-Lièvres Sud, appartement B-3, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michel Xavier Lavoie.

Québec, le 25 mai 1988

56304-23-2

Le requérant,
MICHEL LAVOIE

Myriam Ouaknine

Prenez avis que Myriam Ouaknine, domiciliée au 3472, Van-Horne, appartement 5, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Myriam Ouaknin.

Montréal, le 20 avril 1988

56305-23-2

Les procureurs du requérant,
LEDUC, BOYANER & ASS.

Nancy Pitre

Prenez avis que Nancy Pitre, domiciliée au 221, Du Pernay, Boucherville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nancy Roy.

Montréal, le 12 mai 1988

56306-23-2

La requérante,
NANCY PITRE

Nathalie Vachon

Prenez avis que Nathalie Vachon, domiciliée au 3771, rue Wellington, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nathalie St Jean.

Verdun, le 12 mai 1988

56307-23-2

La requérante,
NATHALIE VACHON

Thi Thuy Tran

Prenez avis que Thi Thuy Tran, domiciliée au 1946, Norway, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Elizabeth Thi Thuy Tran.

Montréal, le 2 mai 1988

56433-24-2

Les procureurs de la requérante,
MYSZKA & TEPNER, avocats

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003537-885

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ABNER DUPERVIL, domicilié au 5674, des Érables, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Abner Dupervil, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003507-882

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ADIGUN OLUSEGUN AJALA, domicilié au 7270, Durocher, appartement 7, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Adigun Olusegun Ajala, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000212-888

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ALEX ROY, domicilié au 4245, Saint-Hubert, appartement 3, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Alex Roy, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003482-884

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ALFREDO DIAZ, domicilié au 1455, Bellevue, appartement 1, Greenfield Park, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Alfredo Diaz, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003494-889

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ALI SOILIHI, domicilié au 444, Gilford, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Ali Soilihi, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003512-888

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ALINE THOREL, domiciliée au 23, place des Orchidées, Saint-Lambert, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Aline Thorel, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003477-884

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **ANDRÉ FILLION**, domicilié au 816, Saint-Charles, Saint-Lambert, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à André Fillion, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

457 *Le greffier,*
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003475-888

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **ANDRÉE LEA WALSH**, domiciliée au 5720, Décarie, Montréal, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Andrée Lea Walsh, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457 *Le greffier,*
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003534-882

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la

province, demandeur, contre **BARBARA BOISVERT**, domiciliée au 390, Ruelle, appartement 303, Verdun, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Barbara Boisvert, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457 *Le greffier,*
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-007294-871

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **BRENDA L. MORIARY**, domiciliée au chemin du Lac Cornu, Saint-Adolphe d'Howard, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Brenda L. Moriary, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

457 *Le greffier,*
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003545-888

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **DENIS LAROCHE**, domicilié 2372, Walkley, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Denis Laroche, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003490-887

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ERIK BECK, domicilié au 5454, Cartier, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Erik Beck, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003538-883

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre GEOFFREY MAHADY, domicilié au 464, Delmar, Pointe-Claire, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Geoffrey Mahady, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003473-883

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre GILLES GAGNON, domicilié au 5161, Jeanne-Mance, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Gilles Gagnon, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-009642-879

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre GUY BOISVERT, domicilié au 709, Jarry Est, appartement 10, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Guy Boisvert, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003547-884

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **JANICE BIRON**, domiciliée au 33, côte Sainte-Catherine, appartement 206, Montréal, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Janice Biron, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003513-886

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **JEAN CACOQUE**, domicilié au 8045, Champagney, appartement 8, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean Cacoque, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003548-882

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **JEAN CLAUDE VIENS**, domicilié au 4076, Rivard, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean Claude Viens, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-003501-881

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **JOSEPH BATAILLE**, domicilié au 5657, Park, appartement 8, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Joseph Bataille, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003531-888

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre KATHERINE A. CASTILLO, domiciliée au 469, Champlain, appartement 2, Hemmingford, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Katherine A. Castillo, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

457

Le greffier,
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003565-886

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MARC BAILLARGEON, domicilié au 723, Saint-Olivier, appartement 2, Québec, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Marc Baillargeon, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003485-887

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MICHEL ROBIDAS, domicilié au 1849, René-Lévesque Ouest, appartement 38, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Michel Robidas, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-006413-878

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MOHAMMAD ALI MIRBOD, domicilié au 2121, Saint-Mathieu, appartement 1601, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Mohammad Ali Mirbod, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

457

Le greffier,
 NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003508-886

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **MONIQUE TARDIEU**, domiciliée au 838, boulevard Pie-XII, Sainte-Foy, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Monique Tardieu, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003570-886

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **PATRICK L. DUSSAULT**, domicilié au 1890, du Liban, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Patrick L. Dussault, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003510-882

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **ROBERT KERR**, domicilié au 4115, Esplanade, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Robert Kerr, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 19 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Québec
 No 200-02-003571-884

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **STANLEY WITTENBERG**, domicilié au 1239, du Fort, Montréal, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Stanley Wittenberg, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 25 mai 1988

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

457

Compagnies (Partie I) — Loi sur les

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1370-7815 GROUPE COGEM INC. COGEM GROUP INC.	1974 12 19	1988 05 10	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS GECE INC.
1273-3259 MADORAY INC.	1972 03 17	1988 05 11	du capital-actions
1627-8673 PAYSAGISTES VARENNES INC.	1978 06 29	1988 05 09	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES ROBERT CHAR- RON INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2551-4761 2551-4761 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Abitibi
2551-4811 2551-4811 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Québec
2551-6170 2551-6170 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Alma
2551-6188 2551-6188 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Alma
2551-7152 2551-7152 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Distric judiciaire
2551-7764 2551-7764 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Trois-Rivières
2551-7772 2551-7772 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Beauharnois
2551-7996 2551-7996 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Québec
2551-8085 2551-8085 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Chicoutimi
2551-8093 2551-8093 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Saint-François
2551-8101 2551-8101 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Saint-François
2551-8119 2551-8119 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Saint-François
2551-8127 2551-8127 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Québec
2551-8135 2551-8135 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Beauce
2551-8143 2551-8143 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Drummond
2551-8150 2551-8150 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Drummond
2551-8168 2551-8168 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Drummond
2551-8176 2551-8176 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Trois-Rivières
2551-8184 2551-8184 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Labelle
2551-8192 2551-8192 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Alma
2551-8226 2551-8226 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Labelle
2551-8234 2551-8234 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Drummond
2551-8242 2551-8242 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Drummond
2551-8259 2551-8259 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Drummond
2551-8267 2551-8267 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Drummond

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2551-8598 2551-8598 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Québec
2551-8689 2551-8689 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Québec
2551-8697 2551-8697 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Québec
2551-8721 2551-8721 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Québec
2551-8911 2551-8911 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2551-8929 2551-8929 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2551-9117 2551-9117 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Québec
2551-9224 2551-9224 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Québec
2551-9646 2551-9646 QUÉBEC INC.	1988 05 03	Joliette
2551-9653 2551-9653 QUÉBEC INC.	1988 05 03	Terrebonne
2551-9661 2551-9661 QUÉBEC INC.	1988 05 03	Baie-Comeau
2551-9679 2551-9679 QUÉBEC INC.	1988 05 04	Bedford
2551-9687 2551-9687 QUÉBEC INC.	1988 05 04	Saint-François
2551-9695 2551-9695 QUÉBEC INC.	1988 05 04	Chicoutimi
2551-9703 2551-9703 QUÉBEC INC.	1988 05 04	Baie-Comeau
2551-9711 2551-9711 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Saint-François
2551-9729 2551-9729 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2551-9737 2551-9737 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Mingan
2551-9745 2551-9745 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Terrebonne
2551-9752 2551-9752 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2551-9760 2551-9760 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Saint-François
2551-9778 2551-9778 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Trois-Rivières
2551-9786 2551-9786 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Saint-François
2551-9794 2551-9794 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Chicoutimi
2551-9802 2551-9802 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne
2551-9810 2551-9810 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne
2551-9828 2551-9828 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne
2551-9836 2551-9836 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Saint-François
2551-9935 2551-9935 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Québec
2551-9950 2551-9950 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Québec
2552-0750 2552-0750 QUÉBEC INC.	1988 05 13	Charlevoix
2552-0776 2552-0776 QUÉBEC INC.	1988 05 13	Québec
2552-6088 2552-6088 QUÉBEC INC.	1988 04 07	Montréal
2617-8954 2617-8954 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9192 2617-9192 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Gaspé
2617-9218 2617-9218 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9242 2617-9242 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9259 2617-9259 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9267 2617-9267 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9275 2617-9275 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2617-9333 2617-9333 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Saint-François
2617-9374 2617-9374 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Laval
2617-9390 2617-9390 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9408 2617-9408 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9416 2617-9416 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9424 2617-9424 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9432 2617-9432 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9457 2617-9457 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Saint-Hyacinthe
2617-9473 2617-9473 QUÉBEC INC.	1988 05 05	Rimouski
2617-9481 2617-9481 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Terrebonne
2617-9515 2617-9515 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9549 2617-9549 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9622 2617-9622 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9630 2617-9630 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9713 2617-9713 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Laval
2617-9739 2617-9739 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Longueuil
2617-9747 2617-9747 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Beauharnois
2617-9788 2617-9788 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Longueuil
2617-9812 2617-9812 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Arthabaska
2617-9846 2617-9846 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2617-9861 2617-9861 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9929 2617-9929 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Laval
2617-9937 2617-9937 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9960 2617-9960 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9978 2617-9978 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Saint-François
2617-9986 2617-9986 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Joliette
2618-3004 2618-3004 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Bedford
2618-3020 2618-3020 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2618-3053 2618-3053 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2618-3061 2618-3061 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Hull
2618-3079 2618-3079 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3087 2618-3087 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Laval
2618-3145 2618-3145 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Gaspé
2618-3194 2618-3194 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3228 2618-3228 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3244 2618-3244 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3251 2618-3251 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-3269 2618-3269 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3327 2618-3327 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-3350 2618-3350 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-3376 2618-3376 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Témiscamingue
2618-3384 2618-3384 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Témiscamingue
2618-3426 2618-3426 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Laval
2618-3442 2618-3442 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3475 2618-3475 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Drummond
2618-3491 2618-3491 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3574 2618-3574 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Beauharnois
2618-3582 2618-3582 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Longueuil
2618-3590 2618-3590 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-3616 2618-3616 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Saint-François
2618-3624 2618-3624 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Saint-François
2618-3632 2618-3632 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Saint-François
2618-3640 2618-3640 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Saint-François
2618-3657 2618-3657 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3665 2618-3665 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3749 2618-3749 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3756 2618-3756 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Québec
2618-3764 2618-3764 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3772 2618-3772 QUÉBEC INC.	1988 05 09	Longueuil
2618-3806 2618-3806 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-3814 2618-3814 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Laval
2618-3848 2618-3848 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Iberville
2618-3954 2618-3954 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-3962 2618-3962 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Drummond
2618-3988 2618-3988 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Saint-Hyacinthe
2618-4010 2618-4010 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-4028 2618-4028 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-4036 2618-4036 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Joliette
2618-4051 2618-4051 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-4101 2618-4101 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-4168 2618-4168 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Laval
2618-4200 2618-4200 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-4242 2618-4242 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Rouyn-Noranda
2618-4309 2618-4309 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4341 2618-4341 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4358 2618-4358 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4366 2618-4366 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4374 2618-4374 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4382 2618-4382 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4390 2618-4390 QUÉBEC INC.	1988 05 10	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-4408 2618-4408 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4416 2618-4416 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4424 2618-4424 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4432 2618-4432 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4440 2618-4440 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Longueuil
2618-4457 2618-4457 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4473 2618-4473 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4481 2618-4481 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Iberville
2618-4507 2618-4507 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Longueuil
2618-4523 2618-4523 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4531 2618-4531 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4549 2618-4549 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Beauharnois
2618-4556 2618-4556 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4580 2618-4580 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4598 2618-4598 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4606 2618-4606 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4614 2618-4614 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4622 2618-4622 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4630 2618-4630 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4648 2618-4648 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-4655 2618-4655 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4663 2618-4663 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4671 2618-4671 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4689 2618-4689 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4705 2618-4705 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4713 2618-4713 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4721 2618-4721 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Bedford
2618-4739 2618-4739 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4747 2618-4747 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4762 2618-4762 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2618-4770 2618-4770 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2618-4788 2618-4788 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2618-4796 2618-4796 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Chicoutimi
2618-4804 2618-4804 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Chicoutimi
2618-4820 2618-4820 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2618-4846 2618-4846 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Laval
2618-4903 2618-4903 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4911 2618-4911 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4945 2618-4945 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4978 2618-4978 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-4986 2618-4986 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Abitibi
2618-5009 2618-5009 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-5017 2618-5017 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-5074 2618-5074 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-5090 2618-5090 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Longueuil
2618-5108 2618-5108 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Montréal
2618-5207 2618-5207 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Terrebonne
2618-5215 2618-5215 QUÉBEC INC.	1988 05 11	Montréal
2618-5256 2618-5256 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Montréal
2618-5272 2618-5272 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Laval
2618-5280 2618-5280 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Terrebonne
2618-5306 2618-5306 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Laval
2618-5413 2618-5413 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Montréal
2618-5421 2618-5421 QUÉBEC INC.	1988 05 12	Richelieu
2551-7087 ACCOMMODATION VANIER INC.	1988 05 09	Québec
2618-5165 ADHÉSIFS MI - LO INC. MI - LO ADHESIVES INC.	1988 05 12	Montréal
2551-7863 AGRICUM INC.	1988 05 02	Rimouski
2617-9614 ALARME INCENDIE MONTRÉAL INC. MONTRÉAL FIRE ALARM INC.	1988 05 06	Montréal
2551-8614 LES ALARMES CHABOT INC.	1988 05 10	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-4143 ALBERT TRAITEMENT D'EAU INC.	1988 05 10	Montréal
2551-9901 AMERITEC CONSTRUCTIONS INC.	1988 05 03	Longueuil
2618-3160 ANIMALERIE JOHNSON INC.	1988 05 06	Bedford
2618-4812 AQUA-PUR DES HAUTES LAURENTIDES INC.	1988 05 11	Terrebonne
2617-9291 ARLENE MIGHTON INC.	1988 05 05	Montréal
2618-3798 LES ARTICLES DE CADEAUX AU QUOTIDIEN INC.	1988 05 10	Montréal
2617-9879 ATELIER DE SOUS-TRAITANCE C.G. INC.	1988 05 06	Terrebonne
2618-3707 AUTO PERFECT-SON INC.	1988 05 09	Laval
2617-9382 LES AUTOMATES BUREAUTIQUES E.G.R. INC.	1988 05 05	Montréal
2551-9877 AUTOMOBILES ALLURE INC.	1988 05 10	Québec
2551-9927 A.G. DROUIN TRANSPORT INC.	1988 05 11	Abitibi
2551-6238 BAR LAITIER LE DÉTOUR INC.	1988 05 13	Québec
2618-4234 LE BAR L'ABSTRAIT INC.	1988 05 10	Terrebonne
2551-6261 BAR ZIP INC.	1988 05 13	Québec
2618-4887 BENOIT, GUERTIN & ASSOCIÉS (B.G.A.) INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2618-5058 LES BIJOUX EFFELLE INC.	1988 05 11	Longueuil
2617-9440 LE BISTRO PICKLE'S INC.	1988 05 05	Laval
2618-3541 BO CONSTRUCTION INC.	1988 05 09	Rimouski
2552-0511 BOIS ECG INC. ECG LUMBER INC.	1988 05 11	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-0545 BOÎTE NOIRE ÉLECTRONIQUE INC. BLACK BOX ELECTRONICS INC.	1988 05 03	Montréal
2618-4861 BOULANGERIE DUGAS INC.	1988 05 11	Rimouski
2618-4952 BOUTIQUE DE MODE ÉLÉGANCIA INC.	1988 05 11	Montréal
2618-3947 BOUTIQUE JACPERL INC.	1988 05 10	Montréal
2551-7889 BOUTIQUE POUR HOMMES MASSONI INC.	1988 05 02	Montréal
2618-4853 CAMIL PLANTE FER FORGÉ INC.	1988 05 11	Longueuil
2618-3095 LE CAP ST-CHARLES INC.	1988 05 06	Beauharnois
2551-9968 LES CAPITAUX M.R. INC.	1988 05 03	Frontenac
2551-8663 CARREFOUR JOHN MOLSON INC.	1988 05 12	Québec
2551-7137 CARRIER & FILS ENTREPRENEURS- PAYSAGISTES INC.	1988 05 09	Québec
2618-5355 CARROSSERIE STE-MARTINE INC.	1988 05 11	Beauharnois
2618-3525 LES CARROSSERIES M. BEAULIEU INC.	1988 05 06	Montréal
2552-0685 CASSE-CROÛTE YAMACHICHE INC.	1988 05 06	Trois-Rivières
2618-4960 CÉLICAR INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2617-9952 CENTRE D'ÉTUDE ET DE CONSULTATION EN PSYCHOTHÉRAPIE V.M.P. INC.	1988 05 06	Montréal
2552-0537 CENTRE D'EXPERTISE T.V.S. INC.	1988 05 03	Chicoutimi
2551-4845 CHAUSSURE ÉCONO INC.	1988 05 09	Québec
2618-5116 CHEZ MICHEL FRUITS & LÉGUMES INC.	1988 05 11	Laval
2551-6253 LA CIE ASSH (1988) INC.	1988 05 13	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-0719 CLIMATISATION ROMIG INC.	1988 05 06	Abitibi
2551-9992 CLINIQUE DE PHYSIOTHÉRAPIE JEAN BLACKBURN INC.	1988 05 03	Chicoutimi
2618-4176 CLUB DE GOLF LE BLAINVILLIER INC.	1988 05 10	Montréal
2618-3996 CLUB SOCIAL LE SURVENANT INC.	1988 05 10	Richelieu
2551-8549 COCAM SAGUENAY INC.	1988 05 10	Chicoutimi
2618-3111 COMMUNICATION BEAUCHEMIN INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9663 LA COMPAGNIE BABADI DU COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT INC. BABADI TRADE AND INVESTMENT INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9572 CONSTRUCTION ALAIN BERTRAND INC.	1988 05 05	Joliette
2617-9580 CONSTRUCTION CLAUDE HAYES INC.	1988 05 05	Joliette
2617-9598 CONSTRUCTION DANIC INC.	1988 05 06	Joliette
2551-8622 CONSTRUCTION P. DEMERS INC.	1988 05 10	Québec
2617-9606 LES CONSTRUCTIONS JACQUOR INC.	1988 05 06	Longueuil
2617-9895 LES CONSTRUCTIONS MONTE VERDE INC.	1988 05 06	Terrebonne
2617-9994 LES CONSTRUCTIONS M. & M. LATOUR INC.	1988 05 06	Laval
2617-9762 LES CONSTRUCTIONS PERLE INC.	1988 05 06	Laval
2618-3392 LES CONSTRUCTIONS POLYDEV INC.	1988 05 09	Laval
2551-8705 CONSULTANTS GDE INC.	1988 05 12	Québec
2618-3186 CONSULTATION INFORMATIQUE CHAMPAGNE (C.I.C.) INC.	1988 05 09	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2551-9919 LA CORPORATION FINANCIÈRE PLACECORP	1988 05 03	Saint-Hyacinthe
2551-7491 CORPORATION FINANCIÈRE TURCOTTE & TURCOTTE INC.	1988 05,06	Québec
2617-9903 COURRIER MINUTECOM INC.	1988 05 06	Terrebonne
2618-3202 COURTIER PROVINCIAL EN ALIMENTATION (1988) INC. <i>PROVINCIAL FOOD BROKER (1988) INC.</i>	1988 05 06	Montréal
2618-4226 CYR & LECLERC DESIGN INC.	1988 05 10	Montréal
2617-9796 C.R. CONFORT INC.	1988 05 06	Saint-François
2617-9358 DANIEL J. MALYNOWSKY ANTIQUAIRE INC.	1988 05 05	Montréal
2551-7939 DÉCOLEM INC.	1988 05 10	Trois-Rivières
2618-4465 DELAHOU INC.	1988 05 11	Saint-Maurice
2617-9325 DÉMOLITION L'ACADIE INC.	1988 05 05	Iberville
2618-3780 DÉPANNEUR DU RUISSEAU DENIS HENRY INC.	1988 05 09	Bonaventure
2618-3533 DÉPANNEUR STÉPHAN POITRAS INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-3681 DESBOURGS DÉCOR INC.	1988 05 09	Laval
2551-9943 LES DÉVELOPPEMENTS DU GITHE INC.	1988 05 11	Québec
2618-3400 LES DÉVELOPPEMENTS GRIMEX INC.	1988 05 09	Laval
2618-3830 DIFFUSION PATOU INC.	1988 05 10	Montréal
2552-0735 DIFFUSION PIERRE LACROIX INC.	1988 05 13	Québec
2618-4564 DIFFUSIONS LINDA MORISSET INC.	1988 05 11	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-3517 DISTRIBUTION MARTIN'EAU INC.	1988 05 09	Montréal
2551-9869 LES DISTRIBUTIONS ARRIES INC.	1988 05 10	Québec
2617-9853 DIX MAI DESIGN INC.	1988 05 06	Montréal
2618-5330 DN STUDIO INC.	1988 05 11	Montréal
2618-3939 ÉBÉNISTERIE LÉO BOURGAULT INC.	1988 05 10	Abitibi
2618-3459 LES ÉCURIES F.R. INC.	1988 05 09	Joliette
2618-3335 LES ÉLEVAGES D.C. INC.	1988 05 09	Arthabaska
2618-3343 ÉLEVAGES G. POISSON INC.	1988 05 09	Arthabaska
2618-4150 LES ENFOUISSEMENTS DE L'ESTRIE INC.	1988 05 10	Montréal
2618-3236 ENTREPRENEURS EN CONFECTION NIJO INC. NIJO TEXTILE CONTRACTORS INC.	1988 05 09	Montréal
2551-9984 LES ENTREPRISES CLAUDE BOUTIN INC.	1988 05 11	Beauce
2618-3178 LES ENTREPRISES DE RESTAURATION «LE P'TIT BONHOMME» INC.	1988 05 06	Beauharnois
2618-3483 LES ENTREPRISES DISTOMATIC INC.	1988 05 09	Longueuil
2551-9133 LES ENTREPRISES D'AMÉNAGEMENT EPSILON LTÉE	1988 05 09	Québec
2617-9655 LES ENTREPRISES D'ÉLECTRICITÉ RICHARD ET RICHARD INC.	1988 05 06	Longueuil
2618-4937 LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES C.M.H. INC.	1988 05 11	Longueuil
2552-0768 LES ENTREPRISES GALIBO INC.	1988 05 13	Québec
2617-9838 LES ENTREPRISES GUY LORANGER INC.	1988 05 05	Saint-Maurice

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-4119 ENTREPRISES JEAN AUBRY LTÉE	1988 05 10	Iberville
2618-3137 LES ENTREPRISES MARIVO INC.	1988 05 06	Saint-Maurice
2552-0669 LES ENTREPRISES MICHAUD & MINIER INC.	1988 05 06	Roberval
2618-3897 LES ENTREPRISES MICHÈLE DUCHAINE INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3103 LES ENTREPRISES RIDARO INC.	1988 05 06	Longueuil
2552-0214 ENTRETIEN BENOÎT HUOT & FILS INC.	1988 05 11	Québec
2617-9200 ÉPANDAGE DU CENTRE DU QUÉBEC INC.	1988 05 05	Drummond
2618-5140 LES ÉQUIPEMENTS STE-HÉLÈNE INC.	1988 05 12	Saint-Hyacinthe
2552-0784 EXTERMINATION GARIÉPY INC.	1988 05 06	Saint-François
2618-3863 FAITES LE VOUS MÊME & PLUS INC.	1988 05 10	Montréal
2551-9976 FERME GERMAIN DUCLOS INC.	1988 05 11	Québec
2552-0628 FERME J.F. LÉVESQUE INC.	1988 05 06	Saint-François
2551-8218 FERME POCATOISE LTÉE	1988 05 12	Kamouraska
2618-3012 FORMADENT INTERNATIONALE INC.	1988 05 06	Montréal
2618-4499 LES FOURNITURES J.A. INC.	1988 05 11	Terrebonne
2617-9499 FRANÇOIS GAGNÉ DISTRIBUTION INC.	1988 05 06	Terrebonne
2551-8200 FREINS & RESSORTS PROCAM INC.	1988 05 12	Québec
2618-4283 GABICAR INC.	1988 05 10	Laval
2551-8572 GARAGE DE DÉBOSSÉLAGE ET PEINTURE AURÉLIEN LÉVESQUE INC.	1988 05 10	Gaspé

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-3418 LA GARDERIE ÉDUCATIVE LES P'TITS OURSONS INC.	1988 05 09	Joliette
2618-3293 GARDERIE LA POMME ENCHANTÉE INC.	1988 05 09	Saint-Hyacinthe
2551-4837 GELATERIA L'EVEREST INC.	1988 05 09	Québec
2617-9226 GESCO INFORMATIQUE INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9366 GESTION ALAIN CHARRON INC.	1988 05 05	Montréal
2617-9531 GESTION BAGANARD LTÉE	1988 05 06	Montréal
2617-9689 GESTION BARDEV INC.	1988 05 05	Montréal
2618-3210 GESTION BEAUCHAMP & CLOUTIER INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-3889 GESTION CAROR LTÉE	1988 05 10	Saint-Hyacinthe
2618-3822 GESTION CHALISSEAU INC.	1988 05 10	Joliette
2551-4498 GESTION CLAUDE BOURRET INC.	1988 05 06	Montréal
2618-3368 GESTION CLAUDE ROSS INC.	1988 05 09	Saint-François
2551-7079 GESTION D'OR INC.	1988 05 09	Québec
2617-9317 GESTION FORTIER, CYR INC.	1988 05 05	Montréal
2618-4002 GESTION F. J. TOMLINSON INC.	1988 05 10	Saint-Hyacinthe
2618-3285 GESTION F.I.Q.C. INC.	1988 05 09	Trois-Rivières
2618-5157 GESTION GAÉTAN PAQUET INC.	1988 05 12	Terrebonne
2617-9770 GESTION GASTON MIOUSSE INC.	1988 05 06	Longueuil
2617-9648 GESTION GILLES ROY INC.	1988 05 06	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2552-0529 GESTION HERMEL LÉGÈRE INC.	1988 05 03	Beauharnois
2618-4929 GESTION J.G.A.S. INC.	1988 05 11	Montréal
2618-3715 GESTION LÉGER ET NOURY INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-5181 GESTION LOMA INC.	1988 05 12	Richelieu
2551-6204 GESTION MIC-LOU INC.	1988 05 11	Terrebonne
2618-3152 GESTION PHARMAX RIMOUSKI INC.	1988 05 06	Rimouski
2617-9754 GESTION PIERRE DAVIAULT INC.	1988 05 06	Longueuil
2551-7871 GESTION PIERRE PETTIGREW INC.	1988 05 02	Bedford
2551-7095 GESTION SYLVICOLE MAURICIENNE INC.	1988 05 09	Trois-Rivières
2618-5314 GESTION S.L.G. INC.	1988 05 11	Terrebonne
2551-7962 LES GESTIONS LE GRIFFON INC.	1988 05 10	Trois-Rivières
2617-9283 LE GROUPE CHARLES MODES INC.	1988 05 05	Longueuil
2618-4838 GROUPE CONSEIL TREMBLAY & ASSOCIÉS INC.	1988 05 11	Beauharnois
2618-5124 GROUPE IMPACT RL INC.	1988 05 11	Montréal
2551-8671 GROUPE INFORMATIQUE PPS INC.	1988 05 12	Québec
2618-4077 LE GROUPE ISSID INC. ISSID GROUP INC.	1988 05 10	Montréal
2552-0552 GROUPE MARC DESJARDINS INC.	1988 05 03	Montréal
2618-4218 LE GROUPE POLYHEC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-3970 LE GROUPE SYNVESCO INC.	1988 05 10	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-3434 GROUPEMENT SOCIAL CARO-LYNE INC.	1988 05 09	Rouyn-Noranda
2618-5298 GUY MARCOTTE ÉLECTRIQUE INC.	1988 05 12	Saint-François
2551-4787 G. LEBLANC, NÉGOCIANT INC.	1988 05 09	Québec
2551-8531 G. S. M. LAVOIE INC.	1988 05 09	Chicoutimi
2617-9309 G.L. CANADA INC.	1988 05 05	Montréal
2551-7509 LE HOUX-CÔTÉ INC.	1988 05 11	Québec
2552-0693 LES IMMEUBLES DUMONT ET DUMONT INC.	1988 05 06	Saint-Maurice
2617-9820 LES INDUSTRIES FORESTEEL (1988) INC. <i>FORESTEEL INDUSTRIES (1988) INC.</i>	1988 05 06	Montréal
2618-3319 LES INDUSTRIES MAREAU INC.	1988 05 09	Montréal
2552-0305 INFO-GLOBE INC.	1988 05 11	Québec
2551-7913 INSTALLATIONS RÉJEAN GAUTHIER INC.	1988 05 02	Terbonne
2618-3129 INTERCONSEIL INC.	1988 05 06	Québec
2618-4044 INVESTISSEMENT UNION INC. <i>UNION INVESTMENT INC.</i>	1988 05 10	Montréal
2618-4515 INVESTISSEMENTS C.G.H.P.V. INC. <i>C.G.H.P.V. INVESTMENTS INC.</i>	1988 05 11	Montréal
2617-9804 INVESTISSEMENTS DE ARUNDEL WDP INC. <i>WDP INVESTMENTS OF ARUNDEL INC.</i>	1988 05 06	Terbonne
2551-7756 LES INVESTISSEMENTS RÉGENT ROBILLARD INC.	1988 05 06	Montréal
2618-3731 LES INVESTISSEMENTS RICHARD FOURNIER INC.	1988 05 09	Beauharnois
2618-3277 LES INVESTISSEMENTS SOLOMITA INC.	1988 05 09	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-4259 LES INVESTISSEMENTS WALAI LTÉE	1988 05 10	Laval
2551-6162 JACQUES DION CONSULTANT INC.	1988 05 06	Québec
2551-7988 JAC-MARTIN INC.	1988 05 10	Beauharnois
2618-5132 JAN-TEX INC.	1988 05 12	Montréal
2552-0651 J.M.E. SPORT INC.	1988 05 06	Gaspé
2618-3905 LABORATOIRE AREL INC.	1988 05 10	Richelieu
2551-7749 LAVE-AUTO À LA MAIN DU VALLON (1988) LTÉE	1988 05 06	Québec
2552-0727 LUCIEN ROLLIN TRANSPORT INC.	1988 05 06	Hull
2552-0677 MACHINERIES RICHARDSON INC.	1988 05 06	Arthabaska
2618-5264 LA MAISON DES ENFANTS MONTESSORI INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4192 LA MAISON PIER-MICHEL, (1988) INC.	1988 05 10	Joliette
2551-7103 MARCHÉ NÉRON COURVILLE INC.	1988 05 09	Québec
2617-9911 MARKETING SUNPRO INC. SUNPRO MARKETING INC.	1988 05 06	Montréal
2617-9465 MEDI CLUB RADIOLOGIE INC.	1988 05 05	Montréal
2552-0594 MESURAGES ANCO INC.	1988 05 03	Baie-Comeau
2551-7145 MEUNERIE BLANDFORD INC.	1988 05 09	Trois-Rivières
2618-3566 MILATON LTÉE	1988 05 09	Montréal
2551-4803 MODE JANICK INC.	1988 05 09	Québec
2551-7897 MODES OSIMA INC.	1988 05 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2617-9234 MONT CANA INTERNATIONAL MARKETING INC. MARKETING INTERNATIONAL MONT CANA INC.	1988 05 05	Montréal
2618-4093 MULTIRACK INC.	1988 05 10	Laval
2618-5033 MURGIL INC.	1988 05 11	Montréal
2551-7970 NASACORP INC.	1988 05 10	Montréal
2618-3301 NORD BLOC INC.	1988 05 09	Labelle
2552-0016 OLIVIER ET POTVIN IMPRIMEURS INC.	1988 05 12	Québec
2618-5025 OUTILLAGE RE-MI INC.	1988 05 11	Longueuil
2618-5348 LA PAINTISSERIE INC.	1988 05 11	Saint-François
2552-0578 PAPIERPRO INC.	1988 05 03	Terrebonne
2551-8804 LES PATATES JACMAIN INC.	1988 05 09	Québec
2618-4895 PAVAGE VIAU INC.	1988 05 11	Saint-Hyacinthe
2618-4085 PAYSAGISTES ALAIN DENIS INC.	1988 05 10	Laval
2618-3723 PCI PNEUTEK CANADA INC.	1988 05 09	Montréal
2551-7905 LES PÊCHERIES RÉJEAN INC.	1988 05 02	Gaspé
2618-3608 PEINTRE CUSSON ET FILS INC.	1988 05 09	Longueuil
2618-5322 PERCAN CONSULTANTS INTERNATIONAUX LTÉE	1988 05 12	Montréal
2551-9893 LES PÉTROLES D.M. INC.	1988 05 03	Frontenac
2551-6246 LES PÉTROLES SELECT INC.	1988 05 13	Arthabaska
2551-7111 PHOTO-LAM INC.	1988 05 09	Arthabaska

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2551-8606 PIÈCES D'AUTO ST-ÉTIENNE INC.	1988 05 10	Québec
2618-4994 PLACE LE TOURNESOL INC.	1988 05 11	Terrebonne
2618-3673 PLACEMENT DALPÉ & LABRANCHE INC.	1988 05 09	Montréal
2618-3046 PLACEMENTS COGETO INC.	1988 05 06	Québec
2551-8283 LES PLACEMENTS DE L'ORACLE LTÉE	1988 05 13	Québec
2551-7947 LES PLACEMENTS GILEV INC.	1988 05 02	Saint-Hyacinthe
2617-9341 PLANCHERS R.O.Y. INC.	1988 05 05	Terrebonne
2618-4069 PLOMBERIE MONTCALM INC.	1988 05 09	Joliette
2552-0560 LES PNEUS DESJARDINS & FILS INC.	1988 05 03	Frontenac
2551-4779 LES PRODUCTIONS JACQUES GIROUX INC.	1988 05 09	Québec
2551-7921 PRODUCTIONS OLIVE INC.	1988 05 02	Montréal
2551-8580 LES PRODUITS MARINS C.G.C. INC.	1988 05 10	Gaspé
2618-4184 PROGICALC INC.	1988 05 10	Montréal
2618-5066 PROJET ALOUETTE INC. ALOUETTE PROJECT INC.	1988 05 11	Montréal
2618-3699 PROPRIÉTÉS MAGDELAINE INC. MAGDELAINE PROPERTIES INC.	1988 05 09	Longueuil
2618-4317 PROVINCIAL HYDRAULIQUE INC.	1988 05 10	Longueuil
2618-4754 PUBLI-RESSOURCES INC.	1988 05 11	Montréal
2551-6196 QUINCAILLERIE PRO WAKEFIELD INC. WAKEFIELD PRO HARDWARE INC.	1988 05 11	Hull
2618-4127 RAYNALD COMEAU INC.	1988 05 10	Montmagny

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2617-9564 LES RÉALISATIONS BOHBOT INC.	1988 05 05	Montréal
2618-5041 RECouvreMENTS FRANCEVAL INC.	1988 05 11	Montréal
2551-4480 RELATIONS DE TRAVAIL L.D. INC.	1988 05 09	Montréal
2617-9556 RESTAURANT CASA MEZZA-LUNA INC.	1988 05 05	Montréal
2618-3913 RESTO-FOYER LTÉE	1988 05 09	Richelieu
2618-4879 LES REVÊTEMENTS MURAUx PIERRE LIMOGES INC.	1988 05 11	Joliette
2618-4267 ROBERT B. STATION DE SERVICE INC.	1988 05 10	Montréal
2552-0602 ROGER DUBÉ INC.	1988 05 06	Rimouski
2618-5249 SAIMA MAÇONNERIE INC.	1988 05 12	Laval
2551-4829 SCRUPULE 2000 INC.	1988 05 09	Québec
2618-3855 SERGE SÉGUIN INC.	1988 05 10	Joliette
2618-5199 LES SERRES HYPO-VIE INC.	1988 05 11	Saint-François
2552-0701 SERRETECH INC.	1988 05 06	Saint-Maurice
2618-4291 LES SERVICES DE NETTOYAGE TAPIS MAGIQUE INC. MAGIC CARPET CLEANING SERVICES INC.	1988 05 10	Montréal
2618-3509 SERVICES D'INVESTISSEMENTS CORBEIL, RICHARD, LABBY & ASS. INC. CORBEIL, RICHARD, LABBY & ASS. INVESTMENTS SERVICES INC.	1988 05 09	Montréal
2618-4333 SERVICES FINANCIERS DES APPALACHES INC.	1988 05 10	Mégantic
2552-0586 SERVICES FRANK ET MONIQUE INC.	1988 05 03	Québec
2618-4697 LES SERVICES IMMOBILIERS CHOMEDEY INC.	1988 05 11	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2618-3038 LES SILENCIEUX V.L.P. INC.	1988 05 09	Abitibi
2551-7129 SLEM INC.	1988 05 09	Montmagny
2617-9671 SOCIÉTÉ DE GESTION LOUIS GRONDIN INC.	1988 05 05	Laval
2618-5173 SOCIÉTÉ DE GESTION PETERSON (SOGEP) INC.	1988 05 12	Montréal
2618-3871 SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION PORT-MAURICE INC.	1988 05 09	Montréal
2551-9208 STATIONS SERVICES BOKA INC.	1988 05 09	Gaspé
2551-7467 STUDIO DE SANTÉ CLÉ-DO-LI INC.	1988 05 11	Frontenac
2618-4325 STUDIO-LABO CRISTALLIN INC.	1988 05 10	Beauharnois
2618-5223 SUPÉRIEUR ALUMINIUM INC.	1988 05 12	Montréal
2618-4572 TABAC J-K INC.	1988 05 11	Montréal
2618-4135 LES TERRAINS BOCAGE INC.	1988 05 10	Joliette
2618-4275 TERRASSEMENT HOGUE & PILON INC.	1988 05 10	Terrebonne
2551-9885 LE TOURBILLON DU DÉCOR INC.	1988 05 11	Québec
2617-9697 TRANSPORT ALAIN BOURDAGE INC.	1988 05 06	Kamouraska
2551-9216 TRANSPORT COTIER INC.	1988 05 11	Gaspé
2551-4795 TRANSPORT EUGÈNE RODRIGUE INC.	1988 05 09	Québec
2551-7954 TRANSPORT PATRICK INC.	1988 05 10	Kamouraska
2618-5082 TRANSPORT R.P.L. INC.	1988 05 11	Abitibi
2551-6212 TRANSPORTS GAÉTAN INC.	1988 05 11	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2617-9721 LES TRANSPORTS GHISLAIN PINEAULT INC.	1988 05 06	Bonaventure
2552-0644 LES TRANSPORTS MARÉLI INC.	1988 05 06	Roberval
2617-9945 TREMCATEK INC.	1988 05 06	Iberville
2618-3558 VENTILEX (1988) INC.	1988 05 09	Terrebonne
2618-3467 VIANDE FUMÉE JOLIETTE INC. JOLIETTE SMOKE MEAT INC.	1988 05 09	Joliette
2618-5231 VIDÉO SÉLECT ROBERT INC.	1988 05 12	Montréal
2617-9507 VITRERIE A & G INC.	1988 05 06	Montréal
2552-0610 VOYAGES ACTION (ST-HILAIRE) INC.	1988 05 06	Longueuil
2617-9523 VOYAGES LE TASSILI INC.	1988 05 06	Montréal
2618-3921 VOYAGES MONTEBELLO INC. MONTEBELLO TRAVEL INC.	1988 05 09	Montréal
2617-9887 WILLIE TURCOTTE INC.	1988 05 06	Montréal
2552-0743 WILL-CRO INC.	1988 05 13	Québec

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1358-3935 AGENCE DE VOYAGES JAPON-CANADA LTÉE	1974 08 09	1988 05 05	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1157-5172 AGENCES A.M.J. INC.	1963 01 08	1988 05 02	
1462-9695 ALROG INC.	1975 11 07	1988 05 02	GESTION NABASCHA INC.
1480-9891 CAMIONNAGE GRAVER INC.	1975 11 19	1988 05 05	ENTREPRISES BELL & BUREAU INC.
1469-8583 LE CENTRE AGRICOLE DE ST-CLET INC.	1976 09 02	1988 05 02	
1463-4299 CENTRE DU MATELAS ST-HYACINTHE INC.	1975 12 03	1988 05 05	
1228-8015 CENTRE D'ACHATS GRANDE-CÔTE LTÉE	1966 04 18	1988 05 03	LA SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS G.M.B. LTÉE
1234-5690 CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.	1967 06 30	1988 05 12	
1220-3352 CONSMÉTIQUES FRANCE-LAURE (1970) INC.	1970 11 09	1988 04 29	
1472-0437 LES ENTREPRISES CINÉMATOGRAPHIQUES PEMP-URANUS INC.	1976 12 07	1988 05 09	
1271-9159 LES ENTREPRISES LEBOISÉ LIMITÉE	1963 09 16	1988 05 10	
1366-2580 LES ENTREPRISES SHACO INC.	1975 07 18	1988 05 13	
1478-6982 FLEURISTE G. BERGERON INC.	1977 06 15	1988 04 29	
1161-4575 G.C.M. LIMITÉE	1968 03 12	1988 05 03	
1183-4298 HÔTEL DE LA ROCHE PLEUREUSE LTÉE	1963 03 06	1988 05 04	GESTION RITA DUFOUR ET VINCENT LAURIN INC.
1347-9126 LES IMMEUBLES ALMON INC.	1972 06 02	1988 05 12	
1142-7549 IMPRIMERIE ANDRÉ DESMARAIS INC.	1962 05 28	1988 04 27	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1359-2217 IMPRIMERIE LE RENOUVEAU INC.	1974 09 18	1988 05 13	IMPRIMERIE LE RENOUVEAU (1988) INC.
1474-2027 LES INDUSTRIES FRENETTE INC.	1977 02 15	1988 05 10	
1641-2827 JEAN-LOUIS LEPAGE INC.	1980 01 31	1988 05 06	
1179-1498 J.L. DESLIÈRES & FILS INC.	1961 01 30	1988 05 09	
1359-7935 MEUNERIE SAWYERVILLE INC.	1974 10 21	1988 05 12	
1217-7093 MINNOVA INC.	1971 12 16	1988 05 10	
1119-4578 LE PARIS INC.	1961 08 21	1988 05 02	
1471-3994 PETROCOTTE INC.	1976 11 09	1988 05 11	ROCH TURCOTTE INC.
1333-5765 PIERRE HOULE INC.	1973 02 26	1988 05 06	
1227-0963 LES PLACEMENTS CAPFAM INC.	1972 02 16	1988 05 05	
1118-5113 PLOMBERIE ET CHAUFFAGE AQUA LTÉE	1968 10 23	1988 05 02	
1356-8134 LE POTAGER RIENDEAU INC.	1974 05 23	1988 04 26	
1371-4225 PRODUCTION PAJAR LTÉE	1975 02 21	1988 05 10	
1505-7698 RADIATEURS D'AUTO DÉCARIE (1976) INC.	1976 11 26	1988 05 02	
1628-4481 RÉJEAN BOULET INC.	1978 07 19	1988 05 03	
1102-8636 RENÉ BOURDAGES LTÉE	1964 03 02	1988 05 03	
1149-0794 SAINT-CONSTANT AUTO LTÉE	1966 04 06	1988 05 10	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1122-3419 LES SERVICES S.F. INC.	1968 02 26	1988 04 28	
1469-6603 SISCA LTÉE	1976 10 15	1988 05 02	SISCA INFORMATIQUE INC.

456

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2551-6220 2551-6220 QUÉBEC INC.	PLAEMENTS SUZANNE OUMET INC. 2533-4582 QUÉBEC INC.	1988 05 06	Montréal
2551-8044 GESTION ROLAND SCHWAB INC.	GESTION ROLAND SCHWAB INC. ROLAND SCHWAB INC.	1988 07 31	Terrebonne
2551-8036 GIRARD INC.	GIRARD INC. LÉGUBEC INC. PIERRE'S FOOD INC.	1988 05 01	Saint-Hyacinthe
2549-7355 MATÉRIAUX BROMONT INC.	MATÉRIAUX BROMONT INC. 2546-1021 QUÉBEC INC.	1988 04 03	Drummond
2551-8028 STATION TOURISTIQUE MONT GABRIEL INC.	STATION TOURISTIQUE MONT GABRIEL INC. 2415-7356 QUÉBEC INC.	1988 05 01	Terrebonne

456

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2332-6788 2332-6788 QUÉBEC INC.	1985 12 20	1988 05 02	de la dénomination sociale: LES ÉCURIES MARIO LACHANCE LTÉE
2332-7190 2332-7190 QUÉBEC INC.	1985 12 23	1988 05 11	du district: Québec
2414-8488 2414-8488 QUÉBEC INC.	1986 03 25	1988 05 04	1) de la dénomination sociale: LES RESTAURANTS PAPA LUIGI (1988) INC. 2) du district: Terrebonne 3) du capital-actions 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 15
2419-8210 2419-8210 QUÉBEC INC.	1986 08 29	1988 05 03	de la dénomination sociale: LES CONSTRUCTIONS VALBEC INC.
2424-6498 2424-6498 QUÉBEC INC.	1986 12 02	1988 05 09	des dispositions
2426-9615 2426-9615 QUÉBEC INC.	1987 02 05	1988 05 10	de la dénomination sociale: LES INVESTISSEMENTS LIMOGES INC.
2434-1505 2434-1505 QUÉBEC INC.	1985 12 20	1988 05 05	du district: Beauce
2436-1529 2436-1529 QUÉBEC INC.	1986 04 25	1988 03 30	du district: Longueuil
2439-7044 2439-7044 QUÉBEC INC.	1986 08 21	1988 05 05	1) de la dénomination sociale: PRODUCTION LUNE-SOLEIL INC. 2) du district: Longueuil
2526-2759 2526-2759 QUÉBEC INC.	1987 05 26	1988 04 26	1) de la dénomination sociale: GRÉGOIRE PRIMEAU ÉLECTRIQUE INC. 2) du district: Beauharnois

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2526-8723 2526-8723 QUÉBEC INC.	1987 06 10	1988 05 04	de la dénomination sociale: DÉVELOPPEMENTS DESBROME INC.
2527-1156 2527-1156 QUÉBEC INC.	1987 06 15	1988 05 10	du district: Abitibi
2527-1255 2527-1255 QUÉBEC INC.	1987 06 15	1988 04 29	1) de la dénomination sociale: GESTION LOUIS JEANNOTTE INC. 2) du district: Montréal
2528-4340 2528-4340 QUÉBEC INC.	1988 07 21	1988 04 27	du district: Joliette
2528-7632 2528-7632 QUÉBEC INC.	1987 07 31	1988 05 05	du district: Longueuil
2529-2012 2529-2012 QUÉBEC INC.	1987 08 13	1988 05 04	1) de la dénomination sociale: CADIEUX-MESSIER INC. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions 4) des dispositions
2532-3684 2532-3684 QUÉBEC INC.	1987 11 02	1988 05 11	1) du capital-actions 2) des restrictions à l'activité 3) des dispositions
2533-4442 2533-4442 QUÉBEC INC.	1987 11 30	1988 05 04	du district: Saint-François
2534-9325 2534-9325 QUÉBEC INC.	1987 05 04	1988 05 03	de la dénomination sociale: LES ÉLEVAGES PAPINEAU INC.
2542-2684 2542-2684 QUÉBEC INC.	1987 12 17	1988 05 02	de la dénomination sociale: PÂTISSERIE BOURGEAT INC.
2542-4912 2542-4912 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 05 09	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES C.S. LAFONTAINE INC.
2542-6180 2542-6180 QUÉBEC INC.	1987 12 21	1988 05 09	de la dénomination sociale: TADOU TOUR PÊCHE INC.
2543-1800 2543-1800 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 05 04	du district: Terrebonne
2543-1818 2543-1818 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 05 04	du district: Gaspé

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2543-2014 2543-2014 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 05 02	1) de la dénomination sociale: FORESTERIE G. LITALIEN INC. 2) du district: Bonaventure
2543-2477 2543-2477 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 05 06	de la dénomination sociale: DURA MÉTRIQUE INC.
2543-2535 2543-2535 QUÉBEC INC.	1987 12 04	1988 05 09	du district: Bedford
2543-4523 2543-4523 QUÉBEC INC.	1987 12 15	1988 05 10	de la dénomination sociale: HIPPOCANADA INC.
2544-3326 2544-3326 QUÉBEC INC.	1987 12 23	1988 05 05	de la dénomination sociale: SOLIDBITE INC.
2544-5016 2544-5016 QUÉBEC INC.	1988 01 28	1988 04 29	de la dénomination sociale: FERME LAPERLE INC.
2545-0115 2545-0115 QUÉBEC INC.	1987 12 30	1988 05 09	du district: Saint-François
2545-2178 2545-2178 QUÉBEC INC.	1987 12 29	1988 05 04	du district: Saint-Hyacinthe
2545-3218 2545-3218 QUÉBEC INC.	1988 01 07	1988 05 05	du district: Montréal
2545-4869 2545-4869 QUÉBEC INC.	1988 01 11	1988 05 06	1) de la dénomination sociale: DAN-MA-LIE INC. 2) du district: Québec
2545-4877 2545-4877 QUÉBEC INC.	1988 01 11	1988 05 09	de la dénomination sociale: HINCE & FRÈRES ABITIBI INC.
2546-7812 2546-7812 QUÉBEC INC.	1988 01 15	1988 05 11	de la dénomination sociale: LES POMPAGES DE BÉTON R.M. INC.
2547-0535 2547-0535 QUÉBEC INC.	1988 03 23	1988 05 09	de la dénomination sociale: BUREAU DES INTERVIEWEURS PROFESSIONNELS (B.I.P.) (1988) INC.
2547-5864 2547-5864 QUÉBEC INC.	1988 01 28	1988 05 13	de la dénomination sociale: PARE-CHOCS GRANBY (1988) INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2547-6797 2547-6797 QUÉBEC INC.	1988 03 21	1988 04 26	de la dénomination sociale: GROUPE PRO-2000 INC.
2547-7894 2547-7894 QUÉBEC INC.	1988 03 28	1988 05 05	de la dénomination sociale: FERME HORIZON DE COATICOOK INC.
2548-1805 2548-1805 QUÉBEC INC.	1988 02 05	1988 05 10	du district: Montréal
2548-9394 2548-9394 QUÉBEC INC.	1988 02 19	1988 05 11	de la dénomination sociale: DISTRIBUTION DANIEL LÉTOURNEAU INC.
2549-1622 2549-1622 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 05 03	du district: Longueuil
2549-4113 2549-4113 QUÉBEC INC.	1988 03 01	1988 04 29	1) de la dénomination sociale: DISTRIBUTION MURRAY INC. 2) du district: Québec
2549-4295 2549-4295 QUÉBEC INC.	1988 03 01	1988 05 09	du district: Laval
2549-4303 2549-4303 QUÉBEC INC.	1988 03 01	1988 05 05	du district: Terrebonne
2549-6936 2549-6936 QUÉBEC INC.	1988 03 31	1988 05 05	de la dénomination sociale: DÉCOR & RECOUVREMENTS LÉOPOLD MERCIER INC.
2552-4752 2552-4752 QUÉBEC INC.	1988 04 05	1988 05 02	du district: Terrebonne
2552-6575 2552-6575 QUÉBEC INC.	1988 04 07	1988 05 10	de la dénomination sociale: TRANSPORT BELMIRE INC.
2616-9250 2616-9250 QUÉBEC INC.	1988 04 15	1988 05 09	du district: Bedford
2617-0886 2617-0886 QUÉBEC INC.	1988 04 19	1988 05 04	du district: Rouyn-Noranda
2617-0928 2617-0928 QUÉBEC INC.	1988 04 19	1988 05 02	du district: Saint-François
2617-1090 2617-1090 QUÉBEC INC.	1988 04 20	1988 05 09	de la dénomination sociale: ALANDCORP INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2617-2742 2617-2742 QUÉBEC INC.	1988 04 22	1988 05 06	du district: Terrebonne
2617-2759 2617-2759 QUÉBEC INC.	1988 04 22	1988 05 04	du district: Terrebonne
2617-2767 2617-2767 QUÉBEC INC.	1988 04 22	1988 05 04	du district: Terrebonne
2617-2783 2617-2783 QUÉBEC INC.	1988 04 22	1988 05 04	du district: Iberville
2617-2809 2617-2809 QUÉBEC INC.	1988 04 22	1988 05 04	du district: Terrebonne
2617-6818 2617-6818 QUÉBEC INC.	1988 05 02	1988 05 09	du district: Bedford
1860-0080 ACTABEC INC.	1982 08 03	1988 05 13	de la dénomination sociale: CLÉCOM INC.
2332-8693 AGRO-PLUS INC.	1985 12 20	1988 03 30	du district: Drummond
1842-9159 LES ASSURANCES VÉZINA ET LEDUC INC.	1981 02 04	1988 05 04	du district: Montréal
1171-7428 ATELIER DIONNE ET ASSOCIÉS INC.	1968 03 04	1988 05 05	de la dénomination sociale: GESTION G. DIONNE INC.
1853-1517 L'ATELIER DU DIESEL M.C. INC.	1981 12 09	1988 05 02	de la dénomination sociale: 1853-1517 QUÉBEC INC.
2411-7491 BAR LE STADE B.C. INC.	1986 02 10	1988 05 05	de la dénomination sociale: SPORTS 138 INC.
1236-3073 LE BARON HÔTEL MOTEL (SHERBROOKE) INC.	1963 07 19	1988 05 12	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS JACOR (SHERBROOKE) INC.
1236-3081 LE BARON HÔTEL-MOTEL (TROIS-RIVIÈRES) INC.	1968 11 06	1988 05 12	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS JACOR (TROIS-RIVIÈRES) INC.
1861-8637 BIO-MEGA DIAGNOSTIC INC.	1982 09 30	1988 05 05	du capital-actions
1241-0056 BRUAC INC.	1968 07 10	1988 05 02	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2547-4255 BURO TRONIC INC.	1988 01 26	1988 04 29	du district: Laval
2158-7936 ÇA CLIQUE GRANBY INC.	1983 08 10	1988 05 02	de la dénomination sociale: GESTION MARCEL DUSSEAU INC.
1844-0818 CAMPING CAMPUS INC.	1981 03 09	1988 04 28	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS JEAN-CLAUDE ST-AMANT INC.
1466-2969 LES CARRIÈRES TÉMIS INC.	1976 04 14	1988 05 09	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 13
2524-4807 LE CENTRE HÔTELIER DE MAGOG - PHASE VIII INC.	1987 04 14	1988 05 11	1) de la dénomination sociale: GESTION JACQUES GALIBOIS INC. 2) du district: Richelieu
2524-5200 LE CENTRE HÔTELIER DE MAGOG-PHASE X INC.	1987 04 14	1988 05 03	de la dénomination sociale: GESTION CLAUDE A. LAVOIE INC.
1468-5382 CHARRON & PARIZEAU INC.	1976 07 19	1988 05 10	de la dénomination sociale: 1468-5382 QUÉBEC INC.
2423-7182 CONSTRUCTION NOVAX INC.	1986 11 04	1988 05 10	1) de la dénomination sociale: 2423-7182 QUÉBEC INC. 2) du district: Laval
1152-4980 CONSTRUCTIONS LOUISBOURG LTÉE	1954 06 09	1988 04 05	du district: Terrebonne
2315-4305 LES CRUSTACÉS DES ÎLES INC.	1985 01 17	1988 05 11	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 15
2331-5773 LES CUISINES-DE-L'AIR C.L. INC.	1985 12 03	1988 04 26	du capital-actions
2151-2678 DENIS ASSELIN INC.	1983 02 09	1988 05 03	de la dénomination sociale: 2151-2678 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2537-2988 DENIS ET DANIEL TOUSIGNANT INC.	1987 07 31	1988 04 28	du capital-actions
2413-7440 DISPROTEC INC.	1986 03 17	1988 05 12	de la dénomination sociale: LES ASSOCIÉS SPARVILLE INC. SPARVILLE ASSOCIATES INC.
2436-0703 LES DISTILLATEURS D'EAU DIST'O'BECK INC.	1986 04 23	1988 05 10	du capital-actions
2547-8017 ÉLEVAGE AGRO-ALIMENTAIRE CUISSOT INC.	1988 01 28	1988 04 28	du district: Longueuil
1851-2129 ÉLITE DÉMOLITION INC.	1981 10 08	1988 05 04	de la dénomination sociale: LES CONTENANTS B.D.F. INC.
2529-8993 LES ENTREPRISES BERGI INC.	1987 09 01	1988 05 06	de la dénomination sociale: COURRIER GILLARD INC.
2332-7976 LES ENTREPRISES DANIEL COURNOYER LTÉE	1985 12 16	1988 04 05	du district: Joliette
2423-0393 LES ENTREPRISES E. 120-240 INC.	1986 10 15	1988 05 02	du district: Montréal
2151-4294 ENTREPRISES FORESTIÈRES RENÉ LEMOINE INC.	1983 02 11	1988 05 03	du capital-actions
1154-6629 LES ENTREPRISES JULIEN INC.	1946 04 12	1988 05 13	du capital-actions
2545-0784 LES ENTREPRISES LE CHAR INC.	1988 01 06	1988 05 11	de la dénomination sociale: LE COURTAGE CAN-AM «OUTAOUAIS» INC.
2618-3137 LES ENTREPRISES MARIVO INC.	1988 05 06	1988 05 11	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MAVIRO INC.
2320-1346 LES ENTREPRISES ROY, MASSON INC.	1985 05 01	1988 05 13	1)-du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 12
2170-3210 ENTRETIEN G. NADEAU (1985) INC.	1984 05 15	1988 05 12	de la dénomination sociale: ENTRETIEN GAUDET INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2547-5203 EXCAVATIONS DANIEL BROUSSEAU INC.	1988 01 27	1988 05 06	de la dénomination sociale: EXCAVATIONS B.G.B. INC.
2538-1062 FERME CHAMPAGNAS INC.	1987 08 25	1988 05 03	de la dénomination sociale: ENTREPRISES IMMOBILIÈRES CHAMPAGNAS INC.
1645-9968 LA FERME LEMAY CRÊTE INC.	1980 07 10	1988 05 03	1) de la dénomination sociale: PLANTATION CRÊTE INC. 2) du capital-actions
2334-2736 FERME PORCHELAINOS INC.	1986 01 20	1988 05 02	de la dénomination sociale: TRANSPORT B.H.L. INC.
2160-8211 FLEXI-MÉTAL INC.	1983 09 28	1988 05 04	du capital-actions
2323-4305 FRANÇOIS NANTÉL INC.	1985 07 08	1988 05 03	1) du capital-actions 2) des dispositions
2157-2011 F. TOFFOLI (1983) INC.	1983 06 21	1988 05 13	de la dénomination sociale: 2157-2011 QUÉBEC INC.
1328-8311 GAGNÉ-VÉZINA INC.	1959 09 18	1988 05 04	1) de la dénomination sociale: LES ASSURANCES VÉZINA, LEDUC & ASSOCIÉS INC. 2) du district: Montréal 3) du capital-actions 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 9
1477-7601 GESTION ALSACE LTÉE	1977 05 17	1988 05 09	1) du capital-actions 2) des dispositions
2164-1709 GESTION CAROLE FORTIER INC.	1984 01 04	1988 04 28	de la dénomination sociale: ÉPICERIE-BOUCHERIE RE-JO INC.
1864-2058 GESTION C.M.J.L.L. INC.	1982 12 09	1988 04 28	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2333-6118 GESTION JAMAC INC.	1986 01 06	1988 05 11	de la dénomination sociale: TRANSPORT 24/24 INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2427-1835 GESTION LAROCHELLE INC.	1986 12 12	1988 05 03	de la dénomination sociale: SERVAC S.H. INC.
2419-9739 GESTION MADO ET DANIEL INC.	1986 09 04	1988 04 28	1) de la dénomination sociale: MODE JEAN-PHIL INC. 2) du district: Saint-François
1642-1166 GESTION MURRAY COUTURE INC.	1981 01 29	1988 05 10	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 9
2173-1435 GESTION SERGE TOUPIN INC.	1984 07 30	1988 05 04	du district: Montréal
2552-9082 GESTION ST-MARTIN INC.	1988 04 13	1988 05 06	du capital-actions
2320-6675 GESTION Y. CHALIFOUR INC.	1985 05 07	1988 05 05	1) de la dénomination sociale: DENIS TREMBLAY (1988) INC. 2) du district: Iberville
1171-2254 GILLES VEILLEUX LTÉE	1964 05 01	1988 05 01	du capital-actions
2417-0235 GROSSISTE D'ARBRES DE NOËL HENDERSON INC.	1986 06 03	1988 04 27	du district: Frontenac
2171-9620 LE GROUPE AGRI-LAB INC.	1984 06 22	1988 04 26	du capital-actions
2427-8285 GROUPE B.M.F. INC.	1986 12 31	1988 05 09	du capital-actions
1332-5998 LE GROUPE CONSEIL S.M. INC.	1972 11 07	1988 05 12	de la dénomination sociale: LE GROUPE S.M. INC.
1856-2249 LE GROUPE FOREX INC.	1982 03 26	1988 05 10	du capital-actions
2546-9792 GROUPE IMMOBILIER DU CENTRE-VILLE DE CHATEAUGUAY INC.	1988 01 20	1988 05 09	de la dénomination sociale: CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DU CENTRE- VILLE DE CHATEAUGUAY INC.
1156-3970 GROUPE POULIN, THÉRIAULT LTÉE	1967 05 03	1988 05 13	de la dénomination sociale: POULIN THÉRIAULT INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1844-0727 HÔTEL BEAUCEVILLE (1981) INC.	1981 03 09	1988 05 05	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS CLODAN INC.
2549-8189 HOTSYS QUÉBEC INC.	1988 04 07	1988 05 10	de la dénomination sociale: 2549-8189 QUÉBEC INC.
2430-3190 IMMEUBLES A.R.D. INC.	1987 02 10	1988 04 06	du district: Saint-Hyacinthe
2167-0963 LES IMMEUBLES BARRETTE ET LEFEBVRE INC.	1984 03 07	1988 05 10	de la dénomination sociale: COMPTOIR DE COMMUNICATION REPENTIGNY INC.
2331-5146 IMMEUBLES ÉLAN INC.	1985 12 05	1988 05 13	1) de la dénomination sociale: TRANS-ACTION IMMEUBLES ÉLAN INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2436-2444 IMPRIMAX INC.	1986 04 25	1988 04 29	de la dénomination sociale: COMPORAMA INC.
2439-8216 IMPRIMERIE DU PROGRÈS (1986) INC.	1986 08 26	1988 04 26	du capital-actions
1625-9715 LES INDUSTRIES ANDRÉ INC.	1978 04 26	1988 05 10	de la dénomination sociale: GESTION A. & M. GOYER INC.
2617-1843 INTUITION COMMUNICATION MARKETING INC.	1988 04 20	1988 05 11	1) du district: Montréal 2) du capital-actions 3) des dispositions
2412-1758 INVESTISSEMENTS TECHMED INC.	1986 02 14	1988 05 12	de la dénomination sociale: PERFORMANCE SERVICES FINANCIERS INC. PERFORMANCE FINANCIAL SERVICES INC.
2169-2181 JEUN'ELLE INC.	1984 04 24	1988 04 28	de la dénomination sociale: SERGE LÉPINE INC.
1502-7576 LAROCHE & ANGERS INC.	1976 03 26	1988 05 11	de la dénomination sociale: LAURIN & ANGERS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1852-9552 MESSAGERIE AIR SOL LTÉE	1981 12 04	1988 05 04	de la dénomination sociale: GESTION ROBERT TESSIER INC.
1331-7615 MEUNERIE HÉBERT INC.	1973 05 09	1988 04 07	du capital-actions
2424-1275 ORILYA EXPLORATION INC.	1986 11 17	1988 05 10	1) de la dénomination sociale: EXPLORATION VSM INC. VSM EXPLORATION INC. 2) du capital-actions 3) du nombre des administrateurs: minimum 3 maximum 11
2538-1781 PARFUMERIE MARIE-CHANTAL INC.	1987 08 18	1988 05 05	1) de la dénomination sociale: SERVAC L.T. INC. 2) du capital-actions
2156-1840 PATATES 20-100 INC.	1983 06 01	1988 05 05	du district: Joliette
2311-3467 LES PAVAGES D'ASPHALTE PASCAL INC.	1984 10 19	1988 05 05	de la dénomination sociale: LES PAVAGES PASCAL INC.
2417-3551 LES PAVÉS MARC PERRON INC.	1986 06 11	1988 05 03	de la dénomination sociale: LES PAVÉS ST-FÉLICIEN INC.
1195-0144 PIÈCES D'AUTO PAUL GAREAU INC.	1969 08 12	1988 04 29	1) de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES PAUL GAREAU INC. 2) du district: Joliette
1862-2522 LES PIÈCES D'AUTO V.L. INC.	1982 10 14	1988 04 26	1) du district: Alma 2) du capital-actions 3) des dispositions
2550-2733 LES PLACEMENTS CÂRSPIN INC.	1988 03 10	1988 04 29	du capital-actions
2535-8409 LES PLACEMENTS C.H.F. INC.	1987 05 15	1988 05 05	des restrictions à l'activité
1364-7938 LES PLACEMENTS ROMÉO BOUCHARD LTÉE	1975 07 24	1988 05 09	du district: Longueuil
2546-5048 LES PLANCHERS LECLERC INC.	1988 03 15	1988 04 26	1) du capital-actions 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2440-3180 PLOMBERIE DENIS BEAULIEU INC.	1986 09 12	1988 05 05	de la dénomination sociale: PLOMBERIE JULIE INC.
1639-2870 POLYFORME QUÉBEC INC.	1979 10 05	1988 04 28	de la dénomination sociale: FORMULE D'AFFAIRES POLYFORME INC.
2540-0425 LES PRODUCTIONS J.D.J. INC.	1987 10 08	1988 05 11	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS ÉPISODE INC.
2317-7322 PRODUITS CABOIS INC.	1985 03 08	1988 05 02	du capital-actions
1470-5438 RESTAURANT CARUSO INC.	1976 09 30	1988 05 09	du capital-actions
2162-1354 RESTAURANT LE RICHELAIN INC.	1983 11 07	1988 04 29	de la dénomination sociale: 2162-1354 QUÉBEC INC.
2422-1137 SERRENER INC.	1986 11 21	1988 05 11	1) de la dénomination sociale: SERRENER SYSTÈMES INC. 2) du district: Québec 3) du capital-actions 4) des dispositions 5) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 15
2537-4646 LES SERVICES FINANCIERS JOBOURG INC.	1987 07 22	1988 05 10	de la dénomination sociale: SUMMUM: COURTIERS EN CONTRATS D'INVESTISSEMENTS INC.
1842-4408 SIMARD-BEAUDRY INC.	1981 01 16	1988 05 03	du district: Laval
2533-3584 SOPHA MÉDICAL (CANADA) INC.	1987 11 27	1988 05 12	du capital-actions
2543-5967 SOUDURE LONDON (1987) INC.	1987 12 17	1988 05 11	de la dénomination sociale: SOUDURE & SUSPENSION ST-BRUNO INC.
1462-8408 SPORTS NAUTIQUES GALLAGHER ET ROY INC.	1975 10 31	1988 05 10	de la dénomination sociale: SPORTS NAUTIQUES GALLAGHER INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2525-6306 STUDIO 1256 INC.	1987 05 11	1988 05 03	de la dénomination sociale: MEDIA ROUTE INC.
2170-2683 TAPIS ASTRO INC.	1984 05 15	1988 05 03	1) de la dénomination sociale: VIZA COIFFURE INC. 2) du district: Drummond
2330-0403 TECNAR AUTOMATION LTÉE	1985 11 05	1988 05 12	du capital-actions
2527-2204 TOURB-SPEC INC.	1987 06 17	1988 05 04	de la dénomination sociale: SOBEDA INTERNATIONAL INC.
2326-9772 TRANSDUCTECH INC.	1985 09 16	1988 05 12	de la dénomination sociale: TECNAR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT LTÉE
2545-7045 TRANSPORT LÉO THERRIEN & FILS INC.	1988 02 22	1988 05 12	de la dénomination sociale: DÈNEIGEMENT LÉO ET YVES THERRIEN INC.
2310-9499 VANCHESTEING SPORT INC.	1984 10 05	1988 05 02	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES G. VANCHESTEING INC.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
1161-3924 ÉQUIPEMENT DE COMBUSTION IDÉAL LTÉE	continuation	1987 05 04	1988 05 09
2546-9909 G M CONCEPT INC.	Constitution	1988 01 19	1988 05 05
1635-5596 LES INDUSTRIES S. PÉPIN INC.	continuation	1983 05 05	1988 05 09

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
2549-7504 LES INSTALLATIONS DE MAISON BOILY & GRONDINES INC.	Constitution	1988 03 30	1988 05 05
1633-4393 LÉO THIBAUT (1987) INC.	continuation	1987 10 05	1988 05 09
1641-6810 LES PÉTROLES MORIS INC.	continuation	1987 10 14	1988 05 09

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2551-8556 12 ^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE MÉDECINE PRÉVENTIVE ET SOCIALE	1988 05 10	Montréal
2551-7574 ACADÉMIE DE SKI DU MONT-ORFORD	1988 05 13	56 B, St-Patrice ouest, Magog
2551-8853 AGAP ASSOCIATION DES GENS À POURBOIRE DE ST-HYACINTHE	1988 05 12	900, rue Saint-Antoine, Saint-Hyacinthe
2551-9273 ALLIANCE DES GENS D'AFFAIRES DE ST-JEAN-DE-DIEU INC.	1988 05 12	100, Principale nord, Saint-Jean-de-Dieu
2551-8564 ART-CONSEIL QUÉBEC	1988 05 10	36½, rue St-Pierre, Place Royale, Québec
2551-8796 ASSOCIATION CIVITAS DU QUÉBEC INC.	1988 05 09	9225, boulevard St-Laurent, Montréal
2551-6725 ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE DE ST-FRANÇOIS	1988 05 09	1020, Louise, Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2551-7582 ASSOCIATION DE PROPRIÉTAIRES LES DURS À CUIRE DES 9 ET 11 DE LA FONDRIÈRE, HULL	1988 05 13	11, de la Fondrière, app. 1, Hull
2551-6691 ASSOCIATION DE SOCCER RICHELIEU-BON- SECOURS	1988 05 09	1030, 2 ^e Rue, Richelieu
2551-8895 ASSOCIATION DES COPROPRIÉTAIRES DU FIEF STE-FOY	1988 05 12	2951, d'Entremont, app. 301, Sainte-Foy
2551-6683 L'ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DE BUREAU SECTION LOCALE 2850 S.C.F.P.	1988 05 09	825, boulevard Rosemont, Montréal
2551-8770 L'ASSOCIATION DES FEMMES DE CARRIÈRES DU SAGUENAY	1988 05 09	Chicoutimi
2551-6766 L'ASSOCIATION DES FILLES DE LA REINE DE CASTILLE	1988 05 09	Communauté urbaine de Montréal
2552-0271 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE L'HABITATION PLAMONDON	1988 05 13	6550, Victoria, app. 805, Montréal
2551-7392 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES HABITATIONS DROLET	1988 05 10	325, Laurier est, app. 407, Montréal
2551-4472 ASSOCIATION DES MÉDECINS ET PROFESSIONNELS DE LA POLYCLINIQUE JEAN-TALON	1988 05 09	1285, Redpath Crescent, Montréal
2551-8747 L'ASSOCIATION DES PARENTS DES ÉTUDIANTS DU COLLÈGE DE GRANBY	1988 05 09	235, rue St-Jacques, Granby
2551-6741 ASSOCIATION DES PÊCHEURS COMMERCIAUX DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1988 05 09	970, Larivière, Rouyn-Noranda
2552-0297 L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE CRABTREE INC.	1988 05 13	Crabtree
2552-0222 L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU TERRITOIRE DES LACS INC.	1988 05 13	276, rue St-Jacques, app. 918, Montréal
2552-0248 ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DE H.R.	1988 05 13	3855, boulevard Rosemont, app. 404, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2551-6600 ASSOCIATION DES RETRAITÉS LES DYNAMIQUES	1988 05 09	6556, 26 ^e Avenue, Montréal
2551-7590 ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION DE L'ART DES AMÉRIQUES (A.D.A.A.)	1988 05 13	4807, Brassard, Saint-Hubert
2551-8812 ASSOCIATION VIETNAMIENNE DE LA MAURICIE	1988 05 12	410, boulevard Mauricien, Trois-Rivières-Ouest
2551-8713 ASSOCIATION VISUEL ART DU LAC ST-JEAN INC.	1988 05 13	1058, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien
2551-8788 ATELIER DES INTERVENANTS DU QUÉBEC	1988 05 10	2417, boulevard Maisonneuve est, Montréal
2552-0255 ATELIER DU GESTE	1988 05 13	6715, rue Monkland, Montréal
2552-0313 BASEBALL CABANO INC.	1988 05 13	79, Commerciale, Cabano
2551-8846 BLUESART	1988 05 12	52, Le Royer ouest, Montréal
2551-8523 BRIGADE-INCENDIE DE ST-ÉLEUTHÈRE INC.	1988 05 10	1891, rue Principale, Pohénégamook
2549-9088 CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	1988 05 13	165, rue St-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu
2551-8077 CENTRE DE RECHERCHE ET DE FORMATION EN TRANSPORT MARITIME ET INTERMODAL DU QUÉBEC	1988 05 12	53, St-Germain ouest, Rimouski
2549-9146 CENTRE DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRES DE CÔTE-DES-NEIGES/SNOWDON	1988 05 13	Montréal
2551-6782 LE CENTRE ÉVANGÉLIQUE DE DENHOLM INC.	1988 05 10	Denholm
2551-7376 CENTRE QUÉBÉCOIS DE HAUTE TECHNOLOGIE DE LA CHAUSSURE QUÉBEC FOOTWEAR HIGH TECHNOLOGY CENTRE	1988 05 09	1010, Ste-Catherine ouest, bureau 712, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2551-8739 CLUB 3 ET 4 ROUES DE L'OR BLANC INC.	1988 05 09	130, boulevard Larochelle, Trois-Lacs
2549-9997 CLUB DE HOCKEY MIDGET AAA D'AMOS	1988 05 13	182, 1ère Rue est, Amos
2551-8838 CLUB DE SOCCER LES VOISINS DU RICHELIEU	1988 05 12	1030, 2 ^e Rue, Richelieu
2551-8655 CLUB DE WATER-POLO DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1988 05 11	12001, de Salaberry, Dollard-des-Ormeaux
2551-8820 CLUB DES BÂTISSEURS DE L'EST INC.	1988 05 12	13000, rue Sherbrooke est, bureau 204, Montréal
2551-8069 LE CLUB DES BÉCASSIERS DU QUÉBEC INC.	1988 05 12	3396, rue Donald, Fabreville
2551-6717 LE CLUB D'ATHLÉTISME COUBERTIN INC.	1988 05 09	Rimouski
2551-9125 CLUB FORMULE 1 DE MONTRÉAL (1988) MONTRÉAL FORMULA 1 CLUB (1988)	1988 05 09	127, rue St-Pierre, Montréal
2551-8887 CLUB LA RANDONNÉE DES BALADEURS	1988 05 13	1314, Bellevue sud, Saint-Félicien
2551-8754 CLUB LIONESSE COWANSVILLE	1988 05 09	103, Parry, Cowansville
2551-8648 CLUB LIONS CHAMBLY-CARIGNAN	1988 05 11	1720, Kent, Chambly
2551-4746 CLUB LIONS DE ROBERVAL INC.	1988 05 09	Roberval
2551-7426 CLUB OPTIMISTE DE CHELSEA QUÉBEC	1988 05 10	Chemin Old Chelsea, Chelsea
2551-8051 CLUB RADIO CONTRÔLE LAVAL	1988 05 12	2352, rue de Melbourne, Laval
2551-7434 CLUB SOCIAL CENTRE DE CULASSES DU QUÉBEC INC.	1988 05 10	9873, Parc Georges, Montréal-Nord

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2551-9257 CLUB SPORTS BELVÈDÈRE INC.	1988 05 12	768, 3 ^e Avenue, Val d'Or
2551-7608 LE COMITÉ DE BALLE MINEURE NEUFCHÂTEL OUEST/ SAINT-RAPHAËL INC.	1988 05 13	1595, rue Plessis, Québec
2551-8275 COMITÉ DE SPECTACLES DE THETFORD MINES INC.	1988 05 12	Thetford Mines
2551-8630 LA COMPAGNIE D'OPÉRA DE LAVAL	1988 05 11	1959, rue Gérard, Laval
2551-9026 CONCERT ART-VIE	1988 05 13	10, avenue des Pins ouest, bureau 314, Montréal
2551-7400 CONFRÉRIE DU SEIGNEUR DES MIRACLES HERMANDAD DEL SENOR DE LOS MILAGROS	1988 05 10	1153, rue Alexandre de Seve, Montréal
2551-9265 LE CONSEIL DES PERSONNES ÂGÉES DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE DE MONTRÉAL THE COUNCIL FOR BLACK AGING COMMUNITY OF MONTRÉAL	1988 05 12	3007, rue Delisle, Montréal
2551-7483 ÉCOLE DE PATINAGE ARTISTIQUE HORS- SAISON LASALLE	1988 05 12	712, 44 ^e Avenue, LaSalle
2551-7558 EMPLOI JEUNESSE ST-FERDINAND	1988 05 13	355, chemin Bennett, Bernierville
2551-4381 FESTIVAL DES AÎNÉS DU QUÉBEC	1988 05 09	4545, avenue Pierre de Coubertin, Montréal
2551-8861 FESTIVAL INTERNATIONAL DE CHORALES DES AÎNÉS	1988 05 12	615, rue Belmont, bureau 116, Montréal
2551-8879 FONDATION DU SPORT MOTORISÉ DU QUÉBEC	1988 05 12	1155, rue Sherbrooke ouest, Penthouse 3, Montréal
2551-7442 FONDATION NOËL À LA CARTE CHRISTMAS À LA CARTE FOUNDATION	1988 05 10	1655, Poirier, Saint-Laurent

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2544-8325 FONDATION OPTIMISTE DE LAVAL-OUEST	1988 05 13	1455, boulevard Arthur-Sauvé, Laval
2551-9240 LA FONDATION SERGAZ	1988 05 12	5005, boulevard Métropolitain est, bureau 100, Saint-Léonard
2552-0263 FRATERNITÉ DES POLICIERS DE ROCK-Forest INC.	1988 05 13	Rock-Forest
2552-0289 GARDERIE LE JARDIN DE LA RELÈVE	1988 05 13	1611, boulevard Crémazie est, Montréal
2551-7368 GROUPE CONTAMINATIONS POUR LA PROMOTION ET LA RECHERCHE EN ARTS VISUELS	1988 05 09	4109, Coloniale, Montréal
2551-1247 LE GROUPE D'ENTRAIDE INTERNATIONAL SPIRALE INC.	1988 05 11	53, boulevard Laforest, Beauport
2551-8291 LA JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE PROGRESSISTE DU QUÉBEC	1988 05 13	781, avenue de Longpré, Sainte-Foy
2551-7566 MAISON DES JEUNES DE LA VALLÉE DE LA ROUGE INC.	1988 05 13	2, rue du Pont, L'Annonciation
2551-7459 LES MARTINÉ DE MONTRÉAL	1988 05 11	5114, rue de Bellechasse, Montréal
2547-7183 LES MESSAGÈRES DE L'ESPOIR	1988 05 11	Anjou
2551-8762 MONTRÉAL LES FÊTES DE 1992	1988 05 09	275, rue Notre-Dame est, Montréal
2551-9281 MOUVEMENT LA FLAMBÉE QUÉBEC INC.	1988 05 12	3173, de Galais, Sainte-Foy
2551-6774 MOUVEMENT POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL DES ÎLES-DE-LA- MADELEINE INC.	1988 05 09	Cap-aux-Meules
2551-6733 LE PAVILLON SAINT-PATRICE INC.	1988 05 09	141, rue Saint-Paul, Sherrington
2551-9232 POPOTE ROULANTE LAVAL INC.	1988 05 12	2543, Carré Pijart, Sainte-Foy

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2551-6709 LES PRODUCTIONS LUNATIK ASYLUM INC.	1988 05 09	5425, Bordeaux, Montréal
2551-6675 RÉSEAU POPULAIRE DES FEMMES DU QUÉBEC	1988 05 09	1212, rue Panet, Montréal
2551-7418 SERVICE COMMUNAUTAIRE ARTISANAT LOISIRS - S.C.A.L. ÂGE D'OR	1988 05 10	Lac des Loups
2551-8903 LA SOCIÉTÉ POUR LA PROMOTION DES ARTISTES NOIRS DU QUÉBEC <i>SOCIETY FOR THE PROMOTION OF QUÉBEC BLACK ARTISTS</i>	1988 05 13	314, Juneau, LaSalle
2551-4753 TROUPE ACCORDANSE INC.	1988 05 09	1756, Place Cartman, Val d'Or

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2311-4564 AGENCE DE SERVICES DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL, SOUS LE BON TOIT DE MOISIE, INC.	1984 11 14	1988 05 13	1) de la dénomination sociale: AGENCE DE SERVICES DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL, SOUS LE BON TOIT, INC. 2) du siège social: Sept-Iles 3) des objets
1303-0150 L'AIDE À L'ÉDUCATION DU COLLÈGE L'ASSOMPTION INCORPORÉE	1954 04 08	1988 05 10	de la dénomination sociale: L'AIDE ÉTUDIANTE DE LA CHAU- DIÈRE INC.
1629-6725 L'ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE NORDIQUE	1978 09 08	1988 05 13	de la valeur des biens immobiliers

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1312-5232 L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉTUDIANTES DU COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY	1965 05 18	1988 05 10	1) de la dénomination sociale: L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES DU COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY 2) des objets 3) du nombre des administrateurs: 11
2313-4323 ASSOCIATION L'ORÉE INC.	1984 12 13	1988 05 10	de la dénomination sociale: CLUB LE CORDIAL
1502-5836 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE PLANIFICATION FISCALE ET SUCCESSORALE	1976 03 17	1988 05 10	de la dénomination sociale: APFF - L'ASSOCIATION DE PLANIFICATION FISCALE ET FINANCIÈRE DU QUÉBEC
2153-7907 CENTRE D'INTERVENTION JEUNESSE C.I.J.	1983 04 12	1988 05 10	1) des objets 2) des dispositions
1857-9367 CLUB DE VÉHICULES TOUT-TERRAIN DE ST-PROSPER INC.	1982 05 25	1988 05 12	1) des objets 2) de la valeur des biens immobiliers
1476-6513 CLUB ÉQUESTRE DE LEBEL-SUR-QUÉVILLON INC.	1977 04 18	1988 05 12	des objets
1268-1896 CLUB LIONS DE SAINT-JEAN INC.	1960 11 04	1988 05 12	de la dénomination sociale: CLUB LIONS DE SAINT-JEAN-IBERVILLE INC.
2419-7824 CLUB QUART DE SIÈCLE DE LA VILLE DE SHERBROOKE INC.	1986 09 04	1988 05 09	1) de la dénomination sociale: ASSOCIATION DES RETRAITÉS MUNICIPAUX SHERBROOKE INC. 2) des objets
2167-1045 CLUB TROIS-PLUMES SAINT-LÉONARD INC.	1984 05 08	1988 05 13	de la dénomination sociale: CLUB TROIS PLUMES INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1843-5834 COMITÉ D'HYGIÈNE ET D'AMÉNAGEMENT DES RIVIÈRES MAGOG ET SAINT-FRANÇOIS (C.H.A.R.M.E.S.)	1981 02 23	1988 05 12	des objets
1634-7809 CORPORATION DE RESTAURATION DE LA JACQUES-CARTIER INC.	1979 03 20	1988 05 10	des dispositions
2152-5753 EMPLOIS COMMUNAUTAIRES JEUNESSE DE DRUMMOND INC.	1983 03 14	1988 05 10	1) des objets 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: 7
2420-3622 LA FONDATION LE BALUCHON	1986 09 22	1988 05 10	1) des objets 2) des dispositions
1335-7454 L'OEUVRE D'ACCUEIL FRANÇOIS ROY INC.	1967 04 06	1988 05 10	de la dénomination sociale: MAISON MARIE ROLLET
2173-3720 L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE LAVAL 1984 INC.	1984 08 30	1988 05 10	1) des objets 2) des dispositions

456

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1255-7708 LES ÉDITIONS DU SIÈCLE INC.	1968 01 08	7075, boulevard Gouin est, app. 202, Montréal

456

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du domicile légal – Établissement ou (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1241-1906 AGENCE EN DOUANE UNITED LTÉE	1952 04 04	420, Notre-Dame ouest, Montréal
1470-7251 ALUMINIUM ELRON INC.	1976 10 12	7555, boulevard Taschereau, Brossard
1478-8103 CLUB DE L'ÂGE D'OR STE-THÉRÈSE-DE-COLOMBIER	1977 06 20	16, rue Principale ouest, Sainte-Thérèse-de-Colombier
1122-8921 CRÉDIDENT INC.	1966 11 23	1205, Henri Bourassa ouest, Montréal
1258-3621 EXPLORATION CAN-MAC LTÉE (Libre de responsabilité personnelle)	1952 05 17	1, Place Ville Marie, bureau 3725, Montréal
1841-4003 LA GARDERIE BICHONNETTE (1980) INC.	1980 12 20	838, Commerciale, Saint-Jean-Chrysostome
1637-6899 LA GARDERIE ÉDUCATIVE LA PETITE SEMENCE	1979 08 09	2805, rue Ste-Hélène, Longueuil
2168-7892 GARDERIE LA CIGOGNE	1984 05 29	4045, rue Angora, Terrebonne
1255-6999 SOCIÉTÉ DES ÉDITEURS DE MANUELS SCOLAIRES DU QUÉBEC	1968 10 11	530, Ste-Anne, Montréal
1505-5569 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE GOSFORD INC.	1976 11 05	1550, Dr. Penfield, G-1, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1228-7991 CENTRE D'ACHATS CENTREVILLE (LONGUEUIL) INC.	1969 11 27	6
2429-9323 CENTRE D'INITIATIVE TECHNOLOGIQUE DE MONTREAL - (CITEC)	1987 03 05	24
1114-5653 CHARELL INC.	1952 01 26	3
1344-3395 LE CLUB AMITIÉS-LOISIRS DE L'ÂGE D'OR ST-LAURENT DE JONQUIÈRE	1973 10 31	11
1477-2628 LE CLUB DE L'ÂGE D'OR DE ST-JEAN-DE-LA- CROIX DE DOLBEAU (COEURS VAILLANTS)	1977 10 28	9
1330-9539 CLUB DE L'ÂGE D'OR DE ST-MÉTHODE SECTEUR ROBERVAL	1973 03 07	9
1479-4358 CLUB DES RETRAITÉS DE NORMANDIN	1977 07 12	9
1239-3476 CORONET TEXTILES LTD.	1950 12 22	4
1253-3303 LES DISTILLATEURS DU QUÉBEC LTÉE	1949 04 14	5
2159-7794 FOYER DE LA GAIETÉ STE-ANNE-DE- CHICOUTIMI	1983 10 17	9
1330-5669 FOYER DE L'AMITIÉ DE GIRARDVILLE SECTEUR ROBERVAL	1973 05 30	9
1638-9702 GARDERIE LA RIBOULdingUE	1979 12 17	9
1475-0467 GARDERIE PÉPINOT ET CAPUCINE INC.	1977 08 17	8
1464-4686 GARDERIE POPULAIRE DE FERMONT	1976 08 10	10
1840-1158 GESTION LE COURS ST-PIERRE INC.	1980 10 27	7

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1118-6673 IMPRIMERIE ALLIANCE INC.	1951 06 01	3
1275-7530 MINES WESTERN QUÉBEC INC.	1945 01 03	7

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2152-0754 ACCOMMODATION J.A.C. (1983) INC.	1983 03 01	1988 05 12
1208-2475 ANTONIO MERCIER LIMITÉE	1971 01 19	1988 05 12
1108-8499 ARTIMONDE INC.	1969 11 05	1988 05 12
1630-8173 ASCHOUAN INC.	1978 10 27	1988 05 12
1465-2556 L'ATELIER DE SOUDURE POIRIER INC.	1976 03 02	1988 05 12
2159-1425 CASPAN INC.	1983 09 20	1988 05 12
1503-5132 CENTRE D'ART NISKA INC.	1976 05 19	1988 05 12
1465-2168 CLINICOLAB INC.	1976 03 03	1988 05 12
2164-7532 COMITÉ DU CENTENAIRE ST-FRANÇOIS-XAVIER- DE-BROMPTON	1984 02 03	1988 05 12
1480-6202 DA. RI. PO. INC.	1975 10 29	1988 05 12
2325-1622 LES ENTREPRISES DE VÊTEMENT ABOUD INC.	1985 08 07	1988 05 12
1855-1333 FÉDÉRATION DE LANAUDIÈRE D'ENTRAIDE AUX CITOYENS HANDICAPÉS (F.L.E.C.H.)	1982 02 19	1988 05 12

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1370-4275 FRANTIQUE INC.	1974 11 19	1988 05 12
1366-0634 GÉRALD BOYER & FILS INC.	1975 07 04	1988 03 24
1126-0080 GROSSISTE EN MATÉRIEL DE PLOMBERIE IDÉAL LTÉE	1934 03 01	1988 05 12
1351-0912 IMMEUBLE THEMIS LIMITÉE	1927 02 12	1988 05 12
1852-3183 INSTITUT QUÉBÉCOIS D'ADMINISTRATION JUDICIAIRE	1981 11 12	1988 05 12
2525-3329 INVESCOM INC.	1987 05 04	1988 05 12
1291-9858 LAVE AUTO MAC DONALD LTÉE	1965 12 28	1988 05 12
1115-2576 MANUFACTURE DE VÊTEMENTS MALCO LTÉE	1961 03 22	1988 05 12
1359-9246 LES MESSAGERIES DESPRÉS INC.	1974 10 25	1988 05 12
2170-0430 ORGANISATION DES FÊTES DE LA TERRASSE DUVERNAY INC.	1984 03 22	1988 05 12
1331-5072 PLACEMENTS LAVISAM INC.	1973 06 18	1988 05 12
1352-5860 LES PLACEMENTS T.D. (QUÉBEC) LIMITÉE	1974 01 11	1988 05 12
1635-8137 LE POISSON B.G.O. INC.	1979 04 27	1988 05 12
2434-6413 LES PROMOTIONS DADA INC.	1986 03 06	1988 05 12
1353-3518 RADIO CJFP LTÉE	1959 04 15	1988 05 12
1505-6906 RICHALA INC.	1976 11 18	1988 05 12
1241-1807 SAM L. CRYSTAL - COURTIER D'ASSURANCE INC.	1963 11 25	1988 05 12

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2323-8777 SOCIÉTÉ DE PROMOTION DE LA JEUNE ENTREPRISE DE LA MRC DE COATICOOK INC.	1985 09 25	1988 05 12
1636-0554 STATION-SERVICE JEAN HÉBERT INC.	1979 05 08	1988 05 12
1368-7561 SYD. BECKER INC.	1974 06 18	1988 05 12

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Dissolution — Demandes de

139054 CANADA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «139054 CANADA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Terrebonne, le 10 mai 1988

56458

La présidente,
NICOLE BEAUSOLEIL

1840-1851 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1840-1851 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 9 mai 1988

56398

Le président,
ROMÉO LACROIX

1854-2829 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «1854-2829 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56399

Les procureurs de la compagnie,
GUY & GILBERT

2150-8312 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2150-8312 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sept-Îles, le 25 mai 1988

56459

Les procureurs de la compagnie,
POULIN & BLOUIN, notaires

2165-5709 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2165-5709 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 avril 1988

56400

Le procureur de la compagnie,
DIANE CASTELL, *avocate*

2532-0300 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2532-0300 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56401

Les procureurs de la compagnie,
LAPOINTE, ROSENSTEIN

ANNÉE DU CINÉMA CANADIEN 89 CANADA FILM YEAR 89

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ANNÉE DU CINÉMA CANADIEN 89—CANADA FILM YEAR 89» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56436

Pour la compagnie,
JEAN SIROIS

ASSOCIATION POUR LA PLANIFICATION DES NAISSANCES DE LA RÉGION DE QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION POUR LA PLANIFICATION DES NAISSANCES DE LA RÉGION DE QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sillery, le 26 mai 1988

56452

La trésorière,
LINDA LEPAGE

AUTO-BUFFET DECCA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AUTO-BUFFET DECCA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 18 mai 1988

56437

Les procureurs de la compagnie,
LAMBERT, DAGENAI ET ASSOCIÉS, *avocats*

PIÈCES D'AUTO BELLERIVE INC. BELLERIVE AUTO PARTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PIÈCES D'AUTO BELLERIVE INC.—BELLERIVE AUTO PARTS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56414

Les procureurs de la compagnie,
DÉJARDINS, DUCHARME

BIRON & POIRIER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BIRON & POIRIER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 11 mai 1988

56460

Le président,
PAUL POIRIER

BLONDEAU & DANIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BLONDEAU & DANIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 17 mai 1988

56438

Le président,
ROGER BLONDEAU

BOILY TERRAZZO LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BOILY TERRAZZO LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Chicoutimi, le 20 mai 1988

56402 *Les procureurs de la compagnie,*
GAUDREAU, TREMBLAY & ASSOCIÉS

**BOS COFFEE INC.
CAFÉ BOS INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BOS COFFEE INC.—CAFÉ BOS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 11 mai 1988

56403 *Les procureurs de la compagnie,*
PHILLIPS & VINEBERG

CENTRE MANUFACTURIER CIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE MANUFACTURIER CIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 19 mai 1988

56461 *Les procureurs de la compagnie,*
PHILLIPS & VINEBERG

CHAUSSURES CLÉOPÂTRE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CHAUSSURES CLÉOPÂTRE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Léonard, le 20 mai 1988

56404 *La présidente,*
ANNA MARIA RUGGIERO

CLERMONT & COURCHESNE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLERMONT & COURCHESNE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Magog, le 22 avril 1988

56462 *Le procureur de la compagnie,*
CARMIN POMERLEAU, notaire

CLÔTURES UNIVERSELLES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLÔTURES UNIVERSELLES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 24 mai 1988

56439 *Le président,*
EDDY FOURNIER

CLUB SOCIAL LES P'TITS LAPINS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB SOCIAL LES P'TITS LAPINS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Agapit, le 12 mai 1988

56406 *Le procureur de la compagnie,*
IRENÉE THIBAUT, notaire

CRÈMERIE ST-CÔME INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CRÈMERIE ST-CÔME INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Côme, le 28 mai 1988

56463 *Le procureur de la compagnie,*
MICHEL DIONNE, notaire

CONSTRUCTION CA-NA-DA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CONSTRUCTION CA-NA-DA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 25 mai 1988

56405

L'administrateur et secrétaire,
MICHEL CLICHE

**SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DALROY LTÉE
DALROY INVESTMENTS LTD.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DALROY LTÉE—DALROY INVESTMENTS LTD.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 mai 1988

56470

Les procureurs de la compagnie,
PHILIPS & VINEBERG

DENIS ROSS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DENIS ROSS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sept-Îles, le 24 mai 1988

56440

Les procureurs de la compagnie,
POULIN & BLOUIN, notaires

ENTREPRISES V.S.A.G. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ENTREPRISES V.S.A.G. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beloeil, le 12 novembre 1987

56441

Le président,
ADRIEN GRENIER

ÉPICERIE-BOUCHERIE CHEZ YVON INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉPICERIE-BOUCHERIE CHEZ YVON INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 26 mai 1988

56407

La secrétaire,
SYLVIE LACROIX

GESTION UGMA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION UGMA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 4 mars 1988

56408

Le président,
MICHEL GAZAILLE

**GROUPE D'INTERVENTION, DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION JEUNESSE (G.I.R.I.J.)**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GROUPE D'INTERVENTION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION JEUNESSE (G.I.R.I.J.)» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 10 octobre 1987

56442

La présidente,
GENEVIÈVE TRUDEAU

IMMEUBLE WESTMORE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «IMMEUBLE WESTMORE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 9 mai 1988

56443

Pour la compagnie,
ARTHUR YANOFKY

LA COMPAGNIE BREAKMIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA COMPAGNIE BREAKMIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56410

Le secrétaire,
DAVID CREVIER

INTER-QUILLES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «INTER-QUILLES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56444

Les procureurs de la compagnie,
MENDELSON, ROSENZVEIG,
SHACTER, avocats

LE RÉVEIL DES ASSISTÉS SOCIAUX DE LONGUEUIL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LE RÉVEIL DES ASSISTÉS SOCIAUX DE LONGUEUIL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 20 mai 1988

56445

La présidente (intérim),
BRIGITTE GENDRON

J.G. LANOUEtte INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «J.G. LANOUEtte INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56464

Les procureurs de la compagnie,
BÉLANGER, SAUVÉ

LES BAINS TOURBILLONS RIVE-SUD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES BAINS TOURBILLONS RIVE-SUD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Julie, le 24 mai 1988

56446

Le président,
ANDRÉ DALPÉ JR

KVS TROPICAL IMPORT-EXPORT LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «KVS TROPICAL IMPORT-EXPORT LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 25 février 1988

56409

L'administrateur,
DARA KHAMISING

LES ENTREPRISES ANDRÉE MARTIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES ANDRÉE MARTIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56447

La présidente,
ANDRÉE MARTIN

LES ENTREPRISES LUMAJE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES LUMAJE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jérôme, le 11 mai 1988

56411

Le président,
JEAN-LUC BOUCHER

PAYSAGISTE BENJI INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PAYSAGISTE BENJI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Verdun, le 26 mai 1988

56449

Pour la compagnie,
RENÉE J. MANTHA

LES SERVICES DE GESTION SAGRAP LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES SERVICES DE GESTION SAGRAP LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 mai 1988

56412

Les procureurs de la compagnie,
AHERN, LALONDE, NUSS, DRYMER, *avocats*

PINKERTON DU QUÉBEC LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PINKERTON DU QUÉBEC LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 26 mai 1988

56465

La secrétaire,
INGRID A. PESIRAC

LES TUILES DE ST-ÉMILE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES TUILES DE ST-ÉMILE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Émile, le 27 mai 1988

56448

Le secrétaire-trésorier,
RICHARD RATTÉ

PRODUITS DURAL LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PRODUITS DURAL LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 25 mai 1988

56450

Les procureurs de la compagnie,
LAPOINTE, ROSENSTEIN, *avocats*

MARKETING DEAUVILLE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MARKETING DEAUVILLE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 19 mai 1988

56413

Les procureurs de la compagnie,
GROSS, PINSKY

REGROUPEMENT DES SECRÉTAIRES DE GRANBY ET LA RÉGION INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «REGROUPEMENT DES SECRÉTAIRES DE GRANBY ET LA RÉGION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 28 mai 1988

56466

Le procureur de la compagnie,
ALAIN GUAY, avocat

RÉSIDENCE NOTRE-DAME DU CHEMIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RÉSIDENCE NOTRE-DAME DU CHEMIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 1^{er} juin 1988

56467

Le président et secrétaire-trésorier,
GUSTAVE SAVOIE

ROBERT BOURDEAU INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ROBERT BOURDEAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Rémi, le 26 avril 1988

56468

Le président,
ROBERT BOURDEAU

S. KANTOR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «S. KANTOR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 avril 1988

56469

Les procureurs de la compagnie,
PHILLIPS & VINEBERG

TENNIS STE-CATHERINE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TENNIS STE-CATHERINE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Catherine de la Jacques Cartier, le 26 mai 1988

56471

Pour la compagnie,
JACQUES POULIN

TRANSPORT NALACO LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TRANSPORT NALACO LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 24 mai 1988

56472

Les procureurs de la compagnie,
BÉLANGER, SAUVÉ

WILLIAM SUMARAH AND SONS COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «WILLIAM SUMARAH AND SONS COMPANY LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Îles-de-la-Madeleine, le 28 mai 1988

56451

Le secrétaire-trésorier,
HENRY SUMARAH

Compagnies étrangères — Loi sur les

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a émis un nouveau permis autorisant les corporations suivantes à faire affaires au Québec:

*Nom de la compagnie ou sa version
**Nom d'emprunt

Date du
permis

2351-3740 **
COMPAGNIE D'ESSENCE ET D'HUILE ARCO INC.

1988 05 12

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Permis de faire affaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nom de la compagnie
**Nom d'emprunt

Date du
permis

Nom et adresse
de l'agent principal

Adresse du
bureau principal

2667-9076 *
WETHERLY, INC.

1988 05 03

Me Sam Berliner,
1001, boulevard de Maison-
neuve ouest,
bureau 1400, Montréal

1001, boulevard de Maison-
neuve ouest,
bureau 1400, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

456

Curatelle publique — Loi sur la

Succession Georges Picard

Succession de Georges Picard, en son vivant du 146,
rue Pilon, appartement 2, Saint-Eustache, décédé le 21
août 1986.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la
curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur

d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse
ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succes-
sion et la preuve de toute réclamation contre elle.

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

56396

Succession Jean-Yves Brulotte

Succession de Jean-Yves Brulotte, en son vivant du 1165, rue Roitelet, Saint-Joseph, Beauce-Sud, décédé le 19 mars 1987.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur

d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6

56397

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les**Changement de l'époque où la société doit se terminer**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé l'époque où la société doit se terminer:

Raison sociale de la société	Époque où se terminera la société	Date d'enregistrement
PLACE ROYALE (T.R.), SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1988 02 29	1988 02 24

*Le protonotaire
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Trois-Rivières,
JEAN-PAUL COSSETTE*

457

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 25-35 COOKE ENR.	1984 08 17	25-35, Cooke, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 85 COOKE	1985 05 28	85, Cooke, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 375-385 PATRY ENR.	1983 11 16	375-385, Patry, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 465-475 ENR.	1984 07 03	465-475, Patry, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 640-650 CÔTE RICHELIEU ENR.	1984 08 01	640-650, côte Richelieu, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 1136 DU LAC ENR.	1985 11 08	1136, du Lac, Trois-Rivières, QC	1988 02 24

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 1140 DU LAC ENR.	1985 11 08	1140, du Lac, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RECHERCHE PORCINE TROIS-RIVIÈRES ENR.	1985 12 20	Trois-Rivières, QC	1988 01 14
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE RECHERCHE PORCINE JOSEPH PELLERIN ENR.	1985 12 20	Trois-Rivières, QC	1988 01 14
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE GENTILLY ENR.	1985 10 25	Trois-Rivières, QC	1988 02 24

*Le protonotaire
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Trois-Rivières,
JEAN-PAUL COSSETTE*

457

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UNIPOR II	1988 05 31	745, 93 ^e Rue, Saint-Georges-de-Beauce, QC, G5Y 3K4

*La protonotaire adjointe
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Beauce,
PIERRETTE VACHON*

457

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
GESTION ERIKA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 03 08	6420, rue des Pinc, Sainte-Gertrude, QC
LES FORGES ROYALES, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 03 10	6575, boul. Jean-XXIII, Trois-Rivières-Ouest, QC
PLACE DU FLEUVE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 04 05	3800, rue Maricourt, Trois-Rivières-Ouest, QC

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RÉSIDENTE ALBERT GUIMOND ENR.	1988 05 05	664, rue Bonaventure, Trois-Rivières, QC
457		<i>Le protonotaire de la Cour supérieure, district judiciaire de Trois-Rivières, JEAN-PAUL COSSETTE</i>

Commanditaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a apporté des modifications en ce qui a trait aux commanditaires:

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
PLACE ROYALE (T.R.), SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1350, Royale, Trois-Rivières, QC	1988 02 24
457		<i>Le protonotaire de la Cour supérieure, district judiciaire de Trois-Rivières, JEAN-PAUL COSSETTE</i>

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

Société d'Assurance Mutuelle des Employeurs de Wausau de Wausau

Demande de remboursement de cautionnement

Avis est, par les présentes, donné que la Société d'Assurance Mutuelle des Employeurs de Wausau de Wausau, Wisconsin, dont le bureau principal au Canada est situé au Metropolitain Place, 1 University Avenue, bureau 1700, Toronto, Ontario, M5J 2P2, ayant cessé d'exercer au Québec la catégorie « Maritime » le 1^{er} janvier 1988 et ses obligations envers les assurés, les tiers et les bénéficiaires ayant été intégralement remplies, s'adressera au ministre des Finances à l'expiration d'un délai de trois mois après la publication du présent avis pour obtenir le remboursement de son cautionnement.

Tout créancier désirant s'opposer à cette demande est prié de le faire auprès de l'inspecteur général des

institutions financières dans un écrit énonçant son opposition.

Toronto, le 19 mai 1988

456

*Le représentant autorisé,
J.B. HARRISON*

Ministères — Avis concernant les

Affaires culturelles

Classement des biens culturels

Cathédrale Christ Church Montréal

La ministre des Affaires culturelles donne avis, conformément à l'article 29 de la loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4), qu'elle a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que le classement prend effet à compter du 12 mai 1987, date où fut

transmis au propriétaire, l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, savoir:

« La cathédrale Christ Church, située au numéro d'immeuble 635, rue Sainte-Catherine Ouest, ville de Montréal et érigée sur un terrain connu et désigné comme étant la subdivision un du lot originaire mille deux cent soixante-neuf (1269-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Montréal (quartier Saint-Antoine), division d'enregistrement de Montréal.

Québec, le 12 mai 1988

La ministre des Affaires culturelles,
LISE BACON

458

Maison Woodbury-Matte Ancienne-Lorette

La ministre des Affaires culturelles donne avis, conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) qu'elle a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que le classement prend effet à compter du 31 juillet 1987, date à laquelle fut transmis aux propriétaires l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, savoir:

« La maison sise au numéro 1528 de la rue Saint-Paul à L'Ancienne-Lorette et située sur un terrain connu et désigné comme une partie du lot cent cinquante-quatre (ptie 154) du cadastre officiel de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec, plus particulièrement décrite comme suit: borné vers le nord-ouest par le lot 154-98, vers le nord-est par une partie du lot 154, propriété de messieurs Normand Matte et Lucien Bolduc, vers le sud-est en partie par la rue Saint-Paul (sans désignation cadastrale) et en partie par une partie du lot 154-77 et vers le sud-ouest en partie par une partie du lot 154-77 et en partie par le lot 154-99; mesurant soixante pieds (60,0 pi) vers le nord-ouest, deux cent soixante-huit pieds et quatre dixièmes (268,4 pi) vers le nord-est, cinquante pieds et trois dixièmes (50,3 pi) vers le sud-est, cent quarante-neuf pieds et neuf dixièmes (149,9 pi) vers le sud-ouest, dix pieds (10,0 pi) vers le sud-est et cent vingt-quatre pieds et cinq dixièmes (124,5 pi) vers le sud-ouest; contenant en superficie quatorze mille huit cent vingt-trois pieds carrés (14 823 pi²), mesures anglaises. »

Québec, le 25 mai 1988

La ministre des Affaires culturelles,
LISE BACON

458

Proclamations

[L. S.]
Gouvernement
du Québec

J. GILLES LAMONTAGNE

Proclamation

CONCERNANT l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Berthierville sur le territoire de la ville de Saint-Gabriel

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la ville de Saint-Gabriel sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Berthierville, comme si ces deux villes n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 13 avril 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 515-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le Conseil municipal de la ville de Saint-Gabriel a adopté le règlement numéro C.V. 159, à l'effet de soumettre le territoire de cette ville à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Berthierville.

Conformément à l'article 4 de cette loi, le Conseil municipal de la ville de Saint-Georges, par son règlement numéro 450-1-87, modifié par la résolution numéro 828-87, adoptée le 23 novembre 1987, a concouru dans la teneur du règlement et de la résolution adoptés par le Conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins.

Conformément à l'article 7 de cette même loi, le gouvernement a approuvé ces règlements et émet la présente proclamation.

Québec, le 13 avril 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

Libro: 508
Folio: 181

457

[L. S.]
Gouvernement
du Québec

J. GILLES LAMONTAGNE

Proclamation

CONCERNANT l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Georges sur le territoire de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROCLAME CE QUI SUIT:

À compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Saint-Georges, comme si ces deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre des Affaires municipales adoptée le 13 avril 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 516-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72), le Conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins a adopté le Règlement numéro 37-1987 et l'a modifié par la résolution numéro 116-11-1987 adoptée le 11 novembre 1987, à l'effet de soumettre le territoire de cette paroisse à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Saint-Georges.

Conformément à l'article 4 de cette loi, le Conseil municipal de la ville de Saint-Georges, par son Règlement numéro 450-1-87, modifié par la résolution numéro 828-87, adoptée le 23 novembre 1987, a concouru dans la teneur du règlement et de la résolution adoptés par le Conseil municipal de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins.

Conformément à l'article 7 de cette même loi, le gouvernement a approuvé ces règlements et émet la présente proclamation.

Québec, le 13 avril 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

Libro: 508
Folio: 180

457

[L. S.]
Gouvernement
du Québec

J. GILLES LAMONTAGNE

Proclamation

CONCERNANT l'application au cadastre d'une partie du canton de l'Archipel-de-Washicoutai, district électoral de Duplessis, de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11)

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PAR LA PRÉSENTE PROCLAMATION:

a) fixe à la quinzième journée suivant la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur du plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de l'Archipel-de-Washicoutai à l'endroit des lots 11 et 11-1 à 11-10 et de leurs subdivisions respectives, et 298 à 322, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) indique que ce plan originaire et révisé est déposé aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, et qu'en outre, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer une copie certifiée de ce plan originaire et révisé au bureau d'enregistrement de Sept-Îles ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent;

c) informe le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement ce plan originaire et révisé;

d) porte notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre de l'Énergie et des Ressources délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonne que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit, pour lequel un plan originaire et révisé a été déposé, soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) informe aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre de l'Énergie et des Ressources adoptée le 18 mai 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 724-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11), le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait dresser un plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de l'Archipel-de-Washicoutai à l'endroit des lots 11 et 11-1 à 11-10 et de leurs subdivisions respectives, et 298 à 322, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles.

Conformément aux articles 2 et 3 de cette loi, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer:

1. le 13 janvier 1988, aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, ce plan originaire et révisé;
2. le 20 janvier 1988, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé;
3. le 3 mars 1988, au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé.

Conformément aux articles 4 et 5 de la même loi, la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi est fixée par proclamation et cette proclamation est publiée deux fois consécutivement à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 18 mai 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

457-24-2

Libro: 508

Folio: 182

[L. S.]
Gouvernement
du Québec

J. GILLES LAMONTAGNE

Proclamation

CONCERNANT l'application au cadastre d'une partie du canton de Boishébert, district électoral de Duplessis, de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11)

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PAR LA PRÉSENTE PROCLAMATION:

a) Fixe à la quizième journée suivant la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur du plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de Boishébert à l'endroit des lots 4 à 67 et de leurs subdivisions respectives, et 68 à 194 du village de Baie des Moutons et des blocs C et D, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) indique que ce plan originaire et révisé est déposé aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, et qu'en outre, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer une copie certifiée de ce plan originaire et révisé au bureau d'enregistrement de Sept-Îles ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent;

c) informe le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement ce plan originaire et révisé;

d) porte notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre de l'Énergie et des Ressources délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonne que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit, pour lequel un plan originaire et révisé a été déposé, soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a. du Code civil;

f) informe aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre de l'Énergie et des Ressources adoptée le 18 mai 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 725-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11), le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait dresser un plan originaire et révisé, dans le district

électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de Boishébert à l'endroit des lots 4 à 67 et de leurs subdivisions respectives, et 68 à 194 du village de Baie des Moutons et des blocs C et D, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles.

Conformément aux articles 2 et 3 de cette loi, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer:

1. le 12 janvier 1988, aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, ce plan originaire et révisé;
2. le 20 janvier 1988, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé;
3. le 3 mars 1988, au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-du-Golfe-Saint-Laurent, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé.

Conformément aux articles 4 et 5 de la même loi, la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi est fixée par proclamation et cette proclamation est publiée deux fois consécutivement à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 18 mai 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

457-24-2

Libro: 508
Folio: 183

[L. S.] J. GILLES LAMONTAGNE
Gouvernement
du Québec

Proclamation

CONCERNANT l'application au cadastre d'une partie du canton de La Gorgendière, district électoral de Duplessis, de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11)

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PAR LA PRÉSENTE PROCLAMATION:

a) Fixe à la quinzième journée suivant la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur du plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de La Gorgendière à l'endroit des lots 1 à 11, 13, 18 à 23, 26 à 107 et de leurs subdivisions respec-

tives, et 108 à 173 du village de Grande-Romaine et des blocs 1 à 8, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) indique que ce plan originaire et révisé est déposé aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, et qu'en outre, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer une copie certifiée de ce plan originaire et révisé au bureau d'enregistrement de Sept-Îles ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent;

c) informe le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement ce plan originaire et révisé;

d) porte notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre de l'Énergie et des Ressources délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonne que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit, pour lequel un plan originaire et révisé a été déposé, soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) informe aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre de l'Énergie et des Ressources adoptée le 18 mai 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 726-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11), le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait dresser un plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de La Gorgendière à l'endroit des lots 1 à 11, 13, 18 à 23, 26 à 107 et de leurs subdivisions respectives, et 108 à 173 du village de Grande-Romaine et des blocs 1 à 8, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles.

Conformément aux articles 2 et 3 de cette loi, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer:

1. le 12 janvier 1988, aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, ce plan originaire et révisé;

2. le 20 janvier 1988, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé;

3. le 3 mars 1988, au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé.

Conformément aux articles 4 et 5 de la même loi, la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi est fixée par proclamation et cette proclamation est publiée deux fois consécutivement à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 18 mai 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

457-24-2

Libro: 508
Folio: 184

[L. S.]
Gouvernement
du Québec

J. GILLES LAMONTAGNE

Proclamation

CONCERNANT l'application au cadastre d'une partie du canton de Musquaro, district électoral de Duplessis, de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11)

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PAR LA PRÉSENTE PROCLAMATION:

a) Fixe à la quinzième journée suivant la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur du plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de Musquaro à l'endroit du bloc A et de ses subdivisions, et des lots 7 à 153 du rang 1, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles;

b) indique que ce plan originaire et révisé est déposé aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, et qu'en outre, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer une copie certifiée de ce plan originaire et révisé au bureau d'enregistrement de Sept-Îles ainsi qu'au bureau dé-

signé par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent;

c) informe le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation à la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement ce plan originaire et révisé;

d) porte notification qu'à l'expiration de ce délai, le ministre de l'Énergie et des Ressources délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) ordonne que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit, pour lequel un plan originaire et révisé a été déposé, soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a. du Code civil;

f) informe aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

RAPPEL:

La présente proclamation fait suite à une proposition du ministre de l'Énergie et des Ressources adoptée le 18 mai 1988, par le décret du Gouvernement du Québec numéro 727-88.

Conformément à l'article 2 de la Loi sur les titres de propriété dans certains districts électoraux (L.R.Q., c. T-11), le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait dresser un plan originaire et révisé, dans le district électoral de Duplessis, pour une partie du cadastre du canton de Musquaro à l'endroit du bloc A et de ses subdivisions, et des lots 7 à 153 du rang 1, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Îles.

Conformément aux articles 2 et 3 de cette loi, le ministre de l'Énergie et des Ressources a fait déposer:

1. le 13 janvier 1988, aux archives du ministère de l'Énergie et des Ressources, à Québec, ce plan originaire et révisé;

2. le 20 janvier 1988, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé;

3. le 3 mars 1988, au bureau désigné par lui, à savoir celui de l'administrateur municipal de la corporation municipale de la Côte-du-Golfe-Saint-Laurent, une copie certifiée de ce plan originaire et révisé.

Conformément aux articles 4 et 5 de la même loi, la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi est fixée par proclamation et cette proclamation est publiée deux fois consécutivement à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 18 mai 1988

Le sous-procureur général,
JACQUES CHAMBERLAND

457-24-2

Libro: 508
Folio: 185

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

Rageot Ltée.

Prenez avis que M. Rosario Rajotte, retraité, entend s'adresser au Parlement du Québec aux fins de demander l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé visant la reprise d'existence de la compagnie Rageot Ltée.

Toute personne ayant des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation, édifice Honoré-Mercier, 1025, rue Saint-Augustin, Québec, J1A 1A3.

Montréal, le 27 mai 1988

56416 *Les procureurs,*
KIRSHENBLATT, CRESTOHL, & BOGANTE

Ville de Hull

Prenez avis que la ville de Hull demandera à l'Assemblée nationale du Québec d'amender sa Charte afin d'y inclure des pouvoirs particuliers, lesquels sont ci-après décrits, savoir:

1° Modifier l'article 65.10 de la Loi sur les cités et villes en y ajoutant un paragraphe aux fins de permettre:

a) que le conseiller qui est vice-président du comité exécutif de la municipalité reçoive une rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, outre celles visées au premier alinéa, d'une somme égale à la moitié de la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8;

b) que le conseiller qui est président du Conseil de la municipalité reçoive une rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, d'une somme égale à la moitié de la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8;

c) que le conseiller qui est maire suppléant de la municipalité reçoive une rémunération et allocation annuelles additionnelles à ce dernier titre, d'une somme égale à la moitié de la somme annuelle payable à un conseiller de la municipalité en vertu des articles 65 à 65.8;

2° Permettre au greffier de la Cour municipale, en l'absence du juge de ladite Cour, de procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la Cour;

3° Permettre que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale, lorsque requise, puisse être gravée, lithographiée ou imprimée sauf en ce qui a trait aux mandats d'arrestation ou de perquisition, lesquels doivent porter la signature manuscrite du Juge;

4° Remplacer l'article 56 de la Charte par le suivant:

« Le Conseil peut, à même les revenus prévus au budget, créer un fonds de réserve pour fins d'auto-assurance jusqu'à concurrence de cinq millions de dollars (5 000 000,00 \$); à cette fin, les montants annuels ne dépassant pas la somme de cinq cent mille dollars (500 000,00 \$) pourront être prévus au budget. »;

5° Modifier l'article 573.1 de la Loi sur les cités et villes en remplaçant les mots « excédant 5 000,00 \$, mais inférieur à 25 000,00 \$ » par les mots « excédant 10 000,00 \$ mais inférieur à 50 000,00 \$ ».

Toute personne ayant des motifs d'intervenir sur le projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation.

Hull, le 24 mai 1988

56417

Le procureur de la ville,
MARCEL BEAUDRY, C.R.

Régie de l'assurance-maladie du Québec — Loi sur la

Professionnel non participant

Avis est, par la présente, donnée que la Régie de l'assurance-maladie du Québec a émis une ordonnance le 26 mai 1988, concernant le Dr Gilles Gagnon,

omnipraticien, exerçant au 6635, avenue Christophe-Colomb, Montréal, QC, H2S 2H1, aux termes de laquelle ce professionnel est considéré comme un professionnel non participant pour une période de six mois à partir du 1^{er} juillet 1988 jusqu'au 31 décembre 1988 inclusivement.

Sillery, le 27 mai 1988

Le secrétaire,
DENIS MORENCY

56418

Ventes à la folle enchère

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-011008-867

VILLE DE MONTRÉAL, partie demanderesse, contre **JEAN-PAUL BEAUDOIN**, partie défenderesse, et **LE REGISTREUR** de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement situé au sud de la rue Bourgeois, sans bâtisse dessus érigée, ville de Montréal, et désigné comme étant une partie du lot originaire 55 du cadastre de la ville de Montréal (quartier Sainte-Anne), division d'enregistrement de Montréal. Une partie du lot originaire cinquante-cinq (55 ptie), de figure rectangulaire; bornée vers l'ouest par les lots originaires 53 et 54, vers le nord et vers le sud par d'autres parties dudit lot originaire 55, vers l'est par le lot originaire 56; mesurant six mètres et quatre cent un millièmes (6,401 m, soit 21,0 pi) vers l'ouest et vers l'est, quatorze mètres et six cent trente millièmes (14,630 m, soit 48,0 pi) vers le nord et vers le sud; contenant en superficie quatre-vingt-treize mètres carrés et soixante-quatre centièmes (93,64 m², soit 1 008,0 pi²). La limite nord de ladite partie du lot originaire 55 ci-haut décrite est située à quatorze mètres et quatre cent seize millièmes (14,416 m, soit 47,30 pi) de la limite sud de la rue Bourgeois. »

La mise à prix est fixée à 860,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être revendu à la folle enchère, selon jugement de l'honorable juge Charles E. Phelan, en date du 3 septembre 1987. Ladite vente aura lieu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03 le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 3 juin 1988

56477

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Beauce

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauce
C.S.B. 350-05-000024-859
S. 350-18-000007-881

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Fiducie du Québec, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1, complexe Desjardins, Montréal, QC, partie demanderesse, contre Denis Montminy, domicilié à rang Grande-Ligne, Saint-Isidore, district de Beauce, G0S 2S0, partie défenderesse, et **LE REGISTREUR** du bureau d'enregistrement de Dorchester, mis en cause.

« A) Une terre de figure irrégulière, située à Saint-Isidore, Dorchester, contenant quatre-vingt-onze arpents (91 arp) et seize perches (16 per) et deux cent seize pieds (216 pi) en superficie, connue et désignée comme étant le lot numéro cent quarante-sept (147) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Isidore, division d'enregistrement de Dorchester; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf et à distraire, dudit lot 147, le morceau de terrain appartenant à Joseph Poliquin décrit comme suit: un morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quarante-sept (147 ptie) du cadastre

officiel pour la paroisse de Saint-Isidore, division d'enregistrement de Dorchester, mesurant plus ou moins en mesures anglaises, à partir du coin nord du terrain présentement décrit, en allant vers le coin sud, cent soixante-cinq pieds (165 pi); et de là, en obliquant vers le sud-est, cent cinquante pieds (150 pi); et de là, en obliquant vers le nord-est, cent cinquante pieds (150 pi); et de là, en obliquant vers le nord-ouest, pour revenir au point de départ, deux cent cinq pieds (205 pi); borné en front, à l'ouest, par le chemin public de la route Maranda; à la profondeur, au sud-est, et sur le côté sud-ouest, par le terrain de Denis Montminy, et sur le côté nord-est par le terrain d'Adrien Chatigny, circonstances et dépendances tel que le tout se trouve actuellement;

B) un certain terrain situé en la paroisse de Saint-Isidore, Dorchester, de figure irrégulière en la concession Saint-Antoine, contenant en superficie un arpent et demi (1½ arp) plus ou moins; borné en front, vers le nord-ouest, par le chemin de front; en arrière, au sud-est, et du côté nord-est, par le cours d'eau appelé « Le Bras » et du côté sud-ouest par le terrain d'Edgar Bégin ou représentants; ledit terrain étant connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente et un (31 pte) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Isidore, division d'enregistrement de Dorchester, circonstances et dépendances et servitudes actives et passives;

C) une terre connue et désignée comme étant le lot numéro cent quarante-huit (148) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Isidore, division d'enregistrement de Dorchester; avec la grange dessus construite, circonstances et dépendances. Sauf et à distraire, dudit lot 148, les morceaux de terrain suivant réservés par Edgar Bégin:

a) un morceau de terrain boisé connu comme étant une partie du lot numéro cent quarante-huit (148 pte) dudit cadastre, mesurant plus ou moins en mesures anglaises, trois (3) arpents sur les côtés nord-ouest et sud-est et cinq cent quinze pieds (515 pi) sur les côtés sud-ouest et nord-est; borné sur le côté nord-ouest par une partie du lot 148, propriété de Denis Montminy, sur le côté nord-est par une partie du lot 147, propriété de Denis Montminy, sur le côté sud-est par le terrain de Grégoire Parent et sur le côté sud-ouest par le terrain d'Hervé Maranda; avec le petit chalet dessus installé, circonstances et dépendances, avec droit de passage en faveur de Edgar Bégin ou représentants sur un chemin privé de ferme existant et situé sur le lot 148 afin de lui permettre de communiquer de son terrain réservé à l'item au paragraphe b ci-dessus mentionné au terrain boisé présentement décrit et vice-versa;

b) un autre morceau de terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quarante-huit (148 pte) dudit cadastre, mesurant plus ou moins en mesures anglaises, à partir du coin nord du terrain présentement décrit en allant vers le sud-est, cinq cent quinze pieds (515 pi); et de là, en obliquant vers le sud-ouest, deux cent soixante-sept pieds (267 pi); et de là, en obliquant vers le nord-ouest, cent quinze pieds (115 pi); et de là, en obliquant vers le nord-est, soixante pieds (60 pi); et de là, en obliquant vers le nord-ouest, soixante-quinze pieds (75 pi); et de là, en obliquant vers le sud-ouest, cent pieds (100 pi); et de là, en obliquant vers le nord-ouest, cent quatre-vingt-douze pieds (192 pi); de là, en obliquant vers le nord-est pour revenir au point de départ, trois cent dix-huit pieds (318 pi); borné en front, au nord-ouest, par le chemin public du rang Saint-Hilaire; à la profondeur, au sud-est et sur le côté sud-ouest, par une partie du lot 148, propriété de Denis Montminy, et sur le côté nord-est par une partie du lot 147, propriété de Denis Montminy; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et sujet, le terrain présentement décrit, à un droit de passage en faveur de l'acquéreur et ses représentants à perpétuité; ledit droit de passage devant s'exercer sur le chemin de ferme existant actuellement et étant d'une largeur d'environ vingt pieds (20 pi) et ce, afin de permettre à l'acquéreur de communiquer plus facilement du chemin public au terrain acquis aux termes des présentes, et vice-versa.

Sauf et à distraire, dudit lot 148, le morceau de terrain appartenant à Denis Montminy: un morceau de terrain de figure triangulaire, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quarante-huit (148 pte) dudit cadastre, mesurant plus ou moins en mesures anglaises, cent soixante-dix pieds (170 pi) sur le côté sud-est, deux cent quatre-vingt-cinq pieds (285 pi) sur le côté nord-est et trois cent dix pieds (310 pi) sur le côté nord-ouest en suivant la sinuosité du chemin public à cet endroit; borné sur le côté nord-ouest par le chemin public nommé route du Moulin, sur les côtés sud-est et nord-est par le résidu dudit lot 148, étant la propriété de Denis Montminy, le présent terrain étant situé, à partir de sa ligne nord-est, à environ quatre cent quatre-vingt-cinq pieds (485 pi) anglais de la ligne séparant les lots 147 et 148 dudit cadastre; le tout avec maison unifamiliale dessus construite, circonstances et dépendances.

À distraire: un immeuble de figure irrégulière connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quarante-huit (148 pte) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Isidore, division d'enregistrement de Dorchester, borné et décrit comme suit: vers le nord-est par une partie du lot 148, propriété de Denis Montmi-

ny, mesurant le long de cette limite deux cent quatre-vingt-dix pieds (290,0 pi), vers le sud-est par une partie du lot 148, propriété de Denis Montminy, mesurant le long de cette limite deux cent quarante pieds (240,0 pi), vers le sud-est également par une partie du lot 148, propriété de François Couture, mesurant le long de cette limite dix-sept pieds et sept dixièmes (17,7 pi), vers le sud-ouest par une partie du lot 148, étant la route Maranda, mesurant le long de cette limite deux cent quatre-vingt-cinq pieds et deux dixièmes (285,2 pi), vers le nord-ouest par une partie du lot 148, propriété de Denis Montminy, mesurant le long de cette limite deux cent soixante pieds (260,0 pi); contenant en superficie soixante-quatorze mille neuf cent trente-six pieds carrés (74 936 pi²). Le coin sud de ladite propriété est situé à une distance de 111,5 pieds du coin ouest du lot 149. La ligne sud-ouest est située à une distance de 16,6 pieds au nord-est du lot 152.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tel que le tout se trouve actuellement. »

La mise à prix est fixée à 45 872,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Beauce, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de Dorchester, 115, rue Langevin, Sainte-Hénédine, comté de Dorchester, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
DENYSE B. LESSARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Joseph-de-Beauce, le 31 mai 1988 56478

Bonaventure

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Bonaventure

No 105-18-000002-880

GUY CAVANAGH, avocat, 242, boulevard Perron Ouest, C.P. 1180, New Richmond, QC, G0C 2B0, partie demanderesse, contre **CHRISTIAN LEBLANC**, 12085, avenue Bélio, appartement 215, Neufchâtel, QC, G2B 4R9, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRA-**

TEUR du bureau d'enregistrement de la division de Bonaventure, no 2, Carleton, mis en cause.

« Une bâtisse et des équipements servant de fumeur situés à Carleton, comté de Bonaventure, sur le lot 34-5 du rang 1 du cadastre révisé du canton de Carleton. »

La mise à prix est fixée à 1 387,00 \$ pour la bâtisse et les équipements, soit 25 % de l'évaluation municipale multipliée par le facteur établi pour ce rôle que l'adjudicataire devra verser au shérif de Bonaventure, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Carleton, deuxième division d'enregistrement de Bonaventure, district de Bonaventure, le VINGT ET UNIÈME jour de JUILLET 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
ANTONIN LEBRASSEUR

Bureau du shérif
Cour supérieure
New Carlisle, le 26 mai 1988

56474

Gaspé

Ordonnance de saisie et vente immobilière

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Gaspé

Nos 110-05-000271-870

110-18-000002-880

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, et un bureau au 320, rue Saint-Germain Est, Rimouski, district de Rimouski, partie demanderesse, contre **ALBAN LEBREUX**, domicilié au 587, Desmarchais, Longueuil, district de Longueuil, partie défenderesse.

« Un terrain sis et situé dans la municipalité de Cloridorme, comté de Gaspé, étant partie du lot cinquante-sept, subdivision quarante-neuf (ptie du lot 57-49) rang Premier (1^{er}), cadastre officiel du canton de Cloridorme, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, lequel terrain se décrit comme suit: de figure irrégulière, borné vers le nord par la rivière Cloridorme, vers le nord-est par une partie du lot 57-49 (route 132), vers le sud par le lot 57-51 et vers l'ouest par la rivière Cloridorme; mesurant soixante-treize mètres et quinze centièmes (73,15 m) vers le nord-est et soixante-sept mètres et soixante-sept centièmes (67,67 m) vers le sud; contenant, en superficie, quatre mille quatre cent cinquante-trois mètres carrés. »

« Un terrain sis et situé dans la municipalité de Sainte-Cécile-de-Cloridorme, connu et désigné comme étant partie du lot ciquante-neuf, subdivision B, resubdivision une (ptie 59-B-1), rang Premier (1^{re}), cadastre révisé du canton de Cloridorme, division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, (depuis le 23 décembre 1971), mesurant trois cent soixante-deux pieds (362 pi) vers le nord-ouest, soixante-six pieds (66 pi) vers le sud-est, trois cent vingt et un pieds (321 pi) vers le sud-ouest et quatre-vingt-un pieds (81 pi) vers l'ouest. Il est borné vers le nord-ouest par le golfe Saint-Laurent, vers le sud-est par une autre partie du lot 59-B-1 de Antonio Coulombe, vers le sud-ouest par la route 132 et vers l'ouest par le lot 58-9 de Hormidas Francoeur, avec toutes les bâtisses et améliorations y érigées ou en voie de construction et comprenant les machinerie, outillage, équipement, ameublement, engins, fournaies, bouilloires, moteurs et accessoires qui y sont placés pour servir à l'exploitation de son entreprise, le tout immeuble par nature ou destination. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Gaspé, conformément à l'article 670^e du C.P.C., est fixé à la somme de 15 007.00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, palais de justice de Sainte-Anne-des-Monts, le MARDI VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
PIERRETTE B. CLOUTIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Percé, le 25 mai 1988

56456

Iberville

Bref de saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Iberville
Nos 755-05-000176-873
755-18-000009-887

L LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, 921, boulevard Séminaire, local 115, Saint-Jean-sur-Richelieu, partie demanderesse, contre ANDRÉ BEAULIEU et

FRANÇOISE LEFORT, 9, 1^{re} Avenue, Napierville, et ROBERT BEAULIEU, 30, rang Constant, Sherrington, et LOUIS BEAULIEU, 26, rang Constant, Sherrington, faisant affaires sous les nom et raison sociale de LES JARDINIERS BEAULIEU ET FRÈRES ENRG., partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Napierville, mis en cause.

Bloc I

Désignation

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Édouard dans le comté de Napierville, connue et désignée comme étant composée de la façon suivante, savoir:

1. D'une partie du lot numéro trois cent cinquante-deux (ptie 352) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Édouard, division d'enregistrement de Napierville; mesurant un arpent quatre pieds et cinq dixièmes de pied (1 arp 4,5 pi) de largeur par toute la profondeur dudit lot, mesures anglaises et plus ou moins; bornée, cette dite partie, au nord-ouest par une partie du lot numéro trois cent cinquante-trois (ptie 353), au nord-est par le lot numéro trois cent cinquante et un (351), au sud-est par la rivière La Tortue et au sud-ouest par une autre partie dudit lot numéro trois cent cinquante-deux (ptie 352), appartenant à Marc-Aurèle L'Écuyer ou représentants.

2. Des lots numéros trois cent quarante-sept, trois cent quarante-huit et trois cent cinquante et un (347, 348 et 351) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard, division d'enregistrement de Napierville.

3. D'un lopin de terre étant toute la partie du terrain comprise dans les bornes suivantes, savoir: borné vers le nord-est par une partie du lot 343 du même cadastre, vers le sud-est par le terrain en premier lieu décrit et en deuxième lieu décrit, soit une partie du lot 352 et les lots 347, 348, et 351, vers l'ouest par la décharge qui s'y trouve et vers le sud-ouest par une partie du lot numéro 353, appartenant à Marc-Aurèle L'Écuyer ou représentants; ce lopin de terre connu et désigné comme faisant partie des lots numéros trois cent quarante-six, trois cent quarante-neuf, trois cent cinquante et trois cent cinquante-trois (pties 346, 349, 350 et 353) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard, division d'enregistrement de Napierville, mesurant environ dix (10) arpents en superficie, plus ou moins.

Ladite partie du lot numéro trois cent quarante-six (ptie 346) étant bornée vers le nord-ouest partie par une autre partie dudit lot numéro trois cent quarante-six (ptie 346), appartenant à Guy L'Écuyer ou représentants et en partie par une autre partie dudit lot numéro trois cent

quarante-six (ptie 346) ci-après désignée au paragraphe 4, vers le sud-est par le lot numéro trois cent quarante-sept (347) du même cadastre, vers le nord-est par une partie du lot numéro trois cent quarante-trois (ptie 343) du même cadastre et vers le sud-ouest par la partie du lot numéro trois cent quarante-neuf (ptie 349) ci-après décrite.

Ladite partie du lot numéro trois cent quarante-neuf (ptie 349) étant bornée vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot trois cent quarante-neuf (ptie 349), appartenant à Guy L'Écuyer ou représentants, vers le sud-est par le lot numéro trois cent quarante-huit (348) du même cadastre, vers le nord-est par la partie du lot numéro trois cent quarante-six (ptie 346) ci-dessus décrite et vers le sud-ouest par la partie du lot numéro trois cent cinquante (ptie 350) ci-après décrite.

Ladite partie du lot trois cent cinquante (ptie 350) étant bornée comme suit: vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot trois cent cinquante (ptie 350), appartenant à Guy L'Écuyer, vers le sud-est par le lot trois cent cinquante et un (351) du même cadastre, vers le nord-est par la partie du lot trois cent quarante-neuf (ptie 349) ci-dessus décrite et vers le sud-ouest par la partie du lot trois cent cinquante-trois (ptie 353) ci-après décrite.

Ladite partie du lot trois cent cinquante-trois (ptie 353), de forme triangulaire, étant bornée comme suit: vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot trois cent cinquante-trois (ptie 353), vers le sud-est par une partie du lot trois cent cinquante-deux (ptie 352) du même cadastre et vers le nord-est par la partie du lot trois cent cinquante (ptie 350) ci-dessus décrite.

4. D'un lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du lot trois cent quarante-six (ptie 346) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard, division d'enregistrement de Napierville, mesurant un (1) arpent de largeur sur cent pieds (100 pi) de profondeur, plus ou moins et mesures anglaises et borné comme suit: vers le nord-est par une partie du lot trois cent quarante-trois (ptie 343), du même cadastre, vers le sud-est par la décharge, vers le sud-ouest et le nord-ouest par d'autres parties du lot 346, appartenant à Guy L'Écuyer ou représentants.

L'immeuble ci-dessus décrit bénéficie d'un droit de passage perpétuel sur une lisière de terrain faisant partie du lot trois cent quarante-six (ptie 346) susdit, mesurant vingt pieds (20 pi) de largeur sur toute la profondeur qu'il y a à partir du chemin public pour communiquer aux terrains étant bornée par une partie du lot trois cent quarante-trois (ptie 343) du même cadastre, tel que constaté à l'acte de vente enregistré sous le numéro 69772.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Bloc II

Désignation

Un emplacement situé à Napierville, comté de Napierville, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-huit (558-5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Cyprien, division d'enregistrement de Napierville; avec une maison dessus construite et portant le numéro 9, 1^{re} Avenue, circonstances et dépendances. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

La mise à prix pour le bloc I est fixée à 13 912,50 \$ et pour le bloc II à 9 062,50 \$, soit 25 % de leur évaluation des immeubles portée au rôle d'évaluation de leur municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Napierville, QC, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1988 à ONZE heures.

Le shérif,
ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif

Cour supérieure

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 1^{er} juin 1988

56479

Joliette

Saisie-exécution immobilière

Canada — Province de Québec

Cour provinciale — District de Joliette

Nos 715-02-000022-854

705-18-000047-882

CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-DONAT, corps politique et corporatif légalement constitué, ayant son siège social et son bureau principal à Saint-Donat, district de Joliette, partie demanderesse, contre GAËTAN MARCIL, domicilié et résidant au 4572, rue Christophe-Colomb à Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR

de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un immeuble désigné comme suit:

I. Un emplacement situé dans la municipalité de Saint-Donat dans le comté de Montcalm, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Archambault comme étant partie des lots numéros trente et un et trente-deux (pties 31 et 32) dans le Premier Rang dudit canton d'Archambault, division d'enregistrement de Montcalm. Ledit emplacement étant de figure irrégulière et pouvant être décrit comme suit:

1. De partie du lot numéro 31: de figure irrégulière, borné vers le nord par le chemin public étant une partie non divisée du lot numéro 31, vers le sud-est et le sud-ouest par d'autres parties non divisées du lot numéro 31, aussi vers le sud-ouest par le lac de la Montagne Noire et par une partie du lot numéro 32 ci-dessous en second lieu décrite, vers le nord-ouest par la ligne de division entre les rangs 1 et 2 du canton d'Archambault; mesurant cent soixante-deux pieds et sept centièmes de pied (162,07 pi) dans sa ligne nord, soixante-quinze pieds (75,0 pi) dans une ligne sud-est, vingt-huit pieds et dix-neuf centièmes de pied (28,19 pi) dans une ligne sud-ouest, trois cent soixante-trois pieds et sept dixièmes de pied (363,7 pi) dans une ligne sud-est, cinquante-cinq pieds et huit dixièmes de pied (55,8 pi) dans une ligne sud-ouest le long d'une rive du lac de la Montagne Noire, quarante-trois pieds et soixante-neuf centièmes de pied (43,69 pi) aussi dans une ligne sud-ouest le long de la ligne de division entre les lots 31 et 32 et trois cent soixante-douze pieds et dix-sept centièmes de pied (372,17 pi) dans sa ligne nord-ouest le long de la ligne de division entre les rangs 1 et 2 du canton d'Archambault; contenant une superficie de quarante-quatre mille sept cent quatre-vingt-quinze pieds carrés, mesures anglaises (44 795 pi²).

2. De partie du lot numéro 32: de figure triangulaire et bornée vers le nord-est par partie du lot numéro 31 ci-dessus en premier lieu décrite, vers le nord-ouest par la ligne de division entre les rangs 1 et 2 du canton d'Archambault, et vers le sud-ouest par le lac de la Montagne Noire; mesurant quarante-trois pieds et soixante-neuf centièmes de pied (43,69 pi) dans sa ligne nord-est, sept pieds (7,0 pi) dans sa ligne nord-ouest et quarante-quatre pieds et deux dixièmes de pied (44,2 pi) dans sa ligne sud-ouest; contenant une superficie de cent cinquante-trois pieds carrés, mesures anglaises (153,0 pi²).

Bâtisses: il y a une maison d'un étage et demi en bois avec fondation en blocs de béton, correctement érigée sur ledit emplacement.

II. Un emplacement situé à Saint-Donat, comté de Montcalm, de figure triangulaire, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trente et un dans le Premier Rang (ptie 31, rg 1) aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Archambault, comté de Montcalm; partant d'un point situé au nord-ouest et se dirigeant dans une direction sud-est une distance de vingt-huit pieds et dix-neuf centièmes de pied (28,19 pi); de là, se dirigeant dans une direction ouest sur une distance de trente et un pieds et quatre-vingt-treize centièmes de pied (31,93 pi); et de là, se dirigeant dans une direction nord-est une distance de quinze pieds (15 pi), mesures anglaises et plus ou moins; bornée au nord-est par une autre partie du lot 31, appartenant au présent acquéreur (Gaétan Marcil), au sud par une autre partie du lot 31, appartenant au vendeur (Claude Dionne) et au nord-ouest par une autre partie du lot 31, appartenant au présent acquéreur (Gaétan Marcil), tous dudit cadastre.

Le coin est est situé à une distance de soixante-quinze pieds (75 pi) du chemin public. La ligne nord-ouest est parallèle à la ligne de division des rangs 1 et 2. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait à l'ordre du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670^e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 14 900,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1988 à ONZE heures.

La shérif adjointe,
SUZANNE PICHE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 24 mai 1988

56395

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-014783-877

CONSTRUCTION BAILLARGE LTÉE., 15732, boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, district de Montréal, partie demanderesse, contre JACQUES BÉLAIR, 5188, Anse-aux-Chênes, Pierrefonds, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement de figure rectangulaire ayant front à la rue Anse-aux-Chênes, situé en la ville de Pierrefonds, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève, comme étant les lots suivants, savoir:

1. Le lot numéro cent quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-quatre (124-147) du susdit cadastre et contenant une superficie totale de trois mille deux cent vingt-huit pieds carrés (3 228,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins; et

2. Le lot numéro quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt-sept (127-99) du susdit cadastre et contenant une superficie totale de deux mille six cents pieds carrés (2 600 pi²), mesures anglaises et plus ou moins.

Contenant, ledit emplacement, une superficie totale de cinq mille huit cent vingt-huit pieds carrés (5 828,0 pi²), mesures anglaises et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro d'immeuble 5188 de ladite rue Anse-aux-Chênes.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement et notamment celle existant en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada et *al.* aux termes de l'acte enregistré à Montréal, sous le numéro 303310. »

La mise à prix est fixée à 25 172,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le QUINZIÈME jour de JUILLET 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 3 juin 1988

56480

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-009452-879

LE SOUS-MINISTRE DU REVENU DU QUÉBEC, partie demanderesse, contre MANOIR MERCIER INC., partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire six (6-3) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse ci-dessus érigée portant les numéros d'immeuble 1331, rue Rachel Est, Montréal, et 4210, rue de Lanaudière, Montréal.

L'immeuble à être vendu est grevé d'un bail commercial conclu entre la compagnie Manoir Mercier Inc. et la compagnie 2527-2519 Québec Inc. enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, le 14 août 1987, sous le numéro 3916971.

Ce bail est conçu pour une durée de vingt (20) ans commençant le 1^{er} juillet 1987 et se terminant le 30 juin 2007; il est fait pour un loyer annuel de 12 000 \$ la première année et augmenté annuellement à la date anniversaire d'une somme de 4 % l'an. »

La mise à prix est fixée à 42 258,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le

TRENTIÈME jour de JUIN 1988 à QUATORZE heures.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 26 mai 1988

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

56419

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-010022-877

LÉON WILDSTEIN, domicilié et résidant au 3577, avenue Atwater, appartement 1508, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre **SAMUEL DAVIS** et **VICKY PERERA**, tous deux domiciliés et résidant au 2295, St-Clare Road, ville de Mont-Royal, district de Montréal, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

« La subdivision trois cent quatre-vingt-dix-huit du lot originaire six cent quinze (615-398) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse portant le numéro d'immeuble 2295, St-Clare Road, ville Mont-Royal. »

La mise à prix est fixée à 88 340,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le DIXIÈME jour de JUILLET 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 2 juin 1988

56420

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-000168-885
C.M. Lauzon: 87-006
S. 200-18-000009-884

LA VILLE DE LAUZON, demanderesse, contre **L'ATELIER 132 INC.**, défenderesse.

« Une partie de terrain connue et désignée comme étant la subdivision quatre de la subdivision six cent cinquante du lot originaire soixante-seize (76-650-4) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joseph, division d'enregistrement de Lévis.

Une partie de terrain connue et désignée comme étant la subdivision sept de la subdivision deux cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire quatre-vingt-deux (82-297-7) du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Joseph, division d'enregistrement de Lévis.

Avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à vingt-trois mille trois cent soixante-dix dollars et soixante-quinze cents (23 370,75 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 6, route Trans-Canada Ouest, Lévis, le TREIZIÈME jour de JUILLET 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 11 juin 1988

56457

Roberval

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Roberval
No 160-05-000080-87-0
S. 155-18-000001-88-7

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et une succursale au 193, boulevard Saint-Michel, Mistassini, partie demanderesse, contre **FERME SAVARD & GUAY INC.**, corporation légalement constituée ayant un bureau au 222, route Sainte-Marguerite, Mistassini, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement Lac-Saint-Jean-Ouest, mis en cause.

Description:

a) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (lot 3) du Septième Rang (rg VII) du cadastre officiel du Canton de Dolbeau, division d'enregistrement Lac-Saint-Jean-Ouest; contenant cent cinq acres (105 ac), plus ou moins, en superficie, équivalant à quarante-deux virgule quarante-neuf hectares (42,49 ha); sauf à en distraire l'emplacement de soixante-seize virgule deux mètres, équivalant à deux cent cinquante pieds anglais de largeur, sur trente virgule quarante-huit mètres, équivalant à cent pieds anglais de profondeur (76,2 m × 30,48 m ou 250 pi × 100 pi), avec la maison érigée, réservée par sieur Jos-Guy Bouchard, aux termes de l'acte de vente enregistré le 15 mai 1975, sous le numéro 148744.

b) Le lopin de terre mesurant cent quatre-vingt-quatorze virgule seize mètres, équivalant à six cent trente-sept pieds anglais (194,16 m ou 637 pi) de largeur sur toute la profondeur du lot ci-après, consistant dans la partie sud-ouest du lot de terre numéro un (partie S.-O.) lot 1 du Huitième Rang (rg VIII) du cadastre officiel du canton de Dolbeau; contenant environ cinquante-deux acres équivalant à vingt et un virgule zéro quatre hectares (52 ac ou 21,0 ha) en superficie et borné en front, au sud-est par le chemin public entre les rangs VII et VIII dudit canton à l'arrière, au nord-ouest, par la Rivière Mistassini, tenant, dans le sens de la profondeur, au sud-ouest, au canton de Racine et, enfin, au nord-est, au résidu dudit lot numéro un (Thomas Villeneuve ou ayants droit); sauf réserve des droits et de la partie du terrain appartenant à Saguenay Transmission Company Limited, suivant acte enregistré sous le numéro 26935 et sauf à distraire les parties cédées à sieurs Bernard Fraser et Paul-Émile Béard, suivant actes enregistrés, et expropriées par le Gouvernement de la province de Québec (ministère des

Transports) pour fins de rélargissement du chemin public, suivant avis enregistré le 5 février 1975, sous le numéro 147321; et l'emplacement vendu à Gilles Pelchat suivant acte enregistré le 20 septembre 1977, sous le numéro 164845 (42,40 m × 48,77 m × 43,28 m × 44,20 m ou 139,1 pi × 160 pi × 142 pi × 145 pi).

c) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro deux-B (lot 2-B) du Huitième Rang (rg VIII) du cadastre officiel du Canton de Dolbeau contenant dix-huit virgule quarante et un hectares plus ou moins, équivalant à quarante-cinq acres et demi, plus ou moins (18,41 ha ou 45,5 ac), en superficie; sauf réserve des droits et servitudes existant en faveur de Saguenay Transmission Company Limited et de la Compagnie Électrique profondeurs dans son côté sud-ouest, borné par une autre partie du même dit lot (Gilles Guay, suivant acte de vente enregistré sous le numéro 152860) et environ cent trois virgule soixante-trois mètres équivalant à environ trois cent quarante pieds anglais (103,63 m ou 340 pi) dans son côté nord, borné par le lot voisin numéro quatre (Louis-Philippe Savard), lequel emplacement appartenant à sieur Jacques Turcotte en vertu de l'acte de vente enregistré le 16 décembre 1975, sous le numéro 152859.

3° L'emplacement ayant la forme d'un hexagone irrégulier (91,44 m, 51,82 m, 10,67 m; 42,67 m, 100,58 m et 94,49 m ou 300 pi, 170 pi, 35 pi, 140 pi, 330 pi et 310 pi) borné au sud-est, en front, au chemin public dudit rang en arrière, au nord-ouest, à la rivière Mistassini, dans le sens de la profondeur, dans son côté sud-ouest, par le résidu dudit lot numéro trois (Réal Savard) et, dans son côté nord-est, à l'emplacement susmentionné de sieur Jacques Turcotte, le dit emplacement appartenant à sieur Gilles Guay en vertu de l'acte de vente enregistré le 16 décembre 1975, sous le numéro 152860.

4° Les trois lisières de terrain expropriées par le Gouvernement de la province par le Gouvernement de la province de Québec (ministère des Transports) pour fins de rélargissement du chemin public; d'une contenance de cinq mille neuf cent six virgule quarante mètres carrés équivalant à soixante-trois mille cinq cent soixante-trois mille cinq cent soixante-dix-huit pieds carrés en superficie (5 906,50 m² ou 63 578 pi²), suivant enregistré le 5 février 1975, sous le numéro 147321; sauf réserve en faveur du vendeur (Réal Savard) d'un emplacement mesurant quarante-quatre virgule dix-neuf mètres, équivalant à cent quarante-cinq pieds anglais de largeur dans ses côtés est et ouest sur cinquante et un virgule quatre-vingt-un mètres, équivalant à cent soixante-dix pieds anglais dans ses côtés nord et sud (44,19 m × 151,81 m ou 145 pi × 170 pi), borné comme suit: dans le sens de la largeur, en front, dans son côté est, par la route de Sainte-

Marguerite, à l'arrière, dans son côté ouest, sur une longueur de 10,67 m ou 35 pieds, à un emplacement propriété de Gilles Guay ou ayants droit et, quant au reste, au résidu dudit lot numéro trois ci-dessus vendu; tenant, dans le sens de la profondeur dans son côté sud, au résidu du dit lot numéro trois-ci-dessus vendu et, enfin, dans son côté nord, à un emplacement propriété de Gilles Guay ou ayants droit, le dit côté nord étant perpendiculaire à la route de Sainte-Marguerite et étant situé dans son point situé à l'intersection de la route Sainte-Marguerite à une distance d'environ 121,92 m équivalant à 400 pi anglais du point d'intersection entre la ligne de division des lots numéros trois et quatre susmentionnés et de la route Sainte-Marguerite.

Le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

e) Les lots de terre connus et désignés sous les numéros un-un et deux-un aux plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision du lot originaire numéro un et deux (lots 1-1 et 2-1) du Huitième Rang (rg VIII) du cadastre du canton de Racine, division d'enregistrement Lac-Saint-Jean-Ouest; contenant ensemble environ soixante-quinze virgule vingt-trois hectares, équivalant à environ cent quatre-vingt-cinq acres et neuf dixièmes (75,23 ha ou 185,9 ac) en superficie, plus ou moins; sauf à Électrique du Saguenay (maintenant Hydro-Québec), suivant actes enregistrés; sauf à en distraire les deux lisières de terrain d'une contenance de deux mille trois cent quatre-vingt-trois virgule quarante-quatre mètres carrés, équivalant à vingt-cinq mille six cent cinquante-six pieds carrés anglais (2 383,44 m² ou 25 656 pi²), en superficie, expropriées par le Gouvernement de la province de Québec (ministère des Transports) pour fins de rélargissement du chemin public, suivant avis enregistré le 5 février 1975, sous le numéro 147321.

Sauf à en distraire également, toute la partie sise au nord-ouest du sus dit lot et comprise entre la route Sainte-Marguerite et la rivière Mistassini et plus spécialement bornée comme suit: dans le sens de la largeur, en front, dans son côté sud-est, par la route Sainte-Marguerite, à l'arrière, dans son côté nord-ouest, par la rivière Mistassini, tenant, dans le sens de la profondeur, dans son côté nord-est, au lot voisin numéro trois des mêmes dits rang et canton et, enfin, dans son côté sud-ouest, au lot voisin deux-A des mêmes dits rang et canton.

d) Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trois (lot 3) du Huitième Rang (rg VIII) du cadastre officiel du canton de Dolbeau, contenant quarante et un virgule soixante-huit hectares, plus ou moins, équivalant à cent trois acres, plus ou moins (41,68 ha ou 103 ac) en superficie; sauf réserve des droits et servitudes existant

en faveur de Saguenay Transmission Company Limited et de la Compagnie Électrique du Saguenay (maintenant Hydro-Québec), suivant actes enregistrés.

Sauf à en distraire:

1° L'emplacement spécialement réservé par le vendeur aux présentes (Réal Savard) mesurant cent vingt-huit virgule un mètres (128,1 m) sur la route de Sainte-Marguerite, sur toute la profondeur comprise entre la route de Sainte-Marguerite et la rivière Mistassini et plus spécialement borné comme suit: dans le sens de la largeur, en front, dans son côté sud-est, par la route de Sainte-Marguerite, à l'arrière, dans son côté nord-ouest, par la rivière Mistassini, tenant, dans le sens de la profondeur, dans son côté sud-est, au résidu dudit lot numéro trois ci-dessus vendu et, enfin, dans son côté sud-ouest, à la ligne de division entre les lots trois et deux-B des mêmes dits rang et canton.

2° L'emplacement mesurant trente virgule quarante-huit mètres équivalant à cent pieds anglais de largeur (30,38 m ou 100 pi) dans son côté sud-est, en front, borné par le chemin public du dit rang VIII, environ cent virgule cinquante-huit mètres, équivalant à environ trois cent trente pieds anglais (100,58 m ou 330 pi), à l'arrière, dans son côté nord-ouest, borné par la rivière Mistassini, environ quatre-vingt-quatre virgule quarante-neuf mètres équivalant à environ trois cent dix pieds anglais (94,49 m ou 310 pi) de profondeur.

Sauf à distraire:

a) Dudit lot numéro un-un (ptie lot 1-1) l'emplacement originairement vendu à M. Paul Belley (30,48 m × 30,38 m ou 100 pi × 100 pi) suivant acte enregistré sous le numéro 75,639 (maintenant Gérard Beaudet) et la lisière de terrain expropriée par le Gouvernement de la province de Québec (ministère des Transports) pour fins de rélargissement du chemin public, suivant avis enregistré le 5 février 1975, sous le numéro 147321;

b) Dudit lot numéro deux-un (ptie lot 2-1), comme réservé par Lucien Perron, pour en demeurer propriétaire, un emplacement mesurant cent trente-huit virgule soixante-huit mètres équivalant à quatre cent cinquante-cinq pieds anglais dans ses côtés nord-ouest et sud-est sur soixante-quatre mètres, équivalant à deux cent dix pieds anglais, dans ses côtés nord-est et sud-ouest (138,68 m × 64 m ou 455 pi × 210 pi) avec la maison et le garage privé y érigés, appartenances et dépendances et borné comme suit: dans le sens de la largeur, dans son côté nord-ouest, par le chemin public du dit rang VIII tel que rélargi à l'arrière, dans son côté sud-est de même que dans le sens de la profondeur, dans son côté nord-est, par le résidu dudit lot numéro deux-un (Gilles Guay), et, enfin, également dans le sens de la profondeur, dans son côté sud-ouest, par le

lot voisin numéro trois-un des mêmes dits rang et canton.

c) Dudit lot numéro deux-un (ptie lot 2-1), la lisière expropriée par le Gouvernement de la province de Québec (ministère des Transports) pour fins de rélargissement du chemin public, suivant avis enregistré le 5 février 1975, sous le numéro 147231.

Sauf réserve concernant lesdits lots numéros un-un et deux-un (lots 1-1 et 2-1), des servitudes perpétuelles existant en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay (maintenant Hydro-Québec) suivant acte enregistré le 18 octobre 1947, sous le numéro 50,523.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif suivant l'acte 688.1 C.P.C., au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé, est fixé à 34 887,00 \$ soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réel: 1.16.

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de la division Lac-Saint-Jean-Ouest, Roberval, district de Roberval, le quatorzième jour de JUILLET 1988 à DIX heures.

Le shérif,
GÉRALD TAILLON

Bureau du shérif
Cour supérieure
Roberval, le 15 avril 1988

56421

Saint-Maurice

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
S. 410-18-000040-850
S. 410-18-000002-884 (410-05-000008-862)
S. 410-18-000007-883
S. 410-18-000025-885 (410-05-000071-886)

Dans l'affaire de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et dans l'affaire d'une cotisation ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national, en vertu d'une ou plusieurs des lois suivantes: la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, demanderesse, contre CLAUDE LAFORME, résidant et domicilié au 1690, 13^e Rue, Grand-Mère, district de Saint-Maurice, défendeur.

1. Désignation

Lot P-251:

« 1^o Une lisière de terre située en la paroisse de Sainte-Flore, connue et désignée comme faisant partie du lot de terre numéro deux cent cinquante et un (ptie 251) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant vingt-cinq pieds (25 pi) de largeur, sur la profondeur d'environ sept cent soixante-neuf pieds et sept pouces, plus ou moins et mesures anglaises laquelle lisière de terre longe la terre de Léo-Paul Laforme et est bornée en front ou du côté vers le sud-est par la rue Principale, du côté, vers le nord-est, par Léo-Paul Laforme, d'un côté, vers le sud-ouest, par un morceau de terre appartenant à Michel Lafrenière et à l'arrière ou du côté, vers le nord-ouest, par le morceau de terre ci-après désigné au paragraphe « 2^o »; et

« 2^o Un morceau de terre situé au même endroit connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent cinquante et un (ptie 251) dudit cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant quatre arpents de largeur, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, sur la profondeur qu'il y a du côté sud-ouest, à partir de mille cent sept pieds (1 107 pi) de la rue Principale à aller jusqu'au terrain de François Lambert ou représentants, et sur la profondeur qu'il y a du côté nord-est, à partir de sept cent soixante-neuf pieds et sept pouces (769 pi 7 po) de la rue Principale à aller au terrain de François Lambert ou représentants, le tout à mesures anglaises, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, bornée à bout vers le sud-est en partie par le terrain de Michel Lafrenière, en partie par la lisière de terre ci-dessus décrite au paragraphe « 1^o » et en partie par Léo-Paul Laforme, à l'autre bout ou en arrière, soit vers le nord-ouest par François Lambert ou représentants; d'un côté, vers le sud-ouest, par Jean Rousseau et Raymond Calille et de l'autre côté, vers le nord-est, par madame Georges Armand Gélinas; le tout sans bâtisse, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à cinq mille six cent soixante-huit dollars (5 668,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de vingt et un mille huit cents dollars (21 800,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

2. Désignation

Lot P.-73:

« Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant une partie du lot

originaire numéro soixante-treize (ptie 73) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, division d'enregistrement de Shawinigan, mesurant, mesures anglaises, soixante-huit pieds et cinq dixièmes de pied (68,5 pi) dans sa ligne sud-est, trente-trois pieds (33 pi) dans sa ligne est, deux cent cinquante-six pieds et cinq dixièmes de pied (256,5 pi) dans sa ligne nord-est, étant une courbe, cinq pieds et trois dixièmes de pied (5,3 pi) dans sa ligne nord-ouest, et cent quarante-sept pieds et trois dixièmes de pied (147,3 pi) dans sa ligne sud-ouest, et borné comme suit: vers le sud-est par l'ancienne route numéro 19, vers l'est et vers le nord-est par la nouvelle route numéro 19, vers le nord-ouest et le sud-ouest par une partie du lot numéro soixante-treize appartenant à messieurs François Cossette, Hormidas Prud'Homme et Alfred Arvisais; sans bâtisse, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à deux mille deux cent trente-six dollars (2 236,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de huit mille six cent dollars (8 600,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

3. Désignation

Lot 133-427:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant les subdivisions numéros quatre cent vingt-sept du lot originaire numéro cent trente-trois (133-427) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, division d'enregistrement de Shawinigan.

Le tout sans bâtisse, circonstances et dépendances.

La mise à prix est fixée au deux mille huit cent quatre-vingt-six dollars (2 886,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de onze mille cent dollars (11 100,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

4. Désignation

Lot 133-277:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent soixante-dix-sept du lot originaire numéro cent trente-trois (133-277) aux plan et livre de

renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, division d'enregistrement de Shawinigan; le tout sans bâtisse, circonstances et dépendances.

La mise à prix est fixée à deux mille huit cent quatre-vingt-six dollars (2 886,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de sept mille deux cents dollars (7 200,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

5. Désignation

Lot 133-276:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent soixante-seize du lot originaire numéro cent trente-trois (133-276) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, division d'enregistrement de Shawinigan; le tout sans bâtisse, circonstances et dépendances.

La mise à prix est fixée à mille huit cent soixante-douze dollars (1 872,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de sept mille deux cents dollars (7 200,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

6. Désignation

Lot 133-355-1:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant la subdivision numéro un de la subdivision numéro trois cent cinquante-cinq du lot originaire numéro cent trente-trois (133-355-1) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, division d'enregistrement de Shawinigan.

La mise à prix est fixée à sept cent deux dollars (702,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de deux mille sept cents dollars (2 700,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

7. Désignation

Lot 140-24-1:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant la resubdivision un de la subdivision numéro vingt-quatre du lot originaire cent quarante (140-24-1) du cadastre d'une partie de la paroisse de Sainte-Flore, faisant partie de la ville de Grand-Mère, mesurant ledit terrain, mesures anglaises et plus ou moins, cinquante (50 pi) pieds de largeur sur la profondeur de cinquante-cinq (55 pi) pieds.

La mise à prix est fixée à mille quatorze dollars (1 014,00 \$) ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de trois mille neuf cents dollars (3 900,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément, l'un à la suite de l'autre, au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Shawinigan, 212, 6^e Rue, Shawinigan, local 2.11, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
FRANCE LYNCH

Bureau du shérif
Cour supérieure
Shawinigan, le 24 mai 1988

56422

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Maurice
No 410-18-000006-885

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE GRAND-MÈRE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 333, 5^e Avenue, Grand-Mère, QC, G9T 5L1, district de Saint-Maurice, partie demanderesse, contre MICHEL BOUCHER, domicilié et demeurant au 1005, 15^e Rue, Grand-Mère, QC, G9T 3W4, district de Saint-Maurice, partie défenderesse.

Désignation

« Un terrain ou emplacement situé en la ville de Grand-Mère, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro cinquante-quatre du lot originaire numéro cent quarante et un (141-54 pte) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore; de figure rectan-

gulaire, borné vers le nord-est par le lot numéro 141-54-1 (15^e Rue), vers le sud-est par le lot numéro 141-53 (10^e Avenue), vers le sud-ouest par le lot numéro 141-58 et vers le nord-ouest par partie du lot numéro 141-55; mesurant quarante-sept pieds et six dixièmes de pied (47,6 pi) vers le nord-est et le sud-ouest et quatre-vingt-douze pieds (92 pi) vers le sud-est et le nord-ouest; contenant en superficie quatre mille trois cent quatre-vingts pieds carrés et sept dixièmes de pied (4 380,7 pi), mesures anglaises; avec la maison dessus construite portant le numéro d'immeuble 1005, 15^e Rue, Grand-Mère, avec circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à neuf mille deux cent cinquante-six dollars (9 256,00 \$), ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de trente cinq mille six cents dollars (35 600,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Shawinigan, 212, 6^e Rue, Shawinigan, local 2.07, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
ME FRANCE LYNCH

Bureau du shérif
Cour supérieure
Shawinigan, le 30 mai 1988

56475

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Maurice
No 410-18-000005-887

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE GRAND-MÈRE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 333, 5^e Avenue, Grand-Mère, QC, G9T 5L1, district de Saint-Maurice, contre RÉMI LAVOIE, d'adresse inconnue, partie défenderesse.

Désignation

« Un terrain ou emplacement situé en la cité de Grand-Mère, faisant partie de la subdivision deux cent six du lot originaire quatre-vingt-cinq (85-206) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, de la contenance de soixante-dix pieds de largeur sur la profondeur de cent pieds, mesures anglaises et plus ou moins, et borné en

front partie par la subdivision 205 et partie par une partie de ladite subdivision 206, en profondeur par un M. Bourbeau, d'un côté nord-est par la lisière de cinq pieds sur la subdivision 206, appartenant à Roland Boisvert, et du côté sud-ouest par la ligne de division des lots 84 et 85 dudit cadastre, sans bâtisse. »

La mise à prix est fixée à mille six cent trente-huit dollars (1 638,00 \$), ce qui est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de six mille trois cent dollars (6 300,00 \$) portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi par ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, soit en argent, soit par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Shawinigan, 212, 6^e Rue, Shawinigan, local 2.07, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
ME FRANCE LYNCH

Bureau du shérif
Cour supérieure
Shawinigan, le 30 mai 1988

56476

Ventes pour taxes, avis de publication

Municipalité régionale de comté des Maskoutains

Avis public est, par les présentes, donné par le sous-signé, secrétaire-trésorier de la municipalité régionale de comté des Maskoutains, que la liste des immeubles devant être vendus à l'enchère publique le jeudi 9 juin 1988 pour défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que l'avis public requis, ont été publiés au journal « Le Courrier de Saint-Hyacinthe », les 19 et 26 avril 1988 conformément aux dispositions de l'article 1027 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1)

Saint-Hyacinthe, le 24 mai 1988

Le secrétaire-trésorier,
CLÉMENT VAUTOUR, *avocat*

56423

Erratum

CENTRE DE DÉPANNAGE DU LANAUDIÈRE INC.

Prenez avis que l'avis de lettres patentes paru dans la *Gazette officielle du Québec* le 1988 05 14, à la page 1796, du numéro 20, concernant « CENTRE DE DÉPANNAGE DU LANAUDIÈRE INC. » est nul et de nul effet.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2161-6081

456



POURQUOI CHERCHER?



Organigramme général du gouvernement du Québec

Mise à jour
le 29 février 1988.

Cet organigramme présente la composition du Conseil des ministres et l'état de la structure ministérielle au 29 février 1988. Apparaissent également à l'organigramme, tous les organismes gouvernementaux dont les lois ou décrets étaient en vigueur avant le 29 février 1988, à l'exception des organismes qui appartiennent à la catégorie des comités consultatifs et de ceux qui sont inopérants ou temporaires.

Le Secrétariat
à la réforme administrative
et aux emplois supérieurs,
1988

F.O.Q. 24628 0 2,95 \$

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
par commande postale
et chez votre libraire habituel.

Les Publications du Québec
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Commande téléphonique:
(418) 643-5150
(Sans frais) 1-800-463-2100

Québec



Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756



Canada Post
Postes Canada
Postage paid Post paid

**First Première
class classe**

Permis No. 3222
Québec, QC



Éditeur officiel
Québec